



CONGRÈS 2022

EUROPE ÉCOLOGIE - LES VERTS

CONVOCATION POUR LE 26 NOVEMBRE 2022

SOMMAIRE

APPEL À CANDIDATURE - Commissaires financier-es	4	ENGAGER DES ETATS GÉNÉRAUX DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE - Motion thématique 05	70
ORDRE DU JOUR	5	FAIRE D'EELV LE PARTI DE LA GÉNÉRATION CLIMAT - Motion thématique 06	71
TABLEAU DES RÉGIONS	6	MIEUX SOUTENIR LA FEVE - Motion thématique 07	72
ADRESSES DES CONGRÈS DÉCENTRALISÉS	7	L'ÉCOLOGIE PIONNIÈRE DE LA SANTÉ MENTALE - Motion thématique 08	73
LE CONGRÈS, COMMENT ÇA MARCHE ?	8	RENFORCER LE DIALOGUE SOCIAL ET PRÉVENIR LES RISQUES PROFESSIONNELS DES SALARIÉ·ES DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE - Motion thématique 09	74
BILAN DU BUREAU EXÉCUTIF NATIONAL	10	DES INSTANCES INTERNES ET DES ÉLU·E·S À L'IMAGE DES DIVERSITÉS DU PAYS - Motion thématique 10	75
BILAN DU BUREAU DU CONSEIL FÉDÉRAL	14	POUR UN PARTI QUI SE DONNE LES MOYENS DE SES VALEURS ÉCOFÉMINISTES - Motion thématique 11	76
MOTIONS D'ORIENTATIONS	17	NOUS OUVRIR, POUR NOUS RECONSTRUIRE - Motion thématique 12	77
Explications	17	ÉCOLOGIE POPULAIRE - Motion thématique 13	78
PRINTEMPS ÉCOLO - Motion d'orientation A	18	POUR MIEUX SE DÉPASSER, EN 2023, AMÉLIORONS NOS RÈGLES DE FONCTIONNEMENT - Motion thématique 14	79
CE QUI NOUS LIE, Territoires en transition - Motion d'orientation B	26	POUR UNE ÉCOLE MILITANTE DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE - Motion thématique 15	80
LA SUITE - Motion d'orientation C	32	DÉCROISSANCE ET DÉMOCRATIE - IL N'Y A PAS D'ALTERNATIVE - Motion thématique 16	81
L'ARCHE, pour une écologie populaire au pouvoir ! - Motion d'orientation D	42	POUR JOINDRE LA PAROLE AUX ACTES, VÉGÉTALISONS LARGEMENT L'ALIMENTATION PAR DES PRODUITS ISSUS D'UNE AGRICULTURE BIO LORS DES ÉVÉNEMENTS ÉCOLOGISTES INTERNES COMME EXTERNES - Motion thématique 17	82
LA TERRE, NOS LUTTES - Motion d'orientation E	50	PARENTS ET MILITANT·ES - Motion thématique 18	83
RÉBELLION ! CONSTRUCTION - Motion d'orientation F	58	ECRIRE L'AVENIR DE L'ÉCOLOGIE DEPUIS LES TERRITOIRES - Motion thématique 19	84
MOTIONS THÉMATIQUES	65	CULTIVONS LE PLAISIR DE MILITER ! - Motion thématique 20	85
Explications	65	LE TEMPS EST À UN NOUVEAU SOUFFLE : FAISONS GRANDIR ENSEMBLE LA JEUNESSE ÉCOLOGISTE - Motion thématique 21	86
POUR UN RÉVEIL ÉCO-ANTIRACISTE CHEZ EELV ! - Motion thématique 01	66	SORTONS DE L'ENTRE-SOI ! - Motion thématique 22	87
DONNER TOUTES LEURS PLACES AUX RURALITÉS - Motion thématique 02	67	QUELLE PLACE POUR LE NUMÉRIQUE DANS UNE SOCIÉTÉ ÉCOLOGISTE ? QUELLE PLACE EST LAISSÉE À L'HUMAIN DANS UNE SOCIÉTÉ NUMÉRIQUE ? - Motion thématique 23	88
FAIRE D'EELV UN PARTI ANTI-VALIDISTE - Motion thématique 03	68	MODIFICATION DE LA GRILLE DES INCOMPATIBILÉS CONCERNANT LE BUREAU EXÉCUTIF - Motion thématique 24	89
OSONS LE FÉDÉRALISME ! - Motion thématique 04	69	POUR UNE GÉNÉRATION CLIMAT REPRÉSENTÉE ET INVESTIE DANS NOTRE PARTI - Motion thématique 25	90

COMMISSAIRES FINANCIÈR-ES

Le Congrès fédéral procèdera à l'élection des deux commissaires financier-es d'Europe Écologie - Les Verts (une femme et un homme).

Pour être candidat-e, il vous suffit d'être adhérent-e à jour de cotisation.

**MERCI D'ENVOYER VOTRE CANDIDATURE
AVANT LE 8 DÉCEMBRE 2022 à 18h**

Soit par courriel :
congres2022@eelv.fr

Soit par courrier :
EELV - Bureau du Congrès
11 rue des Petits Hôtels - 75010 PARIS

accompagnée de vos coordonnées
(courriel / adresse / téléphone)
et d'une profession de foi
de maximum 2 500 caractères (espaces compris).

Déroulé des congrès décentralisés

- 13h00** Ouverture émargement.
- 13h30** Heure limite de dépôt des listes de délégué-es au congrès et des listes de candidat-es au Conseil Fédéral.
- 13h30** Présentation des motions d'orientation, des listes de candidat-es et débat.
- 15h00** Début des votes.
- 15h30** Présentation des motions thématiques et temps de débat.
- 16h30** Fin de l'émargement hors file d'attente
- 17h00** Clôture des votes hors file d'attente *

(*) Le vote peut être déclaré clos par les bureaux des congrès décentralisés dès lors que toutes les personnes ayant émargé ont voté.

TABLEAU DES RÉGIONS

Lors des Congrès décentralisés du 26 novembre, les adhérent-es d'Europe Écologie - Les Verts élisent 400 délégué-es pour les représenter le 10/12/2022 au Congrès Fédéral.

Région verte	Adhérent-es EÉLV au 2 octobre 2022	Nombre de doublettes régionales au Conseil fédéral	Parité des doublettes régionales au Conseil Fédéral	«Nombre de délégué-es au Congrès fédéral»	Parité des délégué-es au Congrès
Alsace	247	2		9	F
Aquitaine	667	5	H	24	
Auvergne	138	2		5	F
Bourgogne	205	2		7	F
Bretagne	590	4		21	H
Centre-Val de Loire	273	2		10	
Champagne-Ardenne	61	2		2	
Corse	18	2		2	
Franche-Comté	154	2		5	H
Guadeloupe	12	2		2	
Guyane	8	2		2	
Hors-de-France	291	2		10	
Île-de-France	3 061	22		109	H
La réunion	22	2		2	
Languedoc Roussillon	602	4		21	F
Limousin	89	2		3	H
Lorraine	161	2		6	
Midi-Pyrénées	507	4		18	
Nord-Pas-De-Calais	559	4		20	
Normandie	345	2		12	
Pays de la Loire	645	5	F	23	F
Pays de Savoie	162	2		6	
Picardie	126	2		4	
Poitou-Charentes	296	2		10	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	667	5	H	24	
Rhône-Alpes	1 200	9	F	43	H
Total	11 106	96		400	

Tableau des adhérent-es à jour de cotisation à Europe Écologie - Les Verts en 2022 (nombre vert) région par région et du nombre total de doublettes au Conseil fédéral ainsi que de délégué-e-s pour le Congrès fédéral du 10/12/2022.

Ce tableau prend en compte la parité à respecter.

ADRESSES DES CONGRÈS DÉCENTRALISÉS

Lors des congrès décentralisés du 26 novembre 2022 à 13h, tou-te-s les adhérent-es se réunissent simultanément dans chaque région en respectant exactement le même ordre du jour.

Alsace	Salle l'évasion - 1 rue du Tabac - 67600 SÉLESTAT
Aquitaine	Athénée Municipal Joseph Wresinski - Place Saint-Christoly - 33000 BORDEAUX <small>Accès : TRAM A et B, arrêt Hôtel de Ville</small>
Auvergne	Salle Poly - Place Poly - 63100 CLERMONT-FERRAND
Bourgogne	Salle Polyvalente de Dracy-Saint-Loup - rue de Lionge - 71400 DRACY-SAINT-LOUP
Bretagne	Parc Expo - Hall 4 - 286, rue Rouget de Lisle - 56600 LANESTER
Centre-Val de Loire	Ethic Etapes Jean Monnet - 5 rue Monnet - 41200 ROMORANTIN-LANTHENAY
Champagne-Ardennes	Salle du Pré-Waghet - 08430 POIX-TERRON
Corse	Faculté de droit - Université de Corte - 20200 CORTE
Franche-Comté	Locodole - 1 Avenue Aristide Briand - 39100 DOLE
Guadeloupe	En visioconférence
Guyane	26B3 Lotissement Pachéco - 97300 Cayenne
Hors de France	En visioconférence
Île-de-France	Bourse du travail de St Denis - 9-11 Rue Génin - 93200 SAINT-DENIS <small>Méto et Tram : Saint-Denis Porte de Paris</small>
La Réunion	Hôtel Résidence Ness - 26 route de Trou d'Eau - 97434 SAINT GILLES LES BAINS
Languedoc-Roussillon	Lieu à définir
Limousin	Local EELV Limousin - 11 rue delescluze - 87000 LIMOGES
Lorraine	Hôtel Mercure Nancy Centre Gare, 8e étage - 11 rue Raymond Poincaré - 54000 NANCY
Midi-Pyrénées	Salle Osète - 6 rue du Lieutenant Colonel Pélissier - 31000 TOULOUSE
Nord-Pas-de-Calais	Espace des Acacias, Salle de la Rotonde - Place Hentgès - 59260 HELLEMES-LILLE
Normandie	Maison Saint Sever - Salle 5 - 10/12 rue Saint Julien - 76100 ROUEN
Pays de la Loire	Salle Auguste Chupin - 11 esplanade Auguste Chupin - 49000 ANGERS
Pays de Savoie	Centre des Congrès - rue Jean Monard - 73100 AIX-LES-BAINS
Picardie	La Machinerie - 1 bis rue de la Vallée - 80000 AMIENS
Poitou-Charentes	Salle Abeille - 287 rue de la Gare - 79360 BEAUVOIR-SUR-NIORT
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Centre Les Martegales - 13 rue des Martegales - 13002 MARSEILLES <small>Méto : Vieux Port</small>
Rhône-Alpes	Salle Jean Couty - Rue de la Pépinière Royale, 69009 LYON <small>Méto : Gorge de Loup</small>

LE CONGRÈS, COMMENT ÇA MARCHE ?

Réuni tous les trois ans, le **Congrès** est l'instance qui fixe l'orientation politique du parti et élit les personnes qui devront la mettre en œuvre. Il se déroule en deux temps : les **Congrès décentralisés** (26 novembre 2022, en région) puis le **Congrès fédéral** (10 décembre 2022 à Rungis, Île-de-France).

C'est le moment où les adhérent-es s'emparent de différentes motions pour choisir les orientations politiques : les « **motions d'orientation générale** » – et débattre et voter sur des sujets d'actualité et de politique générale : les « **motions ponctuelles (ou thématiques)** ».

1^{ère} PHASE : LES CONGRÈS DÉCENTRALISÉS

Qui est concerné ? TOU-TES les adhérent-es à jour de cotisation 2022. Si vous avez oublié de vous mettre à jour cette année, vous pouvez le faire en ligne sur soutenir.eelv.fr ou directement sur place lors de votre congrès décentralisé.

Où ça se passe ? Vous trouverez toutes les adresses en région sur ce document.
Quand ? Le samedi 26 novembre 2022.

Si vous ne pouvez pas vous déplacer, vous pouvez donner mandat à un-e autre adhérent-es de votre région.

Les motions sont soumises au vote des adhérent-es. 4/5ème des conseillers-ières fédéraux-ales y sont également désigné-es.

Le scrutin s'effectue à la proportionnelle de liste. Les listes de candidat-es au Conseil Fédéral ne sont pas tenues d'épouser les motions d'orientation générale. Il est possible d'avoir des candidatures « hors motion » comme il est possible que deux ou plusieurs motions proposent des listes de candidat-es communes.

Les délégué-es des régions (400 au total) au Congrès fédéral sont élu-es à la proportionnelle de listes. De la même manière que pour les conseillers-ières fédéraux-ales, rien n'oblige les listes de candidat-es à épouser les motions d'orientation générale. Il est

possible d'avoir des candidatures « hors motion » comme il est possible que deux ou plusieurs motions proposent des listes de candidat-es communes.

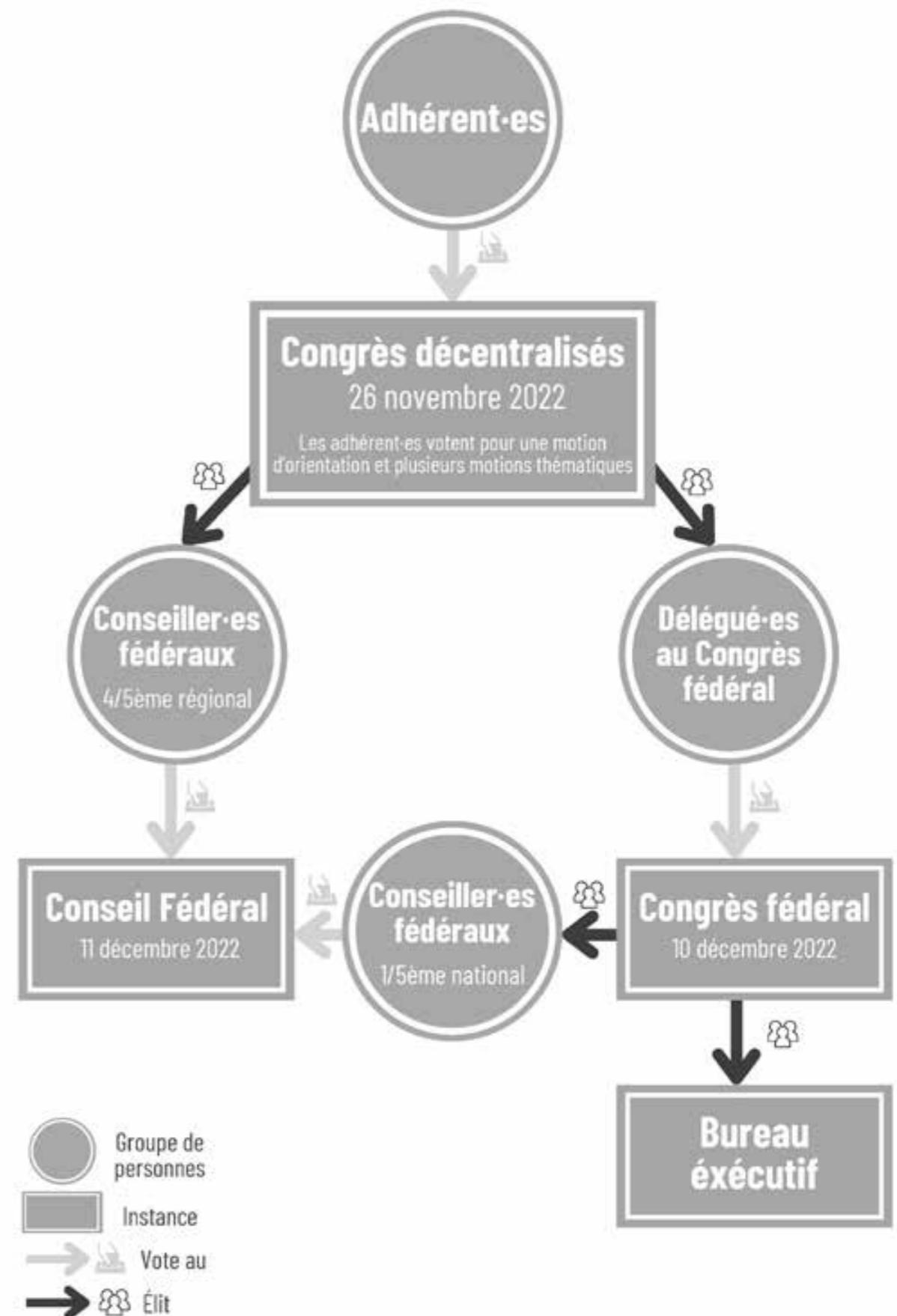
2^{ème} PHASE : LE CONGRÈS FÉDÉRAL

Le Congrès fédéral se tiendra à Rungis, en Île-de-France, le samedi 10 décembre 2022. Il rassemble les 400 délégué-es des régions élu-es lors du Congrès décentralisé. Il sera suivi, dimanche 11 décembre 2022, du premier Conseil fédéral.

Après le vote des motions par les délégué-es, les motions d'orientation peuvent être déposées à nouveau le jour du Congrès fédéral. Elles peuvent également fusionner entre elles – on parle alors de motions de synthèse. Les motions d'orientation présentent des candidat-es au Bureau exécutif et au Conseil fédéral (CF), qui seront finalement élu-es à la fin de la journée. Le ou la Secrétaire national-e sera alors désigné-e.

Le Congrès sert donc à renouveler certaines instances du parti :

- le Conseil fédéral (CF), équivalent du « parlement du parti » ;
- le Bureau exécutif, équivalent du « gouvernement du parti » ;
- les commissaires financier-es.



Cher-es militant-es

Nous vous souhaitons un très bon congrès 2022. Comme il vise à élire une nouvelle direction, commençons donc par un bilan de notre équipe sortante, élue en 2019 au congrès de Saint-Denis.

Le Covid n'a pas rendu notre mandat facile, exercé en partie à distance, sous la direction du Secrétaire national Julien Bayou, jusqu'à sa démission le 26 septembre 2022. Depuis, il fonctionne collégalement, animé par les deux secrétaires nationales adjointes Léa Balage El Mariky et Jérémie Crépel, qui ont remplacé en juillet Sandra Régol et Jérémie lordanoff, élu-es député-es. D'autres membres ont démissionné en cours de mandat : Thierry Brochot (trésorier), Bruno Bernard (élections), Guy Benarroche, Eva Sas (Porte-parole), Jérémie lordanoff (Secrétaire national adjoint). Ils et elles n'ont pas pu participer à ce bilan mais que chacun-e soit remercié-e pour le travail effectué.

Nous voulons également remercier l'ensemble de l'équipe du siège qui contribue à faire vivre notre parti, nos idées et nos convictions.

FAIRE GAGNER L'ÉCOLOGIE : UN ÉCHEC, DES SUCCÈS.

Le bureau exécutif sortant est élu après le succès des élections européennes avec trois ambitions : accroître l'implantation des écologistes dans les territoires, préparer les victoires

des écologistes rassemblés et réaliser le rapprochement avec les gauches qui s'écologisent. Nous nous étions ainsi donné des objectifs très ambitieux à l'élection présidentielle. Nous n'avons réussi ni à porter l'écologie au pouvoir en 2022 ni à rassembler les écologistes au sein d'un nouveau mouvement. Malgré tout, nous abordons 2023 avec plus d'élu-es que le parti n'en a jamais compté et une représentation dans les 3 assemblées parlementaires.

Le succès des municipales et des sénatoriales (2020)

Bruno Bernard et Hélène Hardy, délégué-e aux élections, ont préparé les municipales 2020 dans le respect du principe de subsidiarité en accompagnant les têtes de listes dans leurs négociations, en lien avec leurs homologues des autres forces politiques. Ces élections ont été l'occasion de réaliser les premières campagnes communes avec les partenaires du futur pôle écologiste.

Le succès des municipales, porté le plus souvent par des listes de rassemblement des écologistes et des gauches, dans des grandes villes comme Lyon, Strasbourg, Bordeaux, Tours, Poitiers ou Grenoble n'exclut pas les victoires dans des villes rurales ou moyennes. Cette implantation locale a permis le retour d'un groupe au Sénat dès septembre 2020 avec l'élection de 6 sénatrices et sénateurs, puis en décembre 2021 d'une nouvelle sénatrice des Français de l'étranger. Ainsi un groupe de 12 sénatrices et sénateurs a pu être reconstitué pour cette mandature.

Le renforcement des régionales et des départementales (2021)

Dès décembre 2020, le Pôle écologiste est lancé avec Génération écologie, Génération-s, Cap21, Alliance écologiste indépendante et le Mouvement des progressistes. Une coordination est établie par Sandra Régol et Jérémie lordanoff pour des campagnes communes aux têtes de listes régionales.

Au premier tour, les listes du Pôle écologiste (listes d'union de la gauche incluses) réalisent 13,09 % des voix. Dans quatre régions, elles arrivent en tête des listes de gauche. Ces élections n'ont pas permis de gagner de région mais le nombre d'élu-es dans les départements et les régions a doublé.

A la suite de ces élections locales, une nouvelle délégation intitulée "relations avec les élu-es" est confiée à Olivier Bertrand, afin de pouvoir valoriser l'action des élu-es locaux, nationaux ou européens en lien avec le parti. Olivier Bertrand s'est d'abord concentré sur la récolte des 500 signatures nécessaires à une candidature écologiste à l'élection présidentielle.

L'échec de la présidentielle (avril 2022)

Cette élection majeure de la Ve République a été préparée avec l'ensemble du Pôle écologiste rejoint ensuite par Les Nouveaux Démocrates. Lors de la primaire ouverte de septembre 2021, plus de 100 000 personnes ont départagé 5 candidat-es et désigné au second tour Yannick Jadot avec 51%

des voix. Cette primaire a marqué la rentrée politique de l'année 2021 autour des positions écologistes, avec des débats télévisés dont le cadrage a été confié à Sandra Régol et Jérémie lordanoff.

A son issue, l'équipe de campagne de Yannick Jadot s'est constituée. Les membres du bureau exécutif ont pu participer à la coordination de campagne ou à son Conseil politique. Le score de Yannick Jadot (4,62 % des voix le 10 avril 2022) a nécessité la réactivité du bureau exécutif afin de lancer le jour même une grande souscription. Un bilan de la présidentielle a été confié à l'équipe de campagne par le Secrétaire national, avec la participation de Jean-Baptiste Pegeon, plus tard membre du BE.

Le retour à l'Assemblée nationale (juin 2022)

Parallèlement à la présidentielle, la stratégie et les modalités de désignation des candidat-es aux législatives ont été fixées par le Conseil fédéral. Léa Balage El Mariky et Hélène Hardy, déléguées aux élections, ont travaillé avec les Régions à un accord législatif avec les forces du Pôle écologiste partageant notre stratégie. Il y a un an Génération écologie, Génération-s et Les Nouveaux Démocrates.

Suite à la présidentielle, un nouvel accord est négocié avec l'ensemble des forces de gauche, par les déléguées aux élections ainsi qu'Alain Coulombel. La Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale est cette coalition électorale conclue au mois de mai 2022. Elle a porté 100 candidat-es du Pôle écologiste sur les 577 circonscriptions françaises, dans une campagne appuyée d'un Parlement de la NUPES associant les écologistes, et dont le devenir est encore en cours de réflexion. Cette campagne a

permis l'élection de 23 député-es écologistes à l'Assemblée nationale. L'écologie politique retrouve un groupe et une voix à la chambre basse.

LE PROJET ÉCOLOGISTE EN ÉVOLUTION PERMANENTE

Le travail sur le projet a été animé par François Thiollet, réunissant le Conseil programmatique à chaque Conseil fédéral. L'instance a pu être en partie réformée mais mérite que le prochain bureau puisse préciser sa place et son rôle.

Des publications et programmes électoraux co-construits.

François Thiollet coordonne la publication en janvier 2020 de "L'avenir des retraites, le présent de la planète" et initie avec Sandra Régol des auditions d'expert-es afin de consolider les liens avec la société civile. La crise du COVID au printemps 2020 est l'occasion d'un intense travail de réflexion et d'écriture rassemblé dans deux documents Face à la pandémie, adoptés le 4 avril. Ces documents donnent lieu à une grande consultation lancée par le Secrétaire national avec Chloé Sagaspe et Jérémie Crépel, délégué-es aux acteurs environnementaux et aux acteurs sociaux.

Après le suivi des municipales en 2020, nous avons enchaîné immédiatement avec la rédaction de notre plateforme pour les départementales & régionales. Début 2021, le travail sur le projet pour la séquence 2022 a commencé avec plusieurs exigences : permettre les contributions citoyennes, formuler des propositions opérationnelles, et publier le socle avant la désignation du ou de la candi-

date (une première). Le projet Vivant, adopté en juillet 2021, co-signé par nos partenaires Génération-s, Les Nouveaux Démocrates et le Mouvement des Progressistes, a servi de base pour la construction du projet de Yannick Jadot : Faire Face. Après la présidentielle, nous avons écrit en trois semaines le programme partagé de la NUPES, qui acte formellement des désaccords, mais fait une large place aux questions écologiques.

Des commissions thématiques renforcées.

Le rôle des commissions thématiques dans ce processus est crucial. François Thiollet, Charlotte Soulyard puis Dominique Trichet-Allaire, membres du BE en lien avec les commissions, ont agi pour accroître la visibilité et l'impact des productions des commissions thématiques, renforcer la transversalité de leur travail, et assurer que l'ensemble des commissions soient en capacité d'agir. Outre l'accompagnement quotidien et les échanges réguliers, ils et elles ont mis en place des outils de travail, comme le guide des responsables de commissions.

Ils et elles ont également engagé, dès janvier 2020, et avec les commissions et le conseil programmatique, une réforme visant à restructurer les commissions thématiques pour que leur participation à la construction de notre pensée politique soit effective. Aujourd'hui, deux fois plus de commissions qu'il y a trois ans sont pleinement actives et le nombre de leurs membres ne cesse de croître. Leur rôle dans l'accueil de nouveaux adhérent-es qui souhaitent contribuer sur le fond est aussi déterminant.

Un projet écologiste porté dans la société

Alain Coulombel en binôme avec Eva Sas puis Chloé Sagaspe

ont porté la parole collective et défendu notre projet, avec 4 à 5 communiqués de presse par semaine. Nos porte-paroles ont travaillé avec les commissions thématiques, sources de proposition et d'expertise. Avec le secrétariat national (notamment Julien Bayou et Sandra Regol, puis Léa Balage El Mariki et Jérémie Crépel), il et elles ont également porté l'écologie dans les médias.

Communiquer, mobiliser

Géraldine Boÿer, déléguée à la communication interne et externe du parti estime qu'elle a été «Empêchée d'exercer "son" mandat par un rouleau compresseur et une chasse gardée sur les outils numériques, prestataires, imprimeurs, etc. Empêchée par une tendance focalisée sur le contrôle, incapable d'écoute, de partage, de confiance. Empêchée par une exclusion et un mépris sourds et souriant»

Léa Balage El Mariky puis Dominique Trichet Allaire, chargée des mobilisations, a initié des campagnes de terrain en lien avec les Régions comme celles sur les adhésions ou les super-profits de cette fin d'année. Des campagnes numériques ont permis de rencontrer des sympathisant·es à travers des pétitions comme celle pour l'interdiction des chasses cruelles, et de doubler le nombre d'inscrits à l'actualité des écologistes en France.

Travailler avec la société civile organisée.

En appui aux mobilisations citoyennes pour le climat et la jeunesse, Chloé Sagaspe a initié des actions communes en lien avec nos élu·es, militant·es dans les territoires et en lien avec les responsables de commissions : contre les néonicotinoïdes, contre le projet de centrale en Guyane, pour une vraie loi climat, pour un RSA pour les moins

de 25 ans, pour le droit de vote à 16 ans ou encore pour sortir des énergies fossiles. Fort de son succès, la "Nuit du Climat" où dialoguait expert·es, élu·es et ONG a rassemblé près de 15 000 spectateurs en décembre 2020.

Concernant les acteurs sociaux, Jérémie Crépel s'est d'abord attaché à créer un fichier de contact des acteurs sociaux et à rencontrer les secrétaires généraux des grandes centrales syndicales (parfois premier contact). Après la consultation "Face à la pandémie", il a participé au dialogue avec le Pacte du pouvoir de vivre et le collectif Plus jamais ça, en amont des élections nationales.

Chloé Sagaspe et Jérémie Crépel ont participé à la mobilisation de la société civile au sein de la campagne présidentielle. Depuis juillet, Jean-Baptiste Pegeon mène une vaste délégation aux relations avec la société civile et participe à l'organisation de la marche du 16 octobre, ainsi qu'aux travaux exploratoires concernant la pérennisation du parlement de la Nupes.

Renouveler les Journées d'été

Les écologistes se retrouvent pour parler d'écologie tous les étés depuis 38 ans. Marine Tondelier porte cette délégation. Les journées d'été, moment de rentrée politique et médiatique pour l'écologie politique, sont aussi un moment de formation militante, grâce aux ateliers organisés par et avec nos partenaires, expert·es, élu·es et commissions thématiques, ainsi qu'un moment fédérateur et convivial de retrouvailles et d'amitié écologiste, qui fait le ciment de notre mouvement.

Tout cela est possible grâce à une équipe organisatrice fidèle et fiable que le bureau tient à remercier ici. La crise sanitaire

est venue perturber l'organisation des journées d'été dès 2020, mais l'équipe et les villes accueillantes ont toujours su trouver des solutions pour faire de ces moments une réussite. Depuis 2020, la captation vidéo constitue désormais une base d'informations en accès libre. Depuis 2021, les Journées d'été accueillent les partenaires du pôle écologiste.

Renforcer notre mouvement dans les territoires et en Europe

Ce travail ne peut pas être fait sans l'appui et le soutien des secrétaires régionaux·ales de notre mouvement. Jérémie Jordanoff, secrétaire national adjoint délégué aux régions puis Catherine Hervieu ont eu à cœur de faire vivre notre fédéralisme, les accompagnant dans la mise en œuvre des décisions du bureau exécutif ou du Conseil fédéral.

Rendre notre mouvement accueillant et sûr.

Jérémie Crépel, délégué à l'accueil et à la formation, a également travaillé avec les régions. Après une enquête auprès des primo-adhérent·es, un Vademecum de l'accueil a été rédigé. Les mails automatiques d'accueil ont été revus. Un nouveau livret d'accueil est en ligne sur le site EELV, adaptable par les régions. Ces outils sont encore peu utilisés sur le terrain. Malgré deux formations, il reste du travail pour généraliser un accueil personnalisé des primo-adhérent·es.

Pendant la crise sanitaire, Jérémie Crépel et Géraldine Boyer ont proposé des ressources en ligne. Pour répondre à l'attente de formation, Jérémie Crépel a créé un comité de pilotage avec des régions pilotes et les jeunes écologistes. Plusieurs pistes n'ont pas encore abouties : espace numérique, vivier de formatrices et de formateurs, catalogue de

formation, mentorat, valorisation des webinaires mais des réalisations concrètes méritent d'être généralisées : formations sur les VSS, empouvoirement des candidates, formations des journées d'été, campus de l'écologie avec la première session du Parcours Responsables Écolos, dans un esprit d'éducation populaire. Des ressources humaines et numériques sont nécessaires pour aller plus loin.

Le bureau exécutif a désigné Jérémie Crépel comme responsable du lien avec la cellule VSS. Après avoir co-organisé la formation des membres de la cellule, il a participé aux travaux qui ont abouti à sa réforme en février 2022. En octobre 2022, le BE a répondu à la presse, de manière concertée avec la cellule, soumise à un devoir de réserve. Il reste à lancer l'audit externe d'ici à février 2023.

Inscrire notre mouvement en Europe et dans le monde

Notre parti est fédéraliste et européen. L'Europe faisait partie de la feuille de route de Sandra Regol et d'une mission confiée à Charlotte Soulyary avant même son entrée au bureau exécutif. Avec la commission Europe et la

délégation d'EELV au Parti Vert Européen, un travail a été entrepris afin de renforcer notre travail collectif et notre capacité à peser au PVE. Charlotte Soulyary a porté la position d'EELV au sein du réseau méditerranéenne, du PVE et des verts mondiaux. Les élu·es des territoires peuvent aussi rejoindre l'initiative du Parti Vert Européen, une plateforme d'interaction entre les élus locaux européens, le « green local councillors networks » dont Olivier Bertrand a suivi l'installation.

Philippe Stanisière, délégué à l'international, a travaillé avec la commission Transnational pour faire dialoguer les positions du parti et de la campagne dès le début de la guerre en Ukraine. Dans les crises qui ont secoué l'Europe ces trois ans, du Covid à la guerre en Ukraine, nous avons montré que nous avons besoin de plus de coopération et de solidarité, en un mot plus d'Europe, mais une autre Europe que celle des marchés, car celle que nous œuvrons à bâtir est verte, juste et démocratique.

Renforcer les moyens d'action du parti

Faire vivre l'écologie dépend aussi de ses moyens. Thierry

Brochot, puis en binôme Marine Tondelier et François Thiollet ont assumé la charge de la trésorerie. Le siège s'est renforcé de deux postes, mais nous restons un parti faiblement doté au national en termes de ressources humaines. Nous avons cherché à acheter un nouveau siège, mais nous avons finalement trouvé les locaux dans lesquels nous sommes locataires depuis le printemps.

En 2019, nous avons hérité d'une situation financière compliquée, et nous nous sommes placés dans la continuité par une gestion rigoureuse et ambitieuse. Par des efforts constants, la dette a été réduite de 1 418 273 € en 2019, à 539 524 € aujourd'hui, une situation qui nous permet de viser une extinction de cette "vieille" dette à court terme. A cette dette s'est ajoutée celle de la présidentielle, de 1,2 M€, dont la prise en charge va être possible grâce à la solidarité fédérale. Merci !

Léa BALAGE EL MARIKY et Jérémie CRÉPEL,
Secrétaires Nationaux Adjoint·es,

Olivier BERTRAND, Géraldine BOÿER, Alain COULOMBEL, Hélène HARDY, Catherine HERVIEU, Jean-Baptiste PEGEON, Sandra REGOL, Chloé SAGASPE, Charlotte SOULARY, Philippe STANISIÈRE, François THIOLETT, Marine TONDELIER, Dominique TRICHET-ALLAIRE,
Membres du BE

La charte validée lors du Conseil fédéral du 1er décembre 2019, lendemain du congrès, précise que le Conseil Fédéral « doit retrouver sa fonction politique d'élaboration de positions et d'orientations à appliquer par le bureau Exécutif ». Elle indique également la nécessité de cinq réunions par an et de renforcer sa communication notamment en direction des adhérents. L'équipe du bureau du Conseil fédéral s'est saisie de cette feuille de route pour donner une nouvelle ambition au Conseil fédéral (*dans l'article 27 de nos statuts le CF est défini comme l'instance dirigeante de la structure politique nationale de EELV*).

Face au contexte épidémique, nous avons rapidement utilisé la visioconférence, qui nous a permis de faire face. L'usage a cependant souligné que l'éloignement était susceptible de bousculer le processus traditionnel d'élaboration des motions. Il s'est vite avéré que les échanges étaient limités et que la maturation des décisions n'étaient pas aussi précises que lors des CF en présentiel.

Néanmoins, lors de ce mandat de trois ans, nous avons organisé 21 sessions du Conseil fédéral soit 7 par an. Le CF a examiné 138 motions (51 en 2022, 44 en 2021 et 43 en 2020, 5 en 2019) dont de nombreuses adoptées, à la quasi-unanimité. Nous avons initié un temps de questions au Bureau exécutif et le dépôt des amendements et sous amendements sur des documents partagés. A plusieurs reprises nous avons également enrichi le Conseil grâce à des expert-es invité-es lors de séquences thématiques.

Un apport majeur aura été la visioconférence qui nous a permis de faire évoluer nos habitudes avec des sessions extraordinaires et des ateliers pour bonifier les textes et mieux les partager en amont de la session. La visio et le vote électronique ont permis d'ouvrir des possibles, d'introduire plus de travail en commun, et nous ont apporté plus d'agilité et de réactivité.

Les membres du BCF ont suivi les diverses commissions et les autres instances comme l'Observatoire des Pratiques et de la Parité, la cellule VSS, le Com'On, la Commission Permanente Électorale, la commission financière, ... Par ailleurs, une relation régulière a été mise en place avec les coopérateurs, l'Agora et son Groupe d'animation (GADA). Nous avons été présents à toutes les réunions du BE, veillant à l'application des décisions du CF sans pour autant s'ingérer dans sa mission. Nous avons entretenu de bonnes relations avec le Conseil statutaire que nous remercions pour sa disponibilité.

Des marges de progrès existent pour améliorer et renforcer la vie démocratique de notre Conseil. Citons, en particulier l'organisation du débat de politique générale du samedi après-midi qu'il conviendra de repenser afin qu'il devienne un temps fort et structuré d'analyse politique collective de l'actualité.

Dans le même registre, il conviendrait de travailler à un lien plus serré et direct avec les adhérent-es que nous n'avons pu mettre en œuvre faute d'une maîtrise directe de la gestion de nos moyens. Le prochain CF doit trouver une plus grande auto-

mie et ne pas dépendre de décisions du Bureau exécutif et ce, dans le respect de la séparation des pouvoirs entre délibératif et exécutif, mentionné dans nos principes inscrits en tête de nos statuts et nos règlement intérieurs. Il faudra notamment prolonger et renforcer l'exercice de diffusion en direct des séances hors huis-clos à destination des adhérentes et adhérents, autant que cela sera possible, pour rapprocher les travaux du CF des adhérent-es en régions.

Le savoir acquis tout au long de ce mandat, que le BCF sortant aura à cœur de transmettre à la nouvelle équipe, doit permettre de renforcer notre démocratie. Demain, l'activité politique du CF pourra être quasi permanente tout au long de l'année.

Nous achevons notre mandat, fier-es d'avoir travaillé collégialement, en équipe, satisfait-es d'avoir donné le meilleur de nous-même malgré les circonstances exceptionnelles.

Nous remercions solennellement Serge Marolleau pour l'immense travail réalisé à chaque CF, sa grande disponibilité, sa patience et sa bienveillance constante à l'égard de notre équipe et toutes et tous les membres du CF.

Le CF prouve régulièrement sa grande sagesse. Il doit être préservé en garantissant le dialogue, l'écoute, et le respect entre Conseillers fédéraux et Conseillères fédérales !

Nous souhaitons d'ores et déjà au prochain Conseil Fédéral et à son Bureau la meilleure réussite.

Henri Arévalo,

Président du Conseil fédéral,

Gérôme Gulli, Nadine Herrati, Abdessalam Kleiche, Anne Mikolajczak,

Membres du BCF

DONNEZ

donner.eelv.fr



MOTIONS D'ORIENTATION GÉNÉRALES

Les orientations politiques proposées au vote des militant-es, à jour de cotisation et de plus de 3 mois d'ancienneté, sont décrites dans des documents normés : les « motions d'orientation générale ».

Elles abordent toutes les dimensions du projet politique souhaité : le rapport aux pouvoirs en place, la stratégie politique, le périmètre des alliances, la relation à la société, aux citoyen-nes, aux associations et aux élu-es, les voies de l'amélioration du fonctionnement interne, etc.

Elles sont adossées à des listes de soutiens et **une liste de candidat-es au Bureau exécutif qui seront chargés de son application en fonction des résultats du congrès**. Les motions d'orientation présentent également des candidat-es au Conseil fédéral (CF).

Vous trouverez les motions d'orientations présentées dans ce document. Pour le Congrès 2022 elles sont au nombre de 6.

Si elles obtiennent 5% des votes lors des Congrès décentralisés, elles pourront choisir de se maintenir ou fusionner entre elles lors du Congrès Fédéral. On parle alors de motions de synthèse.

PRINTEMPS ÉCOLO

Dérèglement climatique, effondrement du vivant : l'humanité a atteint un point de bascule et son avenir est directement menacé. Nous sommes dans l'urgence d'une crise écologique qui s'amplifie de manière exponentielle et qui nourrit les désordres énergétiques, économiques et géopolitiques, aggravant les inégalités et provoquant une fragilisation inquiétante de notre socle démocratique. Depuis des décennies, les écologistes alertent sur ces menaces, profondément intriquées, et proposent des solutions concrètes pour construire un avenir désirable.

La "classe écologique" voulue par Bruno Latour émerge petit à petit. Les crises des derniers mois ont accéléré la prise de conscience de la place centrale que doit occuper l'écologie. Pourtant, aujourd'hui, aucune mutation profonde et globale de la société n'est engagée par les partis au pouvoir. **Nous avons, plus que jamais, la responsabilité d'obtenir des victoires politiques, pour agir et transformer, au plus haut niveau.**

Après le résultat historique aux européennes de 2019, les victoires magnifiques des municipales de 2020 et le renforcement de notre ancrage territorial en 2021, notre parti semble traverser un hiver politique. Dans le tumulte, la brutalisation et la confusion du débat politique, il peine à se faire entendre du fait de sa faiblesse structurelle. Nous faisons le constat qu'en amont de la campagne présidentielle 2022, notre parti n'a pas suffisamment organisé la mobilisation ni la production d'idées, qu'il n'a pas suffisam-

ment construit le lien avec les associations, les ONG, le monde intellectuel et scientifique, le monde culturel, les syndicats, les mouvements sociaux. Nous devons collectivement tirer toutes les conséquences de cet état de fait.

Europe Ecologie Les Verts doit profondément se transformer. Nous devons changer notre parti et donc nous changer nous-mêmes, il est temps !

AFFIRMONS LA SINGULARITÉ ET LA CENTRALITÉ DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE !

Nous sommes convaincu-es de la centralité de la réponse écologiste car elle offre au pays des réponses systémiques aux crises sociales, démocratiques et environnementales. Notre histoire est riche de combats pluriels, aussi nos propositions intègrent de multiples luttes : pour le bien-être et la condition animale, pour la préservation de la biodiversité, contre les discriminations et toutes les formes de racisme, pour l'égalité des droits, sans oublier la santé environnementale, l'éducation, l'accès à la culture et la protection du service public, en particulier dans les quartiers populaires et les territoires délaissés. Elles intègrent également le combat pour la redistribution de richesses, la rénovation de la République et de ses institutions, la séparation des lobbys et de l'État.

Nous affirmons que la société patriarcale doit être abo-

lie pour parvenir à une réelle égalité entre les femmes et les hommes, avec les mêmes droits pour toutes et tous, quelles que soient l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Nos propositions sont concrètes : égalité économique femme-homme, éducation contre les stéréotypes de genre, lutte contre les violences sexuelles et sexistes. Notre projet est un projet d'émancipation, féministe, qui permet à tou-ttes de vivre libres et égaux en droits dans un environnement préservé.

Nous affirmons que la surenchère sécuritaire doit cesser. Le maintien de l'ordre doit s'exercer dans le respect scrupuleux des libertés fondamentales et favoriser prévention et médiation plutôt que l'usage de la force. L'indépendance de la justice doit être garantie. La paupérisation de la justice et de la police entraîne de la souffrance au travail et une dégradation du service public, elles doivent bénéficier de moyens en cohérence avec leurs missions. La sauvegarde de l'État de droit est un impératif.

Notre vision de la société écologiste s'inscrit dans le cadre d'une République de justice, laïque et européenne. Affirmons enfin que nous sommes fier-es d'avoir pour ligne directrice les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, dans un monde politique qui les affiche souvent mais ne les applique jamais.

Le manque d'écologie est punitif !

Notre modèle n'est pas fondé sur la croissance du PIB mais

il n'est pas non plus une promesse de privation ou d'austérité. Si l'écologie préserve les ressources, combat les pollutions et propose des modes de vie favorables à l'épanouissement et à la santé, elle crée aussi de l'emploi durable et de la richesse par des circuits plus courts, assure notre sécurité alimentaire, énergétique, celle de nos biens communs, en relocalisant leur production et en les sortant d'une logique de marché globalisé. **Pour nous, l'écologie, c'est vivre mieux, c'est une nouvelle forme de prospérité.**

La prospérité écologique est indissociable d'une sobriété partagée car toutes les personnes ne sont pas égales en termes de responsabilité environnementale. Les efforts doivent être proportionnés en fonction de l'impact écologique et des conditions de vie de chacune. Une planification impulsée par l'État mais décentralisée est indispensable. Elle devra s'articuler avec les principes du fédéralisme.

Nous affirmons la volonté de construire une écologie populaire, en incluant les habitant-es des quartiers et des territoires ruraux : assurons leur une juste représentation dans nos instances. Dans nos villes écologistes, les élu-es s'appuient sur les citoyen-nes issu-es des quartiers pour co-construire les politiques publiques. Notre parti doit s'appuyer sur ces initiatives pour s'imposer là où les injustices sociales et environnementales sont les plus fortes.

Une stratégie claire

Lors des élections de 2020 et 2021, les élu-es écologistes ont su convaincre. Désormais, iels sont au cœur de la transition pour la justice sociale et climatique. Appuyons-nous sur

leurs actions concrètes pour asseoir la crédibilité de notre programme dans les territoires ruraux, comme dans les quartiers populaires, dans les communes comme dans les métropoles. Portons l'égalité territoriale avec les moyens alloués aux collectivités locales via une fiscalité réellement redistributive, notamment pour les Territoires et Départements Ultramarins.

Notre pays est riche de ses territoires. Ceux-ci avec leurs habitant-es, leurs paysages, leur culture et leur histoire propres, contribuent à la vitalité de notre pays. Réaffirmons le respect de la diversité des langues et des cultures.

Avec les Verts européens, nous portons le projet d'une démocratisation et une refondation écologique et solidaire de l'Union. Nos objectifs sociaux et environnementaux doivent structurer nos politiques communes et remplacer celles du libre échange, qui doivent être limitées, sous peine de fragiliser les équilibres des territoires. Notre diplomatie doit porter les valeurs de solidarités, de résilience. Elle doit permettre des partenariats sur la base de l'Accord de Paris sur le climat. L'Europe doit être plus forte et plus intégrée, notamment sur le plan diplomatique et militaire, pour influencer sur les rapports de forces internationaux et la géopolitique environnementale et climatique.

Notre vision, profondément européenne, fédéraliste, fondée sur une plus grande autonomie des pouvoirs régionaux et locaux nous distingue de certains partenaires de gauche mais aussi de nombreuses autres familles politiques.

Nous préparerons ainsi l'élection européenne de 2024 avec une liste autonome en lien

avec nos partenaires, notamment régionalistes.

La NUPES, coalition électorale inédite, nous a permis d'avoir un groupe de député-es à l'Assemblée nationale. Elle est un espace d'élaboration parlementaire dont il faut valoriser le travail. Mais il nous faudra aussi dépasser ce cadre, d'autant plus que chaque échéance électorale est régie par des dynamiques spécifiques. Par ailleurs, nous continuerons de porter une voix de rassemblement de toutes les composantes de la société, condition essentielle de la réussite d'un projet écologiste.

Le projet écologiste n'est pas radical par posture mais parce qu'il porte une transformation profonde de notre modèle de société.

Nous devons d'ores et déjà préparer les conditions de réussite des prochaines élections, notamment nationales, en affirmant la singularité de notre projet, en consolidant notre légitimité et notre crédibilité. Appuyons-nous sur nos élu-es qui mettent déjà en œuvre une politique écologique et sociale forte. Appuyons-nous sur les travaux et les victoires de nos parlementaires à l'Assemblée nationale, au Sénat et au Parlement européen.

Refonder notre parti pour une organisation démocratique et efficace.

Nous souhaitons sortir de nos guerres intestines, de la culture de l'affrontement interne et des stratégies personnelles qui affaiblissent structurellement notre parti depuis trop longtemps.

La refondation de notre parti nous permettra de grandir dans l'exercice des responsabilités

grâce à une démocratie interne rénovée et à une gouvernance efficace. Cela passe par le changement de règles mais aussi de pratiques.

Mettons en place la méthode écologiste de construction collective des décisions, à l'instar de ce que nous promouvons à l'extérieur. L'expérience de la démocratie participative réalisée par nos élu-es doit nous inspirer en interne.

Engageons, dès 2023, le chantier collectif de refondation : à partir d'un bilan coopératif de la dernière décennie (échecs et réussites) avec l'ensemble des adhérent-es et en invitant les partis partenaires, avec l'appui d'intellectuel-les, d'expert-es et de scientifiques.

Pour réussir la séquence de 2022-2027,

CONSTRUISONS UN PARTI PUISSANT QUI RASSEMBLE ET QUI S'OUVRE.

Voici nos objectifs :

- trouver un mode de gouvernance efficace et adapté qui sait partager le pouvoir dans une vraie collégialité, à partir d'un co-secrétariat par exemple.
- organiser les désignations internes et externes découpées

des logiques de clans et d'affrontements artificiels.

- redéfinir la place des motions en tant qu'espace de débats, d'analyses, de stratégies et de propositions concrètes.
- renforcer le fédéralisme et le rôle des Régions EELV.
- assurer la représentation de l'ensemble de la société en interne comme à l'externe.

Les engagements de notre Bureau Exécutif (BE) en lien avec le Conseil Fédéral (CF) :

- la garantie de pluralisme, de transparence et de démocratie dans la conduite de la refondation et de leurs différentes missions.
- les membres du BE s'engagent à ne pas être candidat-es aux élections nationales et européennes de 2023 et 2024 afin de se consacrer pleinement à la mandature.
- l'incarnation de la refondation et la représentativité de la société avec une équipe renouvelée.
- l'amélioration de l'accueil des jeunes en lien avec les Jeunes écologistes.
- le renforcement de l'accueil et du plan de formation pour les adhérent-es, Parcours Responsable Écolo : transmettre avec fierté notre histoire, nos principes fondateurs.. La formation continue doit intégrer les apports les plus contemporains

CHANGEONS, POUR ÊTRE À LA HAUTEUR DES ENJEUX DU MOMENT !

Pour en savoir plus :
printemps.eco

du monde intellectuel et de la recherche scientifique.

- le renforcement et l'amélioration du fonctionnement et la valorisation du Conseil politique.
- la création d'une coordination de la communication pour fédérer la parole du parti et des personnes élues.
- l'amélioration des liens avec le Parti Vert Européen et avec les autres partis Verts en Europe, avec une mise en commun des bonnes pratiques et une plus forte place des sujets européens au BE, au Conseil Fédéral et dans les Régions.
- le développement des outils numériques de façon active qui permettent la présentation, la diffusion et la valorisation du projet écologiste.
- le respect des décisions prises.

Rassemblons-nous. Refondons notre mouvement pour porter l'écologie au pouvoir.

Il est possible de convaincre une majorité de Françaises et de Français, en leur proposant des solutions concrètes, en sachant les rassurer et les inspirer car notre grand projet est enthousiasmant.

LES CANDIDAT-E-S AU BUREAU EXÉCUTIF

01 · Sophie BUSSIÈRE	Aquitaine
02 · Gérôme GULLI	Hors de France
03 · Samia LAKEHAL	Île-de-France
04 · Aïssa GHALMI	Île-de-France
05 · Chloé SAGASPE	Île-de-France
06 · Régis GODEC	Midi-Pyrénées
07 · Patricia GUEGUEN	Rhône-Alpes
08 · Lou NOIRCLÈRE	Lorraine
09 · Catherine HERVIEU	Bourgogne
10 · Pierre-Yves JOURDAIN	Normandie
11 · Aminata PALLUD	Guyane
12 · Stéphane HERB	Languedoc-Roussillon
13 · Fanny DUBOT	Rhône-Alpes
14 · Hervé AGBESSI	Île-de-France
15 · Sandra REGOL	Alsace

Sophie BUSSIÈRE,
tête de la liste Printemps écolo

"Avocate et militante depuis plus de vingt ans, je suis engagée pour l'écologie et la justice au Pays basque, ma terre d'adoption. Ma candidature est aussi celle de nos territoires, de cette France rurale et des petites villes si mal représentées au sein de notre parti.

Pourtant, le Pays Basque, terre d'engagement et d'identité forte, est si riche d'initiatives fécondes ! Ici, le monde paysan, le monde culturel, le monde associatif et le monde militant résistent ensemble et inventent la société écologiste de demain. Ici, la branche locale de la Confédération paysanne avec qui je mène de nombreuses luttes (contre la spéculation foncière qui supprime les terres nourricières notamment) s'est imposée face à la FNSEA. Le Pays basque est aujourd'hui en pointe sur l'agriculture paysanne...

Je suis aux côtés des surfeurs, des pêcheurs artisanaux, des agriculteurs, agricultrices et des associations qui militent pour la défense de l'océan, la qualité des eaux de rivière et la protection des milieux marins. Ces combats sont loin d'être gagnés mais ils sont maintenant bien visibles - c'est un premier pas.

Nos quinze candidat-es au bureau exécutif national représentent la diversité de nos territoires - Aquitaine, Rhône-Alpes, Occitanie, Ile-de-France, Bourgogne Franche-Comté et Outre-mer. Iels représentent aussi la diversité sociale que nous souhaitons promouvoir. Iels représentent l'expérience : élu-es, responsables d'équipes au sein d'exécutifs territoriaux et du parlement européen. Iels représentent, enfin, le renouvellement et la jeunesse qui portera les combats de demain.

Hier avocate des "artisans pour la paix", ces militant·es qui ont œuvré pour la restitution des armes de l'ETA injustement traitées par l'Etat français, je poursuis mon engagement en faveur du processus de paix et de la justice transitionnelle.

Ma pratique d'avocate m'amène, au quotidien, à me confronter aux problèmes sociaux les plus aigus. Je défends les femmes qui subissent des violences conjugales au barreau de Bayonne, tout comme les victimes de discrimination. Je défends des victimes de violences policières. Tous les jours, je constate avec effroi le désastre d'une justice délabrée par le désengagement de l'Etat - c'est le cas de la plupart des services publics.

Cette expérience professionnelle, qui m'amène à côtoyer tous les milieux, et à approcher de nombreuses problématiques, est un atout pour représenter un parti qui a vocation à toucher l'ensemble de la société.

Il y a onze ans, j'ouvrais la porte d'EELV. Militante, puis secrétaire départementale Pays basque, membre du CPR et BER Aquitaine, membre du Conseil Fédéral, j'ai été élue au Conseil Régional l'an dernier après avoir participé à de nombreuses campagnes, locales, nationales et européennes comme candidate, à l'époque où peu de personnes se présentaient.

Avocate libérale, j'aurais la possibilité de me libérer de mes engagements professionnels le temps de mon mandat de secrétaire nationale, afin de l'exercer pleinement.

Le Printemps écolo porte un agenda ambitieux pour EELV. Soyez assuré·es de ma détermination à le réaliser. L'avenir de notre mouvement est en jeu".

Gérôme GULLI 2^{ème} de liste

"Mon engagement est le fruit d'origines sociales et d'un parcours qui m'ont amené à ouvrir les yeux sur les injustices de notre société et à chercher des solutions pour que toutes et tous puissent avoir accès à une vie digne.

Élevé par une mère seule en situation de handicap, j'ai éprouvé personnellement la nécessité de la protection sociale, de services publics robustes, d'un État providence qui redistribue les richesses.

Au cours de mes études dans la métropole lilloise, le système social français m'a permis d'assurer l'essentiel pour étudier, me loger et construire un projet professionnel.

Cette expérience singulière, et à la fois si commune, m'a conduit

à rejoindre EELV, le seul parti qui porte des solutions aux crises environnementales, sanitaires et sociales que nous vivons.

J'ai participé à de nombreuses mobilisations : Manifestations contre Monsanto, loi Travail, Notre-Dame-des-Landes ou EuropaCity, loi Asile et immigration, Marches des Fiertés, #Me-Too, Black Lives Matter...

J'ai travaillé au sein de la collectivité Île-de-France, coordonné la mobilisation de la campagne nationale d'EELV aux européennes de 2019, puis rejoint le Parlement européen pour y travailler sur les questions d'égalité entre les femmes et les hommes, de lutte contre les discriminations et droits des personnes LGBTI+.

Aujourd'hui âgé de 30 ans, membre actif du groupe local EELV Belgique, du Bureau exécutif régional EELV Hors-de-France et du Bureau du Conseil fédéral sortant, c'est avec beaucoup d'enthousiasme que je poursuis cette aventure au sein de Printemps écolo, autour d'une équipe riche de sa diversité et de ses complémentarités, dans l'objectif de refonder notre parti collectivement, sans clanisme ni esprit de revanche."

LES SIGNATAIRES

ALSACE

FERNIQUE Jacques · REGOL Sandra · SCHANN Gérard

AQUITAINE

ALIGE Sylvette · ANDRE DIT GALLAS Nancy · ANDRE DIT GALLAS Fabrice · BACQUE Agnes · BALERDI Nicolas · BALERDI Olivier · BEZIAT Régine · BUSSIÈRE Sophie · CASSOU SCHOTTE Sylvie · CAZAUX Olivier · CHARTIER Christian · CLAVERIE Gérard · DAVERAT Michel · DESCARGUES Vincent · DOUSSET Daniel · DUPOUY Gérard · DUPOUY Marie-Claire · ETCHEGOIN Martine · FAUCON Grégoric · GASO Stéphane · GENESTOUX Alain · GREZES Jean-François · HERRAN Bruno · JUQUIN Sylvie · KOCH Pierre · LAFFAILLE Marie · LANCELEVEE Jean-luc · LECOQ Nicolas · LETACONOUX Catherine · NOEL Marie-Claude · PERIER Monique · PRADELS Jean Claude · RODIER Agnès · SAINT-AVI Jean-Serge · SAVATIER Jérémy · SMIHI Amine · THÉBAUD Marie-Ange · THOMAS Jean-Louis · WETZEL Winfried · WILBOIS Elise

AUVERGNE

BOYER Fabrice

BOURGOGNE

BOGGIO Vincent · CHRETIEN Billy · DERAÏN Vincent · DROUHIN Jacques · FAVERJON Frédéric · GAIGNARD Manon · HABERKORN Bruno · HABERKORN Valérie · HERVIEU Catherine · JONNARD Julien · LASNIER Aurore · MORAND Michel · PONNELLE Bastien · PRONNIER Yves · ROUGEAUX Agnès · ROYCOURT Denis · SUZEAU Brigitte

BRETAGNE

BOURQUARD Christine · SEBASTIA Rémy · SUCHOT Marlène · TORTELIER Alain

CENTRE-VAL DE LOIRE

GRAND Jean-Philippe · RAMBOURG Hugues

CHAMPAGNE-ARDENNES

DUMONT Christophe

CORSE

ALFONSI CACCIAGUERRA Monique

FRANCHE-COMTÉ

CHATELAIN Philippe-Eric · MAILLARD Anna · MONNIER Olivier · PRAT Hervé

GUYANE

KUSENI François

HORS DE FRANCE

DEVAL Alex · GULLI Gérôme · HABACHE Yousef · JEUNE Marion · JURINE Magalie · MACHACOVA Jessica · OLLIVIER Mathilde · ROSASCO Alessandro · SANTINI Fabien · TESSIER Elli · VOISIN Mathilde

ÎLE-DE-FRANCE

ABEILLE Laurence · AGBESSI Hervé · AIT-AMARA Tariq · AIT-GANA Mustapha · ALLAM Lydia · ALLAM Whalid · ALLIEVI · DOROSZ Fulvia · ALVARO Pasquale · AMELINE Kenny · ATTOUI Nadjate · AUTREUX Patrick · BA Nathalie · BACHELAY Alexis · BADUEL Emma · BARBOSA SACRAMENTO Rafael · BEKKOUCHE Ouassini · BELAÏD Mehdi · BELMOKHTAR Sonia · BEN AMAR Zacharia · BENALI Ala-eddine · BENALI Manel · BENOIT Grégory · BERNICHI France · BERRY Agnès · BERRY Nicolas · BLONDEAU Françoise · BOCQUET Frédéric · BONNICI Daniel · BONORA Anne-Sophie · BORNE Catherine · BOUCHAREB Hemimid · BOURAKBA Abdelkrim · BOUZAR Karima · BOUZID Ahmad · BOUZID Anaïs · BOUZID Elodie · BOUZID Marleine · BOYER Albert · BRAUD Alexis · BRIAND Manon · BRISTOL André · BRISTOL Coralie · BRISTOL Yasmina · BRÖNNIMANN Frédéric · BUCHEGGER Clemens · CADIOU Nicolas · CARRIVE Maïté · CARRON Marie-Laure · CHAILLOUX Marine · CHALBI Yacin · CHAMLAL Anissa · CHAMLAL Nabila · CHEKRID Sofiane · CHELGHOUM-ZEMOURI

Dounia · CHEMINEAU Laurent · CHENEVIER Guillaume · CHENEVIER Nicole · CHERON Arnaud · CHIBANE Hacene · CHIBANE Itiane · CHIBANE Kader · CHIHEB Mohamed · CHOURFI Fadila · CORNER Maryse · COULON Patrice · COUPPE Adeline · COUSY David · COUSY Monica · COUSY Paul · CUNY Fatima · DE LA FUENTE Rose · DENIS Argentina · DENIS Jean-Maurice · DESESSARD Jean · DESRIAUX François · DEYDIER Claude · DEYDIER Françoise · DIAS GAMA Marc · DOSSOU Augustin · DOUKRAN Khadija · DUBAIL Vincent · DUPART Yvon · ELLEOUEU Marianne · ERRAJAFIALLAH Malika · FARRE Nicolas · FERRERES Eric · FILATRIAU Grégory · FILATRIAU Rayane · FLAMM Evelyne · FOUCHER Bruno · FRAGER Dominique · FREIH BENGABOU Adam · FREIH BENGABOU Kheira · GAMBIER Jean-Michel · GHALMI Aïssa · GHALMI Omar · GHALMI Sirine · GOMES DE BARROS Bienvenu · GONNET-CHAUBET Michèle · GORON Dominique · GOURINEL Chantal · GRANDJEAN Nicolas · GUERINAULT Olivier · GUERZOU Abderhamane · GUESMI Amine · GUESMI Khalifa · GUESMI Latifa · GUESMI Ouissem · GUESSOUS Ghizlaine · HACHE Bénédicte · HEUSSER Jean-François · HEZZAB Naima · HILF Pascal · HITA Oxana · HOUSNI Farid · ID EL Ouali · JADOT Yannick · JOSEPH Laurent · KASMI Mehdi · KASMI Mohsen · KASMI Myriam · KASSOU Yasmine · KHARKHACHE Nacim · KHOUIRA Tayeb · KHOURI Maguy · KIS Antoinette · KONGOHIANNIS Alexis · KOUIDRI Nawal · LAKEHAL Samia · LAKEHAL Sarah · LAMBERT Christine · LASMI Lyes · LASSOUED Donia · LAURENT Hervé · LE PORT ALIDOR Joaline · LEFEBVRE Claire · LEFORT Gautier · LESUEUR Mchel · MAITRE Jean-Claude · MARCHAL Josiane · MARCHAL Mélodie · MASLAK Radhouane · MASTOURI Karim · MASTOURI Khaled · MASTOURI Noura · MAURER Jean-Louis · MECHAT Saïd · MEKRI Sabri · MEROUANE Sara · MEROUANE Yasmina · MESSIAEN Sylvain · MIGNONDO Augustin · MIGNONDO Edelin · MINNAERT Pierre · MJATI Zine-Eddine · MONCER Amine · MONCER Sihem · MONCER Sonia · MONIE Catherine ·

MONINO Jean-François · MOUHAMAD Roumana · MOULIN Jacques · MOUQUET Victor · NADJI Kenza · NGOC-THANG Frédéric · NGUYEN Dean · NICKLAUS Sophie · NIOKA Tania · ORSOLIN Hugues · OTT Christiane · OUBOUMOUR Khadija · PALLUD Aminata · PASQUARELLI Renaud · PECCHIOLI David · PECCHIOLI David · PECCHIOLI Samira · PERREUX Jacques · POLVERELLI Patrick · PRATS Raphaël · QUILIN Jean-Yves · RABEAU Roland · RAOUF Maslah · RECCHIA Corinne · ROCH Alain · ROUSSET Rodolphe · RUNDERKAMP Christine · SAGASPE Chloé · SALDIVIA Pilar · SALMI Sofian · SAS Eva · SATOURI Mounir · SCARPINATO Roberto · SEBAIHI Jamal · SEBAIHI Sabrina · SELLAOUI Faïçal · SILVA Georges · STEFEL Naïga · TABACCHI Guy · TOPUZ Clément · TORELLI Steve · TOUCHARD Ariane · TOURE Moctar · TROUILLET Jean-Baptiste · TYNAN Jill · VALLICARI Valérie · VANDERDONCKT Hamida · VOLLOT Philippe · WANTZ Louise · WASTL Laurence · WAUQUIER François · ZEHAR Aurilla · ZEMOURI Essaid · ZEMOURI-CRETE Lilia · ZOUGAGH Khalid

LA RÉUNION

CASTEL Sandrine · GRONDIN Bertrand · KURZ Fabien · ODAYEN Danon · Lutchmee

LANGUEDOC-ROUSSILLON

ANTOINE Thierry · BRANSIECQ Sylvie · BRASSART Sandie · CAYEUX Guillaume · CLEMENT Marie-Claude · DE CHARENTENAY Odile · DUPRAZ Christian · EL MOUDDEN Houssine · EL MOUDDEN Rachid · FATHI Najette · FUSAT BERNARD Meiké · HADDADI Saïd · HERB Stéphane · JAUNE Élisabeth · JULIER Michel · LAOUKIRI Ahmad · LAOUKIRI Mohamed · LAOUKIRI Mustapha · LAOUKIRI Najib · LE GOFF Henri · MARCOTTE Patrick · MATHIOT Fares · OHEIX Françoise · PONCET Stéphane · REYNAUD Manu · ROSE Nicolas · SANCHEZ Fred · SYLLA Théo · TIJSSELING Nadia

LIMOUSIN

COINDEAU Lucien · MURA Laure · PICQUENOT Quentin

LORRAINE

BELADJINE Farid · BEN ISMAIL Zyede · DUDEK Agata · EL GHAZILI Mohammed

KNOLL Denis · KRIN Géraldine · LALLEMENT Solène · LAMOTTE Séverin · MARIETTE Sylvain · NOIRCLERE Lou · OHLING Johan · OLALDE Augusto · POIROT-SCHLEININGER Gilbert · REILLE Morgan · SALARI-PECICA Anne-Sophie

MIDI-PYRÉNÉES

ARAKELIAN Pascal · AZEMA Anne-Laure · BLEUSE Michèle · BOCKTAELS KIESGEN Françoise · BOUSQUET Franck · BRUGAROLAS Elise · CAU Michel · CROS Guillaume · CROZEL Bernard · DOUBOVETZKY Jean · DOUVENOT Rémi · DURAN Alain · DURAND Jean-Claude · EMERY Françoise · FROMONT Nathalie · GODEC Régis · GOUZE Jean-Claude · GRACIA Laurence · GUIGUE Daniel · HAMANT Stéphane · HIBERT Nicole · HOARAU Bernard · HOARAU Karin · JUTISZ Florian · LANDAIS Frédéric · LANOS Camille · LOURDOU Henri · MADELINE MAUGIN Myriam · MARTINI Francesco · MORCHAIS Denis · PECCIA-GALLETTO Thomas · PRAGNERE Pascal · QUEILLE Jean-Pierre · REGNEAULT Françoise · RENAUDIN Laurent · ROBLIN Cécile · RONFORT Luc · ROUQUIER Alain · SANDERS Anne · SAUVAIRE Georgette · VACANDARE Johann · VERNIOL Gisèle · ZERGAOUI Hocine

NORD-PAS-DE-CALAIS

BEN HAIDA Abdeladim · BENAMER Malika · BENAMER Sandra · BENDJILALI Mohamed · BENMIMOUNE Sghouer · BENMOSTEFA Saleha · BERKAT Ahmed · CANDELIER Laurent · CHATELAIN Lucien · CHATELAIN Nicole · COUDENIS Laurie · CREPEL Jérémie · CRUL Damien · DAUTRICOURT Dominique · DELATTRE Alain · DELCROIX Dominique · DERACHE Isabelle · DUPUIS Roland · DUPUIS Sonia · DUVAUCHELLE Céline · EL GHAZI Mouna · ESSBAI Delphine · FABER Vinciane · FLAUTRE Hélène · FLAUTRE Nathalie · GOUDAHA Mohamed · GRESS Freddy · GUILBERT Samia · GUIZIOU Maël · HAAS Nathalie · HADJ-AISSA Fatima · HADJAISSA Fathi · HENZEL Jean-Jacques · LEBRUN Fabrice · LEGRAND Pierre-René · LEMAITRE Sylvie · LEMAITRE Vanessa · LUTSE Laurelyne · PAUWELS Véronique · PIRSON Didier · ROGGERO Sam · ROULLAND Stéphane · TEMPEZ Benjamin · VAN BRACKEL Alan · VINCENT Daniel · VINCENT Naceira · VINCENT Sadek · VUYLSTEKER Katy · WATIN Gregory · YAHIAOUI Farid

NORMANDIE

DAUVIN Bérengère · JOURDAIN Pierre-Yves · MICHAUX Sabine · PIOGER Nathalie · QUEDTE Marie-Andrée · RECHER Bastien · ROZEL Nadine

PAYS DE LA LOIRE

CREMOIS Alain · DELABYE Christine · GERLAND André · LEANDRI Noam · LEMARQUAND Jacques · RAVENEAU Daphné

PAYS DE SAVOIE

LOTODE Ludovic

PICARDIE

BROCHOT Thierry · TIRON Christelle

POITOU-CHARENTES

BOSSY Arlette · CHAPPERT Jean-Pierre · CLOAREC Dominique · COITEUX Pierre-Marie · COUTANT Françoise · ROGER Jacques · SAUMET Dominique · SOULARD Hélène · STEINKRIETZER Dominique

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

APOTHELOZ Brigitte · BARROERO Denis · BUSIDAN Hélène · CAROZ Christian · CARTEREAU Claudie · CHAPERON Mireille · COLOMBO SCARPINATO Sébastien · FABRE-CARTIER Marc · GALLARDO Marc · HAENSLER Hélène · HOCQUAUX · THIEMONGE Jeanne · INAUDI Rosy · LEFRANÇOIS Philippe · PAVESE Louis · PAVESE Odile · SCARPINATO Alexia · SCARPINATO Noël · SCARPINATO Rosalie · TAGLIONI Hélène · TONNA Annie

RHÔNE-ALPES

ANDRIAMIARANTSOANAVALLONA Annie · ARNOU Éric · ARNOU-DUFLOT Odile · AUZAS Vincent · BENAHEM Fatima · BERTHET Vincent · BONY Catherine · BOSSY Sophie · CHANELIERE Julien · CHAPUIS Gautier · CHICHEREAU-DINGUIRARD Marguerite-Marie · COMMERE Bruno · DEDONDER Eric · DESPREZ LACREUSE Danielle · DUBOT Fanny · FALCHIER Danièle · FOLETIER Bertrand · GASPARINI Philippe · GENTIL Lionel · GEORGEL Nadine · GUEGUEN Patricia · JACQUET Gérard · KARLZEN Karin · LACREUSE Michel

LONGEON Olivier · LONGEON Sylvie · LUNGENSTRASS Valentin · MAISTRE Isabelle · MALIAR Gilles · MARIN Axel · MARIOLLE Eric · MASEGOSA Jérôme · MENEGUZ Roland · MINNAERT Jean · MOREL Hélène · MOREL Maurice · MOYERSOEN Christian · NEROT Alain · OUDJAUDI Maryse · PASIECZNIK Bénédicte · PATUREAU MIRAND Nicolas · PORRIN Christian · PORTE Valentin · POUGNARD Raphaël · RENE CORAIL Brigitte · RENOUX Emilie · REVEL Ivan · ROBARDEY Matthieu · ROUAUX Laura · ROUSSON Christian · VACHER Lucie · VALLE-ROBERT Lucienne · VIALLETON Marie-Michelle · VIALLETON Philippe · ZLOCH Julien

CE QUI NOUS LIE

TERRITOIRES EN TRANSITION

Plus que jamais, le monde a besoin d'écologie et la France, d'un parti de gouvernement à la hauteur des enjeux sociaux et environnementaux. Dans le cadre du prochain congrès, nous défendons **une vision de l'écologie radicale, mettant les territoires au centre.**

Radicale, car le changement climatique et la destruction du vivant proviennent de nos modes de production et de consommation, fondés sur le gaspillage des ressources et l'exploitation des plus vulnérables. En cela, notre écologie s'affirme comme résolument écoféministe, se nourrit de l'analyse intersectionnelle et s'attèle à combattre toutes les dominations : sociales, sexistes, culturelles.

Qui met les territoires au centre car ils sont nos lieux de vie et l'échelle où le vivant s'exprime. C'est là que nous devons réaffirmer nos liens sociaux, redonner du sens au travail, renforcer nos services publics de proximité, pour revenir aux véritables sources du bien-être. Repenser nos modèles de société et nos politiques publiques à l'échelle locale, c'est aussi se confronter à l'existence de différents types de territoires et aux liens à tisser entre eux. C'est faire relation avec l'ensemble de la population, dans toute sa diversité, et permettre l'adhésion collective au projet politique qu'EELV doit porter.

Cette vision est **fondamentalement politique**. Elle apporte un imaginaire, à la fois enthousiasmant et nécessaire pour le

vivant. Nous devons **la porter avec conviction, mais aussi avec crédibilité**. L'enjeu est, au regard des récentes élections, de **faire bouger les lignes**. Pour cela, nous devons mêler dans un seul et même horizon imaginaires et expertises afin de sortir des simples postures auxquelles le parti se limite encore souvent, et qui ne font que renforcer les fractures existantes. Nous voulons un parti qui co-construit, écoute et dialogue avec la société, un parti qui travaille avec la communauté scientifique et intellectuelle, un parti qui accueille les personnes issues de milieu populaire et transclasses, un parti au service des diversités.

UNE DÉCROISSANCE RADICALE ET JUSTE

Le projet économique et social proposé pour chaque territoire doit être clarifié. Le nôtre est celui de la décroissance. Il est radical, démocratique et socialement juste. Les scientifiques sont clairs. Les atteintes à notre environnement trouvent leurs sources dans notre surconsommation d'énergie et de ressources naturelles, et sont accentuées par le poids des inégalités. Il est urgent de **remettre en question nos modes de consommation**, et non pas de miser sur les éventuels progrès techniques qui permettraient de faire "autant, voire plus, avec moins".

Hiérarchiser nos consommations actuelles, et en déduire les consommations nécessaires

et sources de réel bien-être, et ce sans dépasser les limites planétaires. Cette question a trop souvent été évitée par notre parti, au point de nous faire perdre en crédibilité sur nos réelles convictions écologiques. Affrontons cette question de manière radicale, et tirons-en les mesures à la hauteur des enjeux (réglementations fermes des produits commercialisés, quotas carbone, etc.).

Porter une décroissance "juste", synonyme de sobriété joyeuse. La décroissance de la production ne doit pas être la même pour tout le monde. Elle doit impérativement s'accompagner d'une hausse de la qualité de vie des populations les plus modestes. D'abord sur un plan financier avec la mise en place d'un revenu minimum garanti décent, et une réforme d'ampleur de notre système redistributif. Ensuite via des modes de consommation plus durables où l'on consomme moins, mais de meilleure qualité. Nous devons plus largement concrétiser notre vision de l'écologie politique, synonyme d'amélioration de la qualité de vie, de santé environnementale, de logements décents et d'une alimentation de qualité.

LES TERRITOIRES AU COEUR DE LA TRANSITION

Si nous restons attachés à l'universalisme des valeurs républicaines de notre pays, nous pensons qu'**un nouveau contrat**

politique doit être noué entre l'Etat et les territoires. Les territoires sont par essence au cœur de la transition, au cœur de nos vies ! Penser notre modèle social en donnant davantage de place aux territoires, c'est sortir du modèle productiviste et néolibéral qui ignore la vie concrète et met à l'écart des populations entières. C'est construire un projet politique du bien-être basé sur la relation à l'autre, l'égalité, le soin et le partage.

Mettre en place des « plans régionaux de sobriété » au sein de chaque instance régionale de notre mouvement. En recensant les ressources naturelles et énergétiques disponibles, les bassins d'emplois, et les infrastructures stratégiques. L'idée est d'identifier les marges de manœuvre en termes de souveraineté alimentaire, énergétique et productive. Ces plans doivent également s'inscrire dans une remise à plat de nos politiques d'aménagement du territoire, pour mettre au cœur la qualité de vie. La puissance publique, au travers de l'Etat et des collectivités locales, doit retrouver un véritable rôle de planification et de stratégie, veillant à la résilience et l'adaptation des écosystèmes et de la population.

Fonder un contrat de décentralisation : en donnant un véritable pouvoir aux territoires et un cadre institutionnel adapté aux spécificités locales. Le mille-feuille administratif français doit être simplifié, avec des compétences claires pour chaque échelon, allant de pair avec de véritables leviers fiscaux.

Revaloriser la place des territoires ruraux : alors que nos agriculteurs nous nourrissent, ils connaissent souvent une

grande précarité économique et une dévalorisation de leur métier. Il est urgent de déployer des politiques spécifiques à destination des campagnes, qui organisent le repeuplement des petites villes, la transition vers des exploitations agricoles biologiques, et la revalorisation du métier de paysan via par exemple des services civiques agricoles. Nous devons également accompagner les exodes urbains et le rééquilibrage des territoires. Ceci passe notamment par une véritable inclusion des territoires ruraux, en termes de transports en commun et de services publics, et par une revitalisation du tissu économique de ces territoires.

Repenser la métropole : en revitalisant les vies de quartier, en créant des espaces de rencontre, en développant la nature en ville, et en travaillant les continuités territoriales et les réciprocitys entre métropoles et autres types de territoire.

Renforcer les politiques publiques à destination des quartiers populaires : en renforçant l'accès aux droits, en augmentant le financement des tissus associatifs locaux et en les accompagnant pour qu'ils accèdent plus facilement aux différents dispositifs de subvention, voire qu'ils se structurent en ESS, autour d'un périmètre géographique partagé (programmes de rénovation urbaine, cartes éducatives, plans de prévention-sécurité).

Réaffirmer l'importance des services publics pour tous les territoires : donner les moyens financiers aux services publics de fonctionner. Éducation, transports, santé, culture, sécurité. Tous les professionnels doivent avoir les moyens d'exercer dignement leur métier pour garantir l'égalité des

citoyens, sur tout le territoire de la République française.

Transformer l'entreprise. Partout, les tissus de PME et l'économie sociale et solidaire dynamisent les territoires. Notre mouvement doit s'appuyer sur ces centaines de réseaux d'entreprises locales, artisanales, familiales. Nos modèles économiques doivent devenir pleinement circulaires avec l'accent mis fortement sur les enjeux de réduction des déchets et de réemploi.

UN PARTI DE GOUVERNEMENT QUI RASSEMBLE

Cette vision de l'écologie politique radicale, sociale, et tournée vers les territoires, nous devons la porter **de manière large et crédible**. Nous voulons **devenir la force centrale et motrice d'un arc large** des forces progressistes de notre pays pour les prochaines échéances électorales. Pour cela, nous devons renforcer notre présence sur tous les territoires, dans toute la société civile. Nous devons y apporter **une vision politique pensée avec tous les citoyens et les talents de chacun-e** : les politiques de santé doivent être définies à l'écoute des soignants, les politiques de sécurité avec les policiers, etc. Aujourd'hui, nous peinons à construire des propositions allant au-delà de la posture, et basées sur les expériences concrètes de chacun-e.

Renforcer les groupes locaux en ruralité, dans les villes petites et moyennes et dans les quartiers populaires des métropoles : valoriser à l'échelle nationale la qualité des travaux des élu.es de ces territoires, pour permettre fédération ; donner au niveau national les moyens

de soutenir, animer, coordonner et mettre en cohérence l'action des groupes locaux.

Assurer un parcours d'accueil et de formation solides des nouveaux arrivants. Par la création d'une académie militante et en dédiant des moyens humains et 20% du budget du parti à la transmission et à l'accompagnement du militantisme au sein d'EELV.

Faire des commissions thématiques un véritable lieu de propositions directes en termes programmatiques : assouplir les règles permettant aux commissions de soumettre des propositions au conseil fédéral, de sorte à ce que chacun-e puisse avoir la possibilité de contribuer aux propositions du mouvement, sans forcément connaître tous les rouages et avoir un réseau important au sein des militants.

Renforcer le conseil fédéral dans sa représentativité et ses compétences de contrôle de l'exécutif, sur le modèle de la démocratie parlementaire que nous appelons de nos vœux pour le pays. Pour permettre notamment le suivi régulier de la mise en œuvre des différentes missions du BE, issues des motions ponctuelles et initiatives militantes.

UN PARTI OUVERT SUR LE MONDE

Gouverner un pays vers l'écologie politique, c'est s'inscrire dans le cadre mondial. La transition écologique n'a pas de sens à l'échelle d'un seul et unique pays, et nous devons porter un projet ambitieux relatif aux enjeux géopolitiques.

Porter le renforcement de l'Europe dans les relations internationales. La guerre en Ukraine montre à quel point cet enjeu est crucial. Nous devons mettre au centre de nos actions l'union de la parole de l'Europe, et formuler des propositions concrètes sur les réformes nécessaires des institutions européennes pour peser dans les relations internationales, en termes de diplomatie, de défense, d'équité dans les échanges économiques, de solidarité entre les pays.

Agir pour une transition écologique mondiale. Les efforts de chaque pays doivent être à la fois à la hauteur des enjeux et répartis de manière équitable. Nous devons également construire une position cohérente : ce que nous n'acceptons pas sur notre territoire, nous ne pouvons l'accepter ailleurs via nos relations commerciales. Portons l'écologie décoloniale,

et luttons contre tout ce qui détruit le sol, la vie. Pensons et dialoguons avec les diversités culturelles, à commencer par les DOM TOM français. Réaffirmons le droit de chaque peuple à s'autodéterminer. La transition écologique se pense en mutualisant les démarches, et en s'inspirant autant de l'ici que de l'ailleurs.

REJOIGNEZ-NOUS !

Cette feuille de route pose les bases d'une vision à la fois ambitieuse et portant les valeurs fondamentales de l'écologie politique. Nous souhaitons la porter avec vous toutes et tous. La porter avec conviction, radicalité et crédibilité, pour qu'enfin l'écologie politique emporte l'adhésion collective et soit choisie pour mener, à l'échelle locale, nationale et internationale, une véritable transition écologique et sociale. Votre compétence et votre énergie peuvent tout changer. Rejoignez-nous !

Pour en savoir plus :
cequinouslie-eelv.fr

LES CANDIDAT·E·S AU BUREAU EXÉCUTIF

- | | |
|---------------------------|------------------|
| 01 · Claire DESMARES | Bretagne |
| 02 · Damien DEVILLE | Pays de la Loire |
| 03 · Alice TIMSIT | Île-de-France |
| 04 · Guillaume DURAND | Île-de-France |
| 05 · Clémentine RENAUD | Midi-Pyrénées |
| 06 · Xavier ROBERT | Auvergne |
| 07 · Alice LEICIAGUEÇAHAR | Aquitaine |
| 08 · Corentin SOLEILHAC | Poitou-Charentes |
| 09 · Sabrina DECANTON | Île-de-France |
| 10 · Boniface N'CHO | Île-de-France |
| 11 · Agnès MICHEL | Bourgogne |
| 12 · Nathanaël LEGEARD | Bretagne |
| 13 · Solène MESNAGER | Pays de la Loire |
| 14 · Jean-Baptiste PEGEON | Île-de-France |
| 15 · Aïcha CHERIF | PACA |

Claire DESMARES Bretagne, 38 ans

Agricultrice, Présidente du groupe écologiste à la Région Bretagne. Fondatrice d'une ferme Bio en propriété collective et d'un café librairie associatif. Engagée pour le respect du vivant, l'inclusivité et la culture en zone rurale. Claire est membre du CF et a été responsable de la Commission agriculture et ruralité EELV.

Damien DEVILLE Pays de la Loire, 31 ans

Géographe, animateur de la Mission territoires EELV. Fondateur d'associations engagées dans les territoires en transition, il s'engage pour redonner du sens à l'engagement politique en le reconnectant à la réalité du terrain et en replaçant les territoires au cœur des politiques.

Alice TIMSIT IDF, 29 ans

Enseignante-chercheuse, Conseillère de Paris, élue du 19^e arr. et déléguée d'un Conseil de quartier. Elle a toujours vécu dans le 19^e. Alice est convaincue que l'écologie est vectrice d'égalité et défend des solutions citoyennes et solidaires, pour les habitant·es des quartiers populaires.

Guillaume DURAND IDF, 35 ans

Intermittent du spectacle, adjoint à la Maire du 14^e arr. de Paris, chargé des espaces publics/verts. Depuis 2014, il a participé à la vie d'EELV (GL, BER, CF, CPE). Chanteur d'opéra, il est engagé

Nous sommes fier·es de cette équipe qui incarne enfin le renouvellement, l'équilibre entre territoires ruraux, quartiers populaires et grandes villes, entre la diversité des origines et des parcours. Ce qui nous lie, c'est la conviction que l'écologie politique doit s'enraciner dans la vie réelle, à l'échelle locale, pour s'adresser à tout le monde.

sur des projets dans des centres sociaux de quartiers populaires partout en France.

Clémentine RENAUD Midi-Pyrénées, 47 ans

Directrice d'une coopérative, engagée dans l'ESS, autour de l'alimentation, de l'agriculture locale et de la résilience des Territoires. Clémentine revendique un métissage géographique, Afrique, Antilles, USA, Nièvre et Haute-Garonne.

Xavier ROBERT Auvergne, 48 ans

Éducateur sportif bénévole, Syndicaliste (Cfdt), agent d'entretien communal en zone rurale. Il s'est engagé en refusant d'exécuter un ordre du maire, qui avait mis des enfants à l'écart à la cantine, à l'eau et au pain, car leurs parents avaient des retards de paiement.

Alice LEICIAGUEÇAHAR Aquitaine, 66 ans

Enseignante en langue Basque, ancienne présidente de la Commission Agriculture de la région Nouvelle Aquitaine. Alice est particulièrement engagée dans les collectifs citoyens pour l'avancée du processus de paix au Pays Basque et les causes régionalistes.

Corentin SOLEILHAC Poitou-Charentes, 23 ans

Entrepreneur, Secrétaire Régional EELV Poitou-Charentes, adhérent des Jeunes Écologistes. Conseiller municipal d'une commune rurale. Il est convaincu que c'est à l'échelle des territoires et par la démocratie locale, qu'il

faut impulser les changements dans notre société.

Sabrina DECANTON IDF, 37 ans

Première adjointe au maire de Saint-Ouen. Sabrina a grandi et vit dans le 93. Elle s'engage pour porter les spécificités de son territoire souvent caricaturé, pour que le discours écologiste y soit plus audible et réponde mieux aux attentes des habitant-es.

Boniface N'CHO IDF, 36 ans

Entrepreneur, ancien conseiller d'arrondissement, Il a grandi dans le 19e arr. de Paris. Il se définit comme Socio-didacte. Il a travaillé pour une association de découverte des quartiers populaires à travers des balades guidées et a administré un réseau d'éducation à l'environnement urbain.

Agnès MICHEL Bourgogne, 45 ans

Consultante, ancienne responsable de la commission « Économie, social et services publics » de EELV. Elle a co-publié « La démocratie près de chez vous. Pour une 6e République des territoires ». Elle participe au think tank Terra Nova sur la fiscalité écologique et l'économie verte.

Nathanaël LEGEARD Bretagne, 39 ans

Ingénieur environnement, membre du Conseil Fédéral EELV, Il s'engage pour faire évoluer l'écologie politique qui peine à formuler des proposi-

tions pertinentes pour les territoires ruraux. Nathanaël incarne nos énergies militantes du quotidien sur le terrain.

Solène MESNAGER Pays de La Loire, 33 ans

Enseignante en lycée technique et professionnel, conseillère régionale des Pays de la Loire. Dans son département de la Mayenne, Solène milite pour une meilleure prise en compte de la réalité des territoires dans le projet écologiste.

Jean-Baptiste PEGEON IDF, 33 ans

Charpentier, accompagnateur en montagne, Conseiller Régional d'Île de France et membre du Bureau Exécutif de EELV. Il a été responsable du programme des municipales à Paris en 2020. Il a rejoint EELV après une mission pour la réintroduction d'animaux sauvages en Amazonie.

Aïcha CHERIF PACA, 46 ans

Conseillère municipale en zone rurale. Originaire de Bobigny dans le 93, Aïcha vit dans les Hautes-Alpes où elle consacre son mandat local à faire évoluer les territoires ruraux enclavés et encore dépendants de la voiture, sur la question de la mobilité des familles et des travailleurs.

LES SIGNATAIRES

ALSACE

CARDOSO Jonas

AQUITAINE

AUBRY Antoine · AUGAS Michaël · AURISSET Claire · BILLARD Fanette · BLED Léa · BOUTLEUX Dimitri · BRUNEL Julien · BUNEL Marcel · BURLET Caroline · BURLET Frédéric · CAMELOT Emmanuelle · CASTAINGS Mathieu · COQ François · DE TRUCHIS Sébastien · DELATTRE Chrystel · DESMARTIS David · DESVALLEES Lise · FRECHES Christine · GOURRIET Jocelyne · GUINARD Yves · GUYON Isabelle · LEICIAGUEÇAHAR Alice · LEICIAGUEÇAHAR Yves · LESGOURGUES Julie · LOPEZ Nicola · NEVEU Dany · OCHEM Julien · PAROISSIN Christian · PERDREAUX Matheo · PETITFILS Isabelle · PIERRE Charles · REINBERGER Eugène · RIGAUD Nadège · SARTRE Adrien · SARTRE Émile · SARTRE Christophe · SARTRE Isabelle · SUBIL Martine · SUBIL Michel · TORREJON Nathalie · WAECKEL Sandra

AUVERGNE

BEAL Viviane · HUBERT Anaïs · PETELET-VALERO Arnaud · ROBERT Xavier

BOURGOGNE

BARDETIS Marie-Paule · MICHEL Agnes

BRETAGNE

BALBOT Michel · BIGATA Stéphane · BLONDEAU Maxime · DENYS Thierry · DESMARES Claire · DUPUY Julie · EECCKHOUDT Gilles · GIRAUDON Arnaud · GUILLEMY Sylvie-Adele · GUILMAIN Estelle · GUYOMARD Simon · HAMON Yann · HAVARD Hugo · HERLIC Claire · HUILLERY Malo · LAJEANNE William · LE GALLES Anne · LE HIR Loïc · LECONTE Jean-Pierre · LEGEARD Nathanaël · POUESSEL Carine · TREGUIER Christine

CENTRE-VAL DE LOIRE

DECANTON Stéphane · RAVION Sylvaine

ÎLE-DE-FRANCE

ALI KHODJA Abdelhak · ALIBERT Antoine · ARTIGUES Jean · AUDOUIN Laurent · BADINA Frédéric · BATELLIER Marion · BAUDEMONT Stéphane · BEAL Eric · BEKKOUCHE Mehdi · BELLARD David · BELLARD Mathieu · BERGER Philippe · BEROSE Kerian · BLONDEL Erminie · BOCHER-LENOIR Nathalie · BONY Matthieu · BOUCHAIN Guillaume · BOULANGER Alain · BRUN Mathieu · BUSSIERE SAINT-ANDRE Laurent · CABAILLE Sophie · CANCE Edouard · CAPITAINE Gaëlle · CARDINAL Laure · CHARTON Patricia · CHERIFI Romain · CHEVALIER Didier · CHOULET Clément · CLEMENT Sébastien · COEURU Elvire · COUPEZ Nathalie · DECANTON Sabrina · DECANTON Joelle · DELEFOSSE Nicolas · DEMANGE Willy · DEMBAK-DIJOUX Stéphanie · DURAND Guillaume · EL KARDOUDI Mohamed · EL MOUNAFIS Soufiane · FABRE Brice · GEOFFROY Elias · GUELTON Dylan · GUERRAH Afifa · GUIGNIER Antoine · GUILLEMOT Line · GUIONY Jean · HAMM Julien · HAPPEL Amandine · HOA Eric · JAPHET Pierre · JOURDAIN Laurent · KADRI Hakima · KECHAOU Jean-Riad · KHAYAT Fouad · LECLERC Alain · LECLERCQ Dominique · LOUISE · LEMAIRE François · LERT Dan · LETISSIER Florentin · LHESSANI Mohamed · LHESSANI Myriam · LIVNEY Gabriel · MARCHAND Jérôme · MARSAUD Julie · MARTIN Guillaume · MATMATI Sinda · MILESI Florian · MORDELET Sophie · MOREL Joëlle · N'CHO Boniface · PAIRON Chantal · PARISOT Sidonie · PEGEON Jean-Baptiste · PILARTZ Andréas · PROST Yannick · PUICERCUS Lise · RANOUX Maëlle · RAVANETTI Bastien · RENAULT TESSIER Evelyne · ROLLAND Franck-Georges · ROSCA Maria Magdalena · ROUVEAU Nicolas · SALA Pascaline · SHERIDAN Marie-Claude · TEISSEIRE Christophe · TIMSIT Alice · TIMSIT Annie · VAILLANT Pascal · VERCELLONI Celine · ZAMBRANO Nebraska

LANGUEDOC-ROUSSILLON

BRIDIER Galla · MANTION Coralie · PACALIN Axel · PACALIN Emmanuel

PONS Jean-Claude · PRUNES François · SERRANO Celia

LORRAINE

BOLDING Klaus · NOWAK Richard

MIDI-PYRÉNÉES

BERTRAND Marie-Odile · RENAUD Clémentine · WILKENS Jules

NORD-PAS-DE-CALAIS

PRIEM Anne

NORMANDIE

FLAMBARD Arnaud

PAYS DE LA LOIRE

BAUDRON Marine · BAYART Nicolas · BUCHOT Nathalie · DEVILLE Damien · FROGER Cyrille · GIBERT Florence · MESNAGER Solène · VIEILHOMME Gérald

PICARDIE

CLINCKEMAILLIE Bruno · CLINCKEMAILLIE Dominique

POITOU-CHARENTES

MINOT-CHARTIER Alexandre · SOLEILHAC Corentin

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

CHERIF Aïcha · POINSIGNON Guillaume · SIF Aïcha · VIAGGI Raffaele

RHÔNE-ALPES

COPIN Laetitia · GROSSOUVRE Marc · MARION Richard · MERZOUK Zohra · NOVAK Floyd

LA SUITE

REFONDONS-NOUS POUR UNE ÉCOLOGIE POPULAIRE, FÉDÉRATRICE ET VICTORIEUSE

L'HABITABILITÉ DE LA PLANÈTE, MÈRE DES BATAILLES DE NOTRE SIÈCLE

L'urgence écologique hurle partout. Dans les relevés de températures, dans l'eau qui manque à la terre, les glaciers qui disparaissent, les forêts qui brûlent; dans le vivant qui s'effondre, les injustices qui augmentent, la démocratie qui recule. La promesse d'abondance du capitalisme libéral, de ceux qui nous regardaient avec condescendance, s'est transformée en massacre des écosystèmes marins et terrestres, en flambée des prix, en émeutes de la faim. Les limites planétaires sont largement dépassées; et si nous en pâtissons tous-tes, ce sont les plus pauvres, a fortiori dans les pays des Suds, qui subissent de plein fouet les conséquences du dérèglement climatique et souffrent plus encore d'un modèle d'accaparement qu'ils n'ont fait que subir. On nous assurait la prospérité, nous avons la pénurie, l'exploitation des humains, la torture des animaux et la destruction de la terre. L'affirmation d'une écologie de rupture est impérative. Notre rôle ne peut plus se réduire à lancer des alertes ou à "écologiser" la gauche. Il est de construire une culture majoritaire de conquête et d'exercice du pouvoir afin de mettre en œuvre notre projet : l'écologie politique.

Le choix du vivant, contre celui des cendres.

Comme Rachel Carson, René Dumont, et tous-tes les écologistes, notre combat premier est celui de préserver une planète hospitalière pour chaque être. L'urgence climatique et la préservation du vivant, garanties de nos droits fondamentaux présents et à venir, sont à l'origine de notre engagement. Pour pouvoir se nourrir, se loger, assurer notre avenir, celui de nos enfants, rester en bonne santé le plus longtemps possible, mais aussi pour nous émanciper, nous savons qu'il est vital de protéger la biodiversité, préserver les ressources de la planète, et lutter contre le dérèglement climatique.

Reprendre le contrôle de nos vies.

Nous sommes conscients de l'insoutenable de nos modes de vie. La société de consommation est une société de consommation et de prédation. Notre système économique et social doit faire l'objet d'une rupture écologique radicale. Les lois de l'économie ne sont pas au-dessus des lois de la nature. Reprendre le contrôle, c'est replacer l'économie au service des droits humains, des libertés fondamentales, de la lutte contre les inégalités en tenant compte des limites planétaires. Lorsque ces limites sont intégrées, que la justice sociale est effective, que l'éducation et la culture ont leur place pleine et entière, alors l'argent n'est plus en soi une richesse, la décroissance s'impose. Contre l'obsolescence, le techno-capitalisme, la promotion du nu-

cléaire, la plate-formisation du monde... Créons une économie proche, simple, et durable : une économie des communs, du partage des biens et du travail.

Une écologie ancrée dans les principes écoféministes, contre les systèmes de dominations.

Nous portons une écologie qui lutte contre toutes les oppressions et accompagne l'émancipation de tous-tes. C'est au quotidien, dans nos groupes locaux, nos villages, nos quartiers, que nous devons déconstruire les schémas d'oppression et "Apprendre ensemble par l'intermédiaire du monde" en s'inspirant de la pédagogie des opprimé-es de Paolo Freire.

Nos combats pour la nature et pour la justice sont une seule et même lutte. Ni péremptoire, ni incantatoire, nous voulons une écologie qui prend soin, qui met fin aux privilèges et à l'impunité des oppresseurs du vivant. Une écologie radicale contre les oppressions de genre, racistes, LG-BTQIA+phobes, validistes et les logiques d'invisibilisation. Une écologie de la non-violence centrée sur les besoins fondamentaux de l'humanité et du vivant, qui garantit à chacun-e d'avoir "une chambre à soi" pour s'exprimer et s'épanouir.

Pour un ordre international pacifié.

Comme Francia Marquez en Colombie, Leymah Gbowee au Libéria ou Ielena Ossipova en Russie, notre combat pour le climat est un combat pour la démocra-

tie et les droits humains. Nous soutenons les Ukrainien-nes agressé-es par la Russie, nous soutenons les peuples Iraniens, Ouïghours, comme nous soutenons toujours les peuples victimes de l'injustice et de la tyrannie. Face à une géopolitique des énergies fossiles qui justifie tous les cynismes vis-à-vis des dictatures et des régimes totalitaires, nous portons une géopolitique du climat qui respecte les limites planétaires, l'autodétermination des peuples, promet la coopération, la solidarité internationale, l'accueil des exilé-es.

COOPÉRER POUR GAGNER

Nous portons un projet de société responsable et désirable, respectueux de la raison scientifique et de la sensibilité au vivant. Une force capable de protéger nos enfants, soutenir notre jeunesse, prendre soin de nos aîné-es et de toutes celles et ceux en situation de handicap ou de fragilité pour construire une société de coopération, sans compétition mortifère. Nos élu-es locaux-les nous inspirent car elles et ils montrent qu'améliorer concrètement la vie quotidienne est possible.

Une écologie fière et rassembleuse.

Après les réussites aux élections européennes, municipales, départementales, régionales, et malgré le rassemblement des écologistes, notre résultat à la présidentielle fut une grande déception. La répétition du duel entre xénophobe-nationalisme et libéral-productivisme a été un choc, qui a permis une alliance électorale de la gauche et des écologistes, la NUPES, imaginable quelques jours plus tôt. Son succès fut relatif : elle

n'est pas parvenue à convaincre les Français-es de lui donner une majorité, ce qui n'enlève rien au besoin d'alliances solides pour l'emporter à l'avenir. Notre ligne est la suivante : affirmons notre ambition de faire de l'écologie politique le moteur de l'unité. Cultivons notre jardin, l'écologie, tout en construisant des alliances victorieuses pour accéder au pouvoir.

Pour une Europe fédérale et écologiste.

Promesse de "Green deal", crise post-COVID, agression russe contre l'Ukraine, crise énergétique et impasse du libre marché, l'Europe est à la croisée des chemins. Elle est non seulement menacée par un manque d'ambition écologique et démocratique insuffisante mais aussi par l'emprise croissante de majorités nationalistes et xénophobes dans de nombreux pays. Aux régimes illibéraux Hongrois ou Polonais s'ajoutent les victoires de coalitions de droite-extrême-droite en Italie ou en Suède. Face à cette dérive, à la passivité des libéraux et au manque d'ambition des sociaux-démocrates, la famille verte européenne est la seule à tenir le drapeau du fédéralisme, de l'ambition écologiste et sociale et du respect absolu de l'État de droit. Aux élections européennes, nous affirmerons la cohérence de notre projet en présentant une liste écologiste et fédéraliste, verte et ouverte, dont l'ensemble des élu-es siègeront dans le groupe Vert au Parlement européen.

Une écologie construite avec les collectifs, le mouvement climat, les ONG et les syndicats.

Aucun combat ne peut être gagné sans les sociétés civiles mobilisées. Donnons nous les

moyens d'établir des relations durables avec ses représentant-es. Nous avons vocation à assumer le débouché politique de toutes ces initiatives dont nous sommes aussi parties prenantes. Notre projet doit leur être toujours accessible, écrit avec elles. Nous créerons un Parlement de l'écologie et de la transformation sociale pour articuler nos actions, nos engagements et co-construire des victoires.

REFONDER LE MOUVEMENT DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

Notre parti n'a jamais eu autant d'élu-es. Et pourtant, nos pratiques, la défiance et les conflits internes nous usent. Ce n'est pas ce qu'attendent nos électrices-eurs, ce n'est pas à la hauteur d'un mouvement conscient de tant d'urgences. Nous voulons une écologie rassemblée autour d'un projet collectif, et tournée vers les autres dans un nouveau mouvement, large, ouvert et accueillant.

Un mouvement représentatif de notre pays, exemplaire et pluriel.

Un parti qui reconnaît et valorise le travail de tous-tes ses élu-es et militant-es et dont les cadres ne cumulent pas les fonctions et les mandats. Nous leverons les obstacles à la participation pleine et entière des femmes, des jeunes, des personnes vivant hors des centres urbains, des personnes racisées, des classes populaires et de toutes celles et ceux qui sont invisibilisé-es que nous représentons trop peu aujourd'hui. Cela nécessitera de changer en profondeur notre mentalité et nos pratiques, cela impliquera

de reconstruire notre mouvement à partir de la diversité des personnes, des territoires et des formes d'engagements pour l'écologie.

Un mouvement des territoires solidaires.

Militer dans l'adversité, dans des territoires d'extrême droite, dans l'opposition, dans la ruralité, les montagnes, les quartiers, les outre-mers, c'est apprendre plus vite qu'ailleurs. Il faut que les habitant-es de ces territoires soient celles et ceux qui refondent l'écologie car ils et elles sont les écologistes de première ligne. Là où c'est plus dur, où nous sommes moins nombreux-ses, nous devons développer la solidarité du mouvement. Non par le conseil théorique, mais par l'action de terrain pour devenir le parti des écolos des villes, des écolos des quartiers, des écolos des outre-mers, des écolos des champs.

Un mouvement fédéraliste.

L'originalité girondine d'EELV détonne dans un paysage politique jacobin. Elle est précieuse car elle nous distingue à la fois des partis absolutistes et des partis féodaux. Assumons notre fédéralisme, défendons-le, réinventons-le. Par l'éducation populaire nous forgeons une identité singulière apte à répondre à la crise de notre pays et de nos régions. C'est par la démocratie de proximité que nous construirons notre VI^e République, la Première République écologique.

Un mouvement qui accueille et forme ses militant-es de manière ambitieuse.

En appui des groupes locaux et des régions, nous donnons à celles et ceux qui nous rejoignent le désir de rester et

de s'investir. Que chacun-e soit parties prenantes de notre récit, et dispose d'un cadre pour s'engager. Que le travail indispensable des commissions, tourné vers nos objectifs communs, enrichisse notre socle et alimente nos élu-es, que nos mots soient compris par toutes et tous.

La convivialité et le soin de chacun-e.

Le plaisir de militer est essentiel. Nous y passons beaucoup de temps, ce temps doit être agréable et épanouissant. Préservons la joie des rencontres, le plaisir de l'échange, écoutons-nous, entendons-nous. L'attention au respect du temps privé, pour la parentalité ou d'autres engagements, doit être améliorée. Cela doit transparaître dans notre manière de nous écrire et de nous parler : la formation à la communication non-violente doit être généralisée. Visible de l'extérieur, cela donnera l'envie de nous rejoindre.

Refonder l'écologie politique.

Libérons-nous de nos passions tristes : la division, la passion de nous-mêmes, la tentation de l'égo-logie plutôt que le service de l'écologie. Le poids des motions, la complexité de nos règles ne sont bénéfiques ni à la vie interne, ni à notre crédibilité. Nous voulons une démocratie interne plus directe qui veille à inclure toutes les adhérent-es dans nos débats. Une à trois fois par an se tiendront des conventions thématiques clôturées par une consultation de tous-tes les adhérent-es pour choisir nos priorités politiques. Nous lancerons dès le début du mandat des États généraux de l'écologie pour construire tous-tes ensemble un mouvement efficace, démocratique, et ouvert. Nous proposerons un

projet mis à jour pour faire face à l'accélération des injustices et des destructions. La rénovation démocratique de notre parti doit préfigurer celle de la République.

Construisons ensemble une écologie juste et responsable, déterminée et bienveillante. Fier-es de ce que nous sommes, construisons ensemble une rupture écologique victorieuse.

Pour en savoir plus :
lasuite-eelv.fr

LES CANDIDAT-E-S AU BUREAU EXÉCUTIF

01 · Marine TONDELIER	Nord-Pas de Calais
02 · François THIOLLET	Centre-Val de Loire
03 · Aminata NIAKATÉ	Île-de-France
04 · Benjamin BADOUARD	Rhône-Alpes
05 · Léa BALAGE EL MARIKY	Île-de-France
06 · Olivier BERTRAND	Rhône-Alpes
07 · Marina VERRONNEAU	Lorraine
08 · Nour DURAND-RAUCHER	Île-de-France
09 · Anne LE STRAT	Hors de France
10 · Frédéric BENHAIM	Île-de-France
11 · Dominique TRICHET-ALLAIRE	Île-de-France
12 · Nicolas BERJOAN	Languedoc-Roussillon
13 · Delphine ROCHET	Limousin
14 · Théo MAQUART-PERRAUD	Pays de la Loire
15 · Léonore MONCOND'HUY	Poitou-Charentes

Marine TONDELIER

Depuis longtemps, à votre image, j'ai été de tous nos combats. Dans les vagues vertes comme dans l'adversité, je suis une écologiste parmi les écologistes. J'ai adhéré chez les verts à 22 ans, en 2009. Je milite depuis dans le bassin minier du Pas-de-Calais, territoire le plus malade de l'environnement de France, où les injustices sociales et environnementales sont liées. Être élue d'opposition à Hénin-Beaumont est une école sans pareille. Cela m'a aussi permis de faire régulièrement l'expérience de la solidarité de notre mouvement. C'est aujourd'hui à mon tour de me mettre au service des militant-es de l'écologie, de rendre

visibles leurs luttes, partout sur le territoire. Vous connaissez ma loyauté à l'écologie. Vous connaissez mon respect du collectif. Vous connaissez ma détermination dans les combats que je mène. Je souhaite remettre notre projet au cœur du débat politique, grâce à vous et avec vous.

François THIOLLET

Je suis enseignant, conseiller municipal de Valencisse, délégué au projet et co-trésorier d'EELV. Je suis attaché à faire de la politique conviviale : accueillir, écouter, construire des consensus, pour nous ouvrir et nous refonder.

Aminata NIAKATÉ

Militante à EELV depuis 2009, j'ai été élue d'opposition à Vitry sur Seine. Depuis 2 ans, je suis élue du 15^e au Conseil de Paris. Avocate, j'ai été présidente des Jeunes Avocats. Je suis membre du CESE et Commissaire de la CNIL.

Benjamin BADOUARD

Lyonnais depuis 20 ans, adhérent depuis 2013. En 2017 j'ai fondé le Collectif antipub Plein la vue, puis participé aux Marches Climat à Lyon. Je suis co-président du groupe écologiste à la Métropole de Lyon.

Léa BALAGE EL MARIKY

Adhérente depuis 10 ans, je suis adjointe à la Mairie du 18^e arrondissement de Paris. Membre du Bureau exécutif depuis 2019, j'assure jusqu'au congrès la fonction de co-Secrétaire na-

tionale adjointe après avoir été déléguée aux élections.

OLIVIER BERTRAND

J'ai rejoint le Bureau Exécutif en mars 2021 et gère la délégation de la relation avec les élu-es. Adhérent depuis plus de 20 ans, j'ai été élu au département de l'Isère puis à Grenoble, dans l'opposition puis dans la majorité d'Eric Piolle.

Marina VERRONNEAU

Je me suis engagée dans notre mouvement pour porter les couleurs de l'écologie et du féminisme : chez les Jeunes écologistes puis en tant qu'élue municipale à Metz. Ces 2 dernières années, j'ai œuvré à redynamiser la Commission Europe comme co-responsable.

Nour DURAND-RAUCHER

Réceptionniste en hôtel, conseiller de Paris, je suis aussi militant au sein du collectif Ibi-za pour participer à des actions médiatiques et humoristiques et contribuer à la victoire de l'écologie dans la bataille culturelle.

Anne LE STRAT

Ma première adhésion chez les Verts date de 1992. Conseillère de Paris en 2001, je porte le combat pour une gestion publique et démocratique de l'eau, je deviens présidente de Eau de Paris. A l'étranger pendant 7 ans, je me ré-implique au sein d'EELV depuis 2 ans en

étant co-secrétaire pour l'Amérique du Nord.

Frédéric BENHAIM

Adhérent en 2000 aux Jeunes Verts puis aux Verts pour la première fois en 2002, je suis ancien conseiller régional d'Ile-de-France. Dans la vie professionnelle, je suis chef d'entreprise. Je suis président de l'association Entreprendre Vert.

Dominique TRICHET - ALLAIRE

Ingénieure de formation et Conseillère départementale des Hauts-de-Seine, j'ai été secrétaire fédérale des Jeunes Écolos, membre du Conseil statutaire, et responsable de la commission féminisme et désormais déléguée aux mobilisations et aux relations avec les commissions au Bureau Exécutif.

Nicolas BERJOAN

Je suis né à Perpignan et j'y suis professeur d'histoire à l'université. Je me suis engagé à EELV en 2011. J'y ai assumé des fonctions locales et nationales. J'ai œuvré au service d'un parti écologiste autonome et structuré, tout en défendant la cause du fédéralisme et la reconnaissance des minorités nationales.

Delphine ROCHET

Je suis porte-parole et conseillère fédérale. Psychologue, très inquiète de la situation écologique, j'ai rejoint EELV en 2019. Deuxième de liste aux Municipi-

pales, candidate aux Sénatoriales et aux Départementales, j'ai construit un ancrage local solide et entends contribuer à la refondation du parti.

Théo MACQUART-PERRAUD

Militant Nantais de 26 ans, je suis membre du BER Pays de la Loire depuis 2021 et trésorier d'EELV Nantes. Chef de bord à la SNCF, je suis passionné par les transports et très engagé dans la lutte contre les discriminations faites aux LGBTQI+, pour l'égalité entre les femmes et les hommes et la représentativité des jeunes.

Léonore MONCOND'HUY

Je suis Maire de Poitiers et VP de Grand Poitiers. Issue de l'engagement associatif dans l'éducation populaire, je suis devenue conseillère régionale en 2015, coprésidente du groupe écologiste de Nouvelle-Aquitaine. En 2018, j'impulse un collectif citoyen, Poitiers Collectif, soutenu par les écologistes. En juin 2020 : je deviens Maire de Poitiers, à la tête d'une équipe plurielle.

LES SIGNATAIRES

ALSACE

ALAVÉRDYAN Hovhannes · AMBLARD Ameris · ANCELY-FREY Flavien · ARAS Sevil · AULLEN Philippe · BARBAT LEHMANN Fanchon · BARSEGHIAN Jeanne · BEGUINE Laurane · BERGER Laurent · BINICI Leyla · BOURGES Benoît · BRAND Stéphane · BRASSAC Christian · BUCHET Benjamin · DA PONT Danielle · DALPRA Bruno · DREYFUS Laurent · DREYSSE Marie-Dominique · EICHHOLTZER Bernard · EINSIEDLER Béatrice · FAGART Louise · FOUCHARD Daniel · FOX Michel · GAUDIN Bertrand · GEIN Jordan · GOETSCHY Bernard · GOMEZ Nicolas · GONCALVES Alexandre · GRAU Inès · GRUET Frédéric · HAEFFELE Aymeric · HEITZMANN Anne · HELLER Georges · JACQUES Matteo · JUND Alain · KARO Jacqueline · KUBIAK Benoît · LAURENT Isabelle · LE GOUIC Sandrine · LEFRANC Johanne · LELOUP Lucas · LIEBY RAVAUX Geneviève · MAJCHRZAK Thérèse · MARAGE Yannick · MINERY Loïc · MOUSSA Lucas · MULLER Jacques · NAVILIAT Solveig · NEUMANN Antoine · OZENNE Pierre · PARISOT Sophie · PERIGNON Pascal · POIREL Damien · QUINTALLET Ludvine · RAMDANE Abdelkarim · REYS Caroline · ROTH Brigitte · SCHAETZEL Françoise · SCHLUND Fabienne · SCHOEPFF Patrice · SONNTAG Solveig · STEFFANUS Benoît · STEFFEN Joël · TORRENT Perrine · VOYER Jean-Pierre · WERLEN Jean · WOLFF Philippe

AQUITAINE

ALEXANDRE Caroline · ANNE Lépine · AUGER Maxime · BALAGE Bouchra · BALAGE Jean-Jacques · BASTARD Juliette · BAUDE Vital · BENJELLOUN-MACALLI Nadia · BERNARD Catherine · BEZIADE Bruno · BIVER Pierre · BLED Eurydice · BOULANGER Laurent · BOURGEOIS Clara · BOUTHEAU Marie-Christine · BRETOU Stéphane · BRU Maïtena · BRULL Thomas · CABIRAN Cyril · CAPET Patrick · CARAVANNIER Pierre · CASTELLO Martine · CAYROLLE Claudine · CAZENAVE Anna · COHEN-LANGLAIS Amélie · COLLINET-OURTHE Mathilde · COMBRES Maryse · CURVALE Laure · DANIES Marie-Jeanne · DANJON

Frédéric · DASSONVILLE Tanguy · DASTE Georges · DE MARCO Monique · DEMANGE Eve · DESTRIAU Agnès · DESVALOIS Laure · DUMONT Maud · ELBAZE Gérald · ENARD Aimeric · FENOCCHIO Patricia · FEYTOUT Francis · FITTE Sébastien · FORGENEUF Marilyne · FREL Lionel · FREYSSINIER Yves · GARCIA Emmanuelle · GELLY Julien · GHESQUIERE Maxime · GOUSSIES Gérard · GUERY Florence · GUILHAMELOU-SEMPE NARIOO Michel · HEBBRARD Philippe · HOFER Thierry · JADOT Justine · JAUGEY Nour · LAFAYSSÉ Léa · LAFON Fabienne · LAMARCHE Guillaume · LATOUR Marie-Charlotte · LAVERGNE-DEMARTHE Jacqueline · LE BOULANGER Fannie · LE GAT Laura · LEBRUN Louis · LEONARD Damien · LORFANFANT Frédéric · LOUBRIAT Anne · LOYON Margaret · LUCAT Yves · MAROLLEAU Jérôme · MAURIAT Philippe · MERY Stéphane · MESSINA Annie · METAY Céline · MINNAERT Annick · NAUDIN Nicolas · NIERMANN Helgrid · NIETO Jean-Louis · OUALLET Pierre · PFEIFFER Stéphane · PONS Karina · PREVOT Florent · RAMI Isabelle · REBELLE Michel · REVIL Laurian · REZA CHOHRASasha · RICHARD Olivier · RISTIC Michael · RIVIERES Bastien · ROBERT Lucile · ROSENBERG Claire · ROSSIGNOL Christine · ROSSIGNOL PUECH Clément · ROUDET Benjamin · SARRAZIN Émilie · SEGUINAU Christine · SEJOURNET Agnès · SINGEOT Nadine · TERRET Cédric · THIERRY Nicolas · TOUSSAINT Marie · VECK Matthieu · VENTADOUX Yvon · VERT Pauline · VO VAN Paul · WIEBENGA Adriana · FEDOU Xavier · ZAGO Muriel · ZANARDO Alain

AUVERGNE

AUROI Danielle · BABIAN LHERMET Anne · BEN SADOK Laetitia · BERTRAND Philippe · BONNET Nicolas · BRISOT Jean-Louis · BRUGIERE Elise · CHANUDET Jacques · COUTURIER Claudine · DOCHEZ François · DUBREUIL Magali · FRECHOU Stéphane · GIRODEAU Chantal · L'HOSTIS-FILIOLE Isabelle · LAPENDRY Thomas · LASHERMES Yves · LE GALL Benoît · LEGER Sylvie · MERCIER Jacqueline · PARRET Fatima · RECAMIER Bernard ·

RONDEPIERRE Daniel · SKVOR François · SOULIGNAC Vincent · THOMAZEAU François · VIGNAL Odile · WEIBEL Thomas

BOURGOGNE

ARCHIMBAUD Aline · BAILLY Gilles · BERNHARD Carole · BITTOUN Mathieu · BONNAND Nicolas · BOUDET Christophe · BROUSSEAU Anne · CANTAT Patrick · CHAOUNI Myriam · CHARRIERE Virginie · CHARRIERE François · CHARVY Nathalie · CHAUTEMPS Christian · CORNET Dominique · COURT Emilien · DUMONT Jean-Louis · DUPART MUZERELLE Sylvie · GRAFFARD Pierre-Etienne · GRENARD Henri · GROSJEAN Thierry · HABERSTRAU Michel · JAUNET Jean-François · LAOUES Mourad · LEROY Françoise · LOPES PIRES Catherine · LOURY Florence · MALLARD Claire · MASSEBOEUF Joëlle · MODDE Stéphanie · MONIN Patrick · MOREAU Clémence · MOREL Vincent · MULLER Olivier · MUZERELLE Joël · PARDAL Sandra · PARDAL Sandra · PORTRAT Estelle · POCUREUR Michel · REGARD Christophe · REJASSE Alexis · ROLLIN Perrine · SCHMITT Philippe · SEEBACHER François · SEJEAU Wilfrid · TABBAGH GRUAU Carole · TABBAGH GRUAU Luc · TORRES Luc

BRETAGNE

ANNE Patrick · AVRIL Pierre · BARON Augustin · BILLEN René · BRAINE Charles · BUCHER Christian · CHABRAN Isabelle · CHAPPELLON Didier · CHAUVIN Nicolas · CHIERS Stéphane · COLLET Florence · COLLOBERT Michel · DANET Jean-Luc · DENES Olwen · DERROISNE-PEDRONO Marie-Anne · DESMOTS Xavier · DISSAUX Glen · DORVAL Françoise · DUBOIS Alain · ERNEST Achim · FAUCHEUX Valérie · FOUCHER Benoît · GABILLARD Catherine · GALLE Manon · GIRARD Damien · GRIMALDI Jordael · GUIDONI Jean-Paul · GUYOT Yves · HAMON Laurent · HENRY Nolwenn · HUET Ewen · KIEN Julien · LE BIGOT Daniel · LE CLAINCHE Evelyne · LE DEVENTEC Pierre · LE GAL Annick · LE GUILLERM Laurence · LE MOIGNE Christian · LE STRAT

Philippe · LE TALLEC Michèle · LEPITRE Charlotte · LUCAS Gaëlle · MANDIL François · MASSON Claire · MAURY Marion · MOLON-NOBLOT Rémi · MONTIER Lucie · MORVAN Gaëlle · NEDELLEC Yves · PERRIN Nicolas · PICHON Ronan · POUJOL Romain · PRIEUR Ludovic · PRIGENT Christine · QUIGUER Gwendal · QUILAN Sylvie · RANNOU Marie-Noëlle · RIGOUY Jean-Pierre · ROFFAT Damien · ROPERS Thérèse · ROUGIER Gaëlle · SALMON Daniel · SIMORRE Henri · SOULABAILLE Yann · TABELING Camille · THEURIER Matthieu · YVEN Jean-Yves

CARAÏBES

DUBREMETZ Jean-François

CENTRE-VAL DE LOIRE

AUBERT Isabelle · BAIZE Denis · BALABAN Kasim · BEIGBEDER Françoise · BORDEAUX Françoise · BOUGAFER Mohamed · BOUILLY Nicole · BOURCE Jean-Louis · BRUNETEAU Hervé · CHASSIER Sébastien · COCHARD Estelle · DAVID-ROUSSEAU Sylvie · DRUMONT Georges · DYONET Jacques · EL ADRAOUI Hanan · FOURNIER Charles · GARIBAL Jean-Michel · GENDRON Roger-Michel · GIROLAMI Marie-Claire · GOYENECHÉ Olivier · GROUSSAIN Fanny · GRUFFAT Claude · HAMADI Sabrina · HERPIN Jean-Sébastien · LAFFONT Yann · LAFOURCADE François · MARLEIX Anne · MARQUAILLE Matthieu · MASSON Olivier · MENGUY Catherine · MICHEL Jean-Loup · MOULIN Bernadette · PACHET Alain · PARMENTIER Cyril · PLOT Ghislaine · POUZET Françoise · ROUMILHAC Anne-Sophie · SAUTREUIL Magali · SAVEUSE Guillaume · SENE Cécile · SPIESSERT Christiane · SURAUD Stéphane · THIOLLET François · THIOLLET Hélène · TRONSON Estelle · VALLEE Didier

CHAMPAGNE-ARDENNES

BOURGOIN Evelyne · CROUZET Gérard · DAVID Thierry · DE VOS Maxime · LENICE Gilles · MASSIER Jean-Paul · PERARD Ludivine · PERINET Johan · PICHON Valentin · ROGER-CALLEWAERT Pascale · TYBURCE Léo

CORSE

GUARDIOLA Joëlle · GUARDIOLA Serge · PAGANUCCI Gérard · PELLEGRINI Leslie

SIMONPIETRI Agnès · TORRELLI Arnaud

FRANCHE-COMTÉ

ASTRIC Hélène · BESANCON Véronique · BURRIEL Gerard · CHALUMEAUX Marie-Agnès · CHUPIN Pierre · DEVESA Cyril · DURET Camille · EL YOUSFI Tilale · FOUSSERET Alain · HALLER Valerie · JEUDY Vincent · JOUFFROY Roland · MAINGUET Marie-Odile · MAIROT John-Ross · MONNET Brigitte · MORER Vincent · MORER Pascale · MORSI Youcef · MOYSE Xavier · MOYSE Christophe · OTERNAUD Éric · PERRIN Anne · PERSIL Sarah · POIX Evelyne · POULIN Anthony · PRESSE Françoise · PRUDHOMME Cécile · REDOUTEY Emmanuel · STELL Arthur · TISSIER Corinne · VIGNOT Anne · VIPREY Nicolas · VOYNET Dominique

HORS DE FRANCE

BARAUT-GUINET Lambert · BOULNOIS Marc · BRODIN Cédric · CHATEAU-DUCOS Alexandre · CHIRON Florian · DAS NEVES BICHO Léa · DOMELEVO ENTPELLNER Jean-Baka · GARCIA Sandra · GOERGLER Xavier · L'HARIDON Morgane · LAPLACE Jean-Christophe · LARAICHI Oussama · LAVIS Losang · LE STRAT Anne · LUTZ Alexandra · MADELINE Vincent · RIVOIRE Jean-Yves · ROMAN Baptiste · SFEIR Ramzi · TIFINE Antoine · TUCHAIS Félix · VINCENT Michael · WERT Bertrand

ÎLE-DE-FRANCE

AARSSE Rodéric · AARSSE Robert · AARSSE Oddon · AARSSE PRINS Gap · ABANDA AYISSI Elisabeth · ABENIA Christiane · ACERO BORBON Libia · ALBARET Jean-Philippe · ALIX Marion-Emi · ALPHONSE Mireille · ANIKINOW Elsa · ANOUAR Salah · ARAKELIAN Arthur · ARLANDIS Antonin · ARNAUD Pierre-Yvain · ATEs Ernest Olive · AZAFACK Célestine · AZMINE-AYOUT Emma · BACONNIER Dimitri · BAILLON Jean-François · BALAGE EL MARIKY Léa · BARATON Laurent · BARIGANT Victoria · BARLIER Aurélien · BARTHELEMY Gilles · BAYOU Agnès · BAYOU Julien · BEAUCAMP Laure · BENAIDA Khalil · BENARFAFA Najib · BENASSAYA Pierre · BENAZERA Eyal · BENHAIM Frédéric · BERLEMONT Eric · BERNARD Raphaël · BERTOLINI Pascal · BESCO-DUMAS Anne · BETOURNE Wilfried · BEYLER Nathan · BIBAS Benjamin · BIERRA Dominique · BIGEL Justine · BIYIK

Birol · BOMBLED Bruno · BONAZZI Christophe · BONDUELLE Antoine · BONNEAU Guy · BONNET Arnaud · BOSLER Alice · BOUALLAGA Toufik · BOUFRAINE Kamel · BOUHOU Kassim · BOUNET Romain · BOUTAULT Jacques · BOUVET César · BOUX Anne-Claire · BOY Devrim · BREUILLER Daniel · BROBECKER Astrid · BRUGEAUD Isabelle · BRUNET Marc · BRUNSTEIN-COMPARD Pierre · BUCHEGGER Emmanuel · BUNELLE Anthony · CABAYOT Ghislain · CAILLAT-GRENIER Régis · CAILLE Françoise · CANDELIER Catherine · CAREME Damien · CARRE Dominique · CARRIÇO Cécile · CASALASPRO Muriel · CATRAIN Isabelle · CEZE Valentin · CHABUT Céline · CHAIMOVITCH Patrick · CHALOT Francis · CHAOUI Monia · CHARNOZ Sandrine · CHARRON Etienne · CHAUMILLON Tessa · CHAYE Isabelle · CHEHBIB Anissa · CLAUSTRÉS Magalie · COMBRES Yan · COMTE Louis · COQUELIN Eric · COT Guillaume · COULTER Perrine · CROSIER Maxime · CRUSE Yann · CRUSE Jean-Pierre · CUOQ Marianne · CUVILLIER Kevin · DA SILVA Linda · DALLEMAGNE Stéphane · DAVID Catherine · DE MARCH Ugo · DE MONTMOLLIN Christophe · DE SCHOTTEN Alexandre · DEBRAS Dominique · DEFFARGE Sophie · DEFREMONTE Jean-Marc · DELASSUS Adrien · DELAVEAU Françoise · DELAVEAU Annie · DELCOMBRE François · DELPEYRAT Joséphine · DELRIEU Denis · DENIS Marc · DENIS Frédérique · DENJEAN Jean-Marc · DEO Anne · DESCALZO Henri · DESCHAMPS Arnaud · DESJARDINS Eve · DEVRIENT Laëtitia · DIARRA Abdoulaye · DELAINE Eric · DIGARD Marie-Pierre · DISCHBEIN Annick · DJABALI Farid · DJELLALI Lila · DOLLET Roxane · DORFIAC Elodie · DORISON Isabelle · DREILLARD Nicolas · DUBAELE Yan · DUBOIS Renaud · DUCARRE Mélissa · DUCORAIL Frédérique · DUFURNET Paul · DUMESNIL Jean-Luc · DUPONT Antoine · DURAND-RAUCHER Nour · DUVILLIER Mathieu · ELOUNDOU Elisabeth · ERNEST David · ESCAMILLA Inès · ESCANDE Philippe · ESTROUMSA Léon · EWALD Dominique · FANOUILLET Judith · FASANG Léo · FAURIE-VIDAL Florence · FAYE Carolina · FAYON Sacha · FERREIRA Paula · FLORENT Alix · FONTAINE Alain · FOSSE Julien · FOUREL Christophe · FRADIN Yann · FRIEDMAN Timur · FRUMY Basile · FUJIMOTO Brad · GARCIA Nicolas · GAREL Sylvain · GASNOT Florence ·

GAUTIER Christelle · GAUTIER Matisse · GAYRARD Vincent · GERVAIS Nicolas · GIFFARD Gaëlle · GONTHIER Nicolas · GOULIN Vincent · GOURMELON Sophie · GOUYETTE Stéphane · GRADWOHL Frédéric · GRANADO Bertrand · GRANDPEIX Suzanne · GUENEAU Antoine · GUENEE Bernadette · GUHL Antoinette · GUIBAUDET Maxime · GUILLEMAIN Sophie · GUIOMAR Xavier · GUTIEREZ Grégory · GUYS Reine-Emmanuelle · HADJI Moumene · HARCOUR Laetitia · HAREL Hélène · HAUDEBAULT Denis · HEILMANN Martine · HELLEUX Pascale · HERRATI Nadine · HEUGAS Anne-Marie · HOBBY Sharon · HOULEY Rémi · HULEUX Jacques · HULEUX Agnès · IMBARD Maurice · ISRAËL Vincent · JABOUIN Julien · JAFARI Reza · JESU Louis · JOLY Eva · JUMEAUX Wandrille · KAROUBI Eve · KAYSAVUK Hélène · KERGASTEL Norbert · KONÉ Fatoumata · KRYCEVE Georges · KUMBA Duvillier · LAAMOURI DJEBARA Sihem · LABADO Jésus · LABAT Arnaud · LACOMBE Morgane · LAKH Ndiack · LAMOTTE Matthieu · LANCEL Jean-Marie · LANCO Patrice · LANGLADE Samuel · LANSADE Gérard · LASCOUX Patrick · LAUMOSNE Gabriel · LAUNAY Anne · LE MAROIS Olivier · LE MORVAN Guillaume · LECLERC-BRUANT Marie · LEGAL Thomas · LEHOUX Arnaud · LEMAIRE Gilles · LEMOULT Fabrice · LESCOEUR Rémi · LOTH Marie · LOTH Claude · MADINIER Ophélie · MANAC'H Julie · MANFREDI Eric · MANKASA Alain · MARCHAND Marie-Pierre · MARCU Elizabeth · MARGUE Charles · MARTIN Alexis · MARTIN Kevin · MASCHINO Sylvain · MASSETTI Christine · MAUVARIN Luc · MEGHARBI Laila · MEKADAD Amar · MENARD Philippe · MERRA Richard · MESONNIER Félix · MESSIER Maxime · MESTRE Alain · METAIRIE Christian · METZNER Juliette · MEURICE Fabienne · MICHALLET Léopold · MICHALLET Nathalie · MICHEL Olivier · MISSENERD Didier · MONNIER-WOOD Pia · MORDOS Anne-Karin · MOSNERON DUPIN Hugo · MOSTOWSKI Nathalie · MURET Julie · NAVIAUX Catherine · NENNER Charlotte · NIAKATE Aminata · NIELBIEN Eve · NIVAT Dominique · OLIVRO Benoît · OUMARI Hocine · OZENNE Julie · PANNIER Agnès · PARREAUX Pierre · PASQUINI Francesca · PATINGRE Jean-François · PAURON Charlotte · PECCOLO Hélène · PELHUCHE Antoine · PELLETIER Benoît · PERERA Robin · PERROTEAU Christian · PICARD Jacques · PICCOLO Christian · PIGNOT Sonia · PINTO Henrique ·

PIOLLE Amaya · PIPITONE Béatrice · POLIAN Nicole · POTIER Joëlle · POUSSEO Mathilde · PRISER Michèle · PUJOLA Renée · QUENTIN Christine · RABANY Pierre · RABOURDIN Denis · RAIFAUD Sylvain · RANGUIN Cécile · RANSAY Christiane · RAPPILLY FERNIOT Pauline · RECHNER Dominique · RENAUD Léa · REY Vincent · REYES Seti · RICHARD Gwenael · RIMBERT Jean-François · ROBEL Gilles · ROBERT François · ROCHWERG Christiane · ROGER Florence · ROISIN Sonia · RUELLAN Nathalie · SAADAOUI Samia · SALETES Arnaud · SANE Mariama · SAOUT Mariannick · SCHLUPP Marie-Sophie · SCHNEIDER Hermann · SCHUMANN Gerold · SEGUIN Christophe · SELLAMI Karim · SENE Ghislaine · SESTER Olivier · SINDACO Donata · SINIGAGLIA Fausto · SOT Ludovic · SOUBRA Christian · SOULARY Charlotte · SZULZYNGER Olivier · TAILLAT Pascale · TALLIEU Tom · TAUPIN Laurent · TAZI Zineb · THAN Stéphanie · THEBAULT Léon · THEROND Hadrien · THOMAS Cédric · THOREAU Bernard · THUREL Romaric · TIRERA Slimane · TOM Sophie · TOUBA Bouchra · TOUZET Laurent · TRANNOY Patrick · TREZENTOS OLIVEIRA Fernande · TRICHET-ALLAIRE Dominique · TRIVES Sébastien · TROTOT Michael · TRUONG Guillaume · TUBERT Nicolas · TUBIANA Alain · VANNIER David · VASA Léa · VENTRE Raphaël · VESVRE Pascal · VIALA Eric · VICTOR Marc · VON William · VUONG Valéry · WANNASS Majid · WARNERY Olivier · WARNIER Jean-Pierre · WILMART Mickael · XAMBEU Anne-Marie · ZBOROWSKA Agnès · ZEMOR Michèle · ZHU Garance · ZISSO Dan

LA RÉUNION

COUSIN Melissa · KOWALCZYK Annie · MARCHAU Jean-Pierre · PAYET Geneviève

LANGUEDOC-ROUSSILLON

AARAB Zinba · AARAB Nassima · AARAB Lahcen · AÏT OUAHRA Aïcha · AJIKKI Aïcha · AJIKKI Idir · AJIKKI Khadija · AMRI Mimoun · AMRI REJOU Marine · ANDRE Thibaut · ANDRIEU-BONNET Dominique · APPY Sébastien · BATISTA Madeleine · BERJOAN Nicolas · BERRUE David · BEZZOUH Hafit · BOISSEAU Éric · BOURGUET Daniel · BRICOUT-BEZZOUH Marie-Noëlle · BRUWIER Jérôme · CAUSSE Charlelie · COLL Valérie · COLLOMP Bastien · COQLIN Michel ·

COUSQUER Martine · CREMIEUX Rosemay · DAMOUR Dominique · DELORT Véronique · DEROUICHE Mourad · DESAGHER Nicolas · DESCHAMPS Thierry · DOUGUET Philippe · DUBOIS Caroline · DUBOIS DUNILAC Annie · ÉPIARD Christian · FARHOUN Mustapha · FOURCADIER Sophie · FRAICHE Ghislaine · GALIANA Christophe · GALIANA Bryan · GARCIA Josephine · GESHORS Yann · GHOUZELANE Fatima · GHOUZELANE Karim · GILARDI Gérard · GNOCCHI-ESPERINAS Alain · GRES Simone · HATIMI El Hassania · JANNEKEYN Sibylle · KEBDANI Rizlene · KHOLTI Yanis · LAUER Morgan · MAKTOUBI Nordine · MIGNACCA Julia · MINGO Katia · MONTELS Raymond · MOUREAU Béatrice · NGUEMA Jean-Fernand · OFFRINGA Dirk · OFFRINGA Marie-Pierre · PAGOT Jean-Jacques · PAGOT Marguerite · PALUMBO Sophie · PANIS Marc · PANRAY Artee · PLACE Laurent · POISSON Jean-Michel · ROUMEGAS Jean-Louis · SARMEO Annie · SERVEAU Rémi · SERVEAU Nabila · TAN HAM Louise · THIVENT Viviane · TORRECILLA Justine · VALETTE Raphaël · VAN HULSEN Ugo · VASA Bruno · VASA Edith · VINET Véronique · VLES Vincent · WAGNER Kristina · YORO Franck

LIMOUSIN

AARON Ann · BAENA Pierre · BARDON Liliane · BIDON Pierrette · CHAPAL Arnaud · COINDEAU Lucien · DAMIENS Jean-Bernard · DEBAT Quentin · DROBENKO Bernard · GOUGIS Bernard · HAMONEAU Nicolas · HAY Nicolas · BARDON Liliane · LONGY Hervé · NORMAND Dominique · PAUPY Valérie · ROCHET Delphine · TEILLOUT Colette

LORRAINE

BENDAOUADJI Murielle · BENMOKHTAR Sabrina · BERNARD Amélie · BLUM Michel · BOQUET Mathias · BOWYER William · BRISSON Sébastien · COTTALORDA Ulysse · CUNY CRUGNOLA Anne · DAGUERRE JACQUE Patricia · DEVINS Laurence · GARCIA Juan-Ramon · GAUTHIER Michel · GUITTIENNE Sandrine · GUITTIENNE Jean-René · HARAU Guy · HOUCARD Marie-Neige · LAFLOTTE Johan · LALLEMENT Cléo · LÉBOURG Gérald · LUCAS Isabelle · MARCHAL Jocelyne · MAYER Gilles · NIERMANN Nelson · PICARD Claudie · POMERO Jules · RICHTER Dahman · ROMANI Eliane · ROQUES Jérémy · SADI

Areski · SCHNOERING BLUM Nathalie · SELLES Mohammed · TISSNAOUI Yacine · TRUBERT Joris · VERRONNEAU Marina · VITOUX Frédéric · VITOUX-MICHEL Annick

MIDI-PYRÉNÉES

ADDA Fatma · ARRIGHI Christine · AUGÉ Claudine · AUGUSTIN Catherine · BARBIER Pascal · BAUDOIS Sylviane · BERNARD Sarah · BIMBAULT Laurent · BOLDRON Gilbert · BORIERO Erwan · BOUBIDI Sophie · BRÄNDLI Simon · BROZIO Brigitte · BURLET Odile · CASTAGNE Caroline · CHAVAROT Henri · COURADETTE Franck · DUBOIS Alexandra · DURAND Jean-Claude · FAUVERNIER Annabelle · FORTUNE SER Florence · FROISSART Albane · KOWALCZYK David · LAJOURNADE-BOSC Francine · LAURENT Vincent · LESPONNE Jacques · MAILLET Patrick · MARCELLIN Philippe · MARTINEZ Jean-Jacques · MATAK Elisabeth · MAURICE Antoine · MAYOL Emilienne · MELLO Bénédicte · OLIVEIRA SANTOS Rui · PEGUIN Cécile · PERICAUD Jean-Pierre · PETIT DE MIRBECK Violette · PEZET Guy · ROTURIER Bruno · ROUSSEL Christian · ROUX Rémi · SAINT AUBIN Geoffrey · SARRAILH Michel · SARRAILH Jocelyne · TEULIERES Gisele · TOUYA Thierry · VALADIER Jean-Charles · VIGNERON Claude

NORD-PAS-DE-CALAIS

AARAB Moha · BEGHDAOU Messaouda · BERTHOU Aurélien · BETTEMBOT Arthur · BITTNER Katia · BOCQUET Laetitia · BOUCHE Maxime · BOURGEOIS Catherine · BRASSART Marylin · BRUYANT Magali · BUHAGIAR Denis · BULTEZ Stéphane · BURGHGRAEVE Nicolas · CAILLET Félix · CANNARD Loan · CARON Jean-François · CHAMPAGNE Géry · CHOUCHAOUI Kylian · CHOUIA Karima · CHWICKO Martine · COTE Baptiste · COUTUREAU Jules · COUVREUR Valentin · D'HONT Romain · DALEUX Lise · DANO Yann · DE VEYLDER Bernard · DEBUISSON Alexis · DEFOSSÉ Boris · DELAGUETTE Yohan · DELASALLE Faustine · DELATRE Marie · DELONGHAI Marjorie · DELRUE Fabrice · DEPRES Marie-Agnès · DHELIN Vincent · DUSSOSSY Annick · DUVAUCHELLE Paul · FEDOR Benjamin · FELGUEIRAS Anthony · FOURMONT Olivier · HANNEBIQUE-JOLY Germain · GHEYSENS Thibault · GIRY Anémone · GRILLET Florian · HAMEZ

Emmanuelle · HANNEBIQUE Guy · HANOTIN Gil · HERBUVAUX Vincent · HOORNAERT Pascale · JAMELIN Simon · KOITKA Thierry · KOMOROWSKI Nicolas · KUSNIREK David · LACOSSE Rudy · LAGNEAUX Yolaine · LAMBERT Francis · LAPLATINE Guy · LAZAOUI Christian · LE GENTIL Nadège · LEBON Timothée · LECIAK Rémi · LEDUN Kélim · LEGAI Jacques · LOENS Gaël · MENU Olivier · MEURA Bruno · MEZERE Bruno · NICOLAS Julie · PERSON Véronique · PIQUOT Sophie · RAHNI Ali · ROUTIER Richard · SBAI Majdouline · SCAVENNEC Céline · SIPMA Thys · STOCKMAN Hervé · TALEB Ana · TILLIE Patrick · TONDELIER Marine · TOUTIN Marc · VANDERMARLIÈRE Kévin · VANHERSECKER Christophe · VANTROYS Alain · VERBRUGGHE Ginette · VIDAL-SAGNIER Odile · WOJCIESZAK Julien · YGUEL Jacques

NORMANDIE

AMIEL Caroline · ARTUS Valentin · AUGÉ Geneviève · AUZOUX-LAVALLE Thierry · BELDJOUDI Alexandra · BEQUET Daniel · BEREGOVOY Véronique · BEREGOVOY Jean-Michel · BOBOT Jean-Luc · BONNEAU Annick · CORMAND David · DE BEIR Jean · DE GENTIL-BAICHIS Samuel · DEVIN Yann · DRIESBACH Christophe · DUBOC Christophe · DUBUC Maël · ETIENNE Elodie · FONTAINE David · FOUCHER Johnny · GIRODON Sylvain · GODICHAUD Julie · GUIOU Valentin · HEDOUIN Guillaume · HOUDART Sophie · HOUDRY Benjamin · HUET Laurent · JOLY Francis · KERGUIDUFF Ronan · L'ORPHELIN Rudy · LECLERC Benoît · LEREVEREND Christian · LEVILLAIN Gérard · MABILLE Marie · MANDONNET Jean-Marc · MARTIN Bénédicte · MARTIN Jean-Marie · MARTOT Stéphane · MOREAU Cyrille · MOUSSET Daniel · ORAIN Jean-Marc · PERRET Alban · POUPON Sylvie · RABHI Abdelghani · REGENTETE Christine · REGENTETE Daniel · ROUCHET Didier · SANCHEZ Laetitia · SEUX Pascale · SLIMANI Laura · WEISZ Frédéric

PAYS DE LA LOIRE

ACCARION Ombeline · ANTHONY Anne-Cécile · BASSANI Catherine · BAZIN Fabrice · BILLET François · BOILEAU Vincent · BOISTAULT Hervé · BONNET Ludovic · BOUTINON Annick · BRIAND BOUCHER Sophie · BROUSSE Yannick · BRUNEAU Simon · BUCHOU Sandrine ·

BUGEL Nicolas · BULARD Olivier · BUREAU Jean-Marc · CADOT Claude · CARRE Yves · CASTEX Joël · CHENOUF Ibrahim · CONGNET Stéphane · COPPEY Mahel · COTREL Patrick · COUILLAUD Jacques · DEGUIRAL Philippe · DEMAY Edouard · DESVENAIN Thomas · DOUGE Christophe · ETONNO Lucie · GAUTHIER Sébastien · GIRARDOT MOITIE Chloé · GRANDET Christophe · HAMARD Théo · HAMEAU Pascale · HERIDEL Brigitte · HOCQUET Anne-Sophie · HUPEL Maxim · LAERNOES Julie · LAVEAU Romain · LE CORNEC Claire · LE POMMELEC Gérard · LE RAY Jean-Marc · LEBOUQUIN Patrice · LECHAT Etienne · LESUFFLEUR Gaëtan · LOISEAU Franck · MACQUART-PERRAUD Théo · MAHEU-GOURMELON Colin · MARCHAND Françoise · MARTIN Nicolas · MASSE Alain · MEUNIER Tristan · MOUSSET Franck · NAIZAIN Patrick · NAULIN Hélène · NICOLON Franck · NOBLET Laurent · PAHUN Louise · POYET POULLET Damien · QUEDE Fabien · QUIRION Michel · RICHARD Monique · RIOM Tristan · ROMI Raphaël · ROUABHI Sonia · SEROT Jean-François · SEVERE Isabelle · STERCH Charles · TALLIO Jean-François · TESTARD Jacques · VIOLAIN Yvon

PAYS DE SAVOIE

BOUCHET Jean-Jacques · BOUSSEMARY Sophie · BURGIARD Robert · CARON-CUSEY Alexandra · CHAMOIX Nasra · CHARMOT Elisabeth · CHARMOT Aimé · CRAPOULET Sandrine · DELORME Bernadette · GARDE Laetitia · GIARD Nathanaël · GOUTTIER Diane · GRAS Rémi · GREBOT Jean · HUDRY Séverine · LAGARDE Stéphane · LAKOVA Geneviève · LAMY Karine · LANSIGU Christophe · LEIBMAN Michael · LEMETTRE Patrick · MANGIN Maud · MARCON Paul · MATHIEU Gabriel · MAYADE Tristan · MAYERE Chloé · MOCCOZET Laurent · MOURGUES Nicolas · MOURGUES Christine · PASCAL Marc · PAUMIER Valérie · PELLERIN Nicolas · PENET Sylvie · PRICAZ Nicolas-Jean · RAGOT Etienne · RASET Dominique · ROULET Michel · SCIABBARRASI Pascal · SCIABBARRASI Delphine · TAIN Daniel · TERNOY LEGER Claudie · TREMBLAY Jeannie

PICARDIE

BABONNEAU Martine · BATAILLARD Valérie · BELLEE Yannick · BLANCHARD Luc · BRAGUE Logan · BRIANÇON

Yves · CARPENTIER Benoit · CHAUVIN-DEGENNE Vanessa · DE POORTER Jacqueline · DEGENNE Raphaël · DEGOUY Georges · DRON Valérie · DUPUIS Pierre · ERCAN Esra · FOURNIE-TURQUIN Brigitte · GAMAIN Dominique · GERMAIN Louis · GUILLEMIN Bruno · HEREN Elodie · HUTIN Thomas · POUILLART Laurent · RICHARD Nicolas · SABBE Julien · THEROUIN Émilie · TISON Sébastien · TRIFUNOVIC Hélène · TURQUIN François · WAGER Wilfrid

POITOU-CHARENTES

BALLAGUY Elisabeth · BITEAU Benoît · BLAUTH Jérôme · BOURDIN Katia · BURESTE Alain · CARAIRE Jean-Claude · COLLON Jean · COUPEAU Didier · DUVAL Véronique · GAONACH Gildas · HUMEAU Geneviève · JUHEL Nadine · KOLLEN Amélie · MARIAUD Jean · MONCOND'HUY Léonore · NOCQUET Chantal · PANNIER LEONARD Quentin · PERREAU Thierry · REGNER Y Baptiste · RINCHET-GIROLLET Franck · ROCHAUD Robert · SOUBESTE Jean-Marc · SOUBESTE Matthieu · VIGER Alain · VILLENAVE Martine

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

ASSOUMANI Chamssoudine · BALZANO Vanessa · BARLES Sébastien · BENARROCHE Guy · BENASSAYA Philippe · BENASSAYA Florence · BLANC Félix · BRONER Jordan · CAINAUD Marie-Hélène · CALVET Pablo · CHARRIER Gwenaëlle · CHESNEL Luc · CHESNEL-LE ROUX Juliette · CHIOUSSE David · COCUSSE Emmanuelle · COLEMAN Jérémy · COSTE François · DAERDEN Francine · DAVID Isabelle · DINI Claude · DJAMBÆ Nouriati · DUVAL Jord · ERPELDINGER Jean · EUDIER Pascal · FALCOU Jean-Noël · FELIZIA Jean-Laurent · FRENTZEL Lydia · FRENTZEL Coralie · FRENTZEL Célia · GAUTIER Julie · GRIMAUO Josiane · HAMMOU Hassen · HAMMOUAROUI Karim · JACOB Catherine · JAU Didier · JOURDAN André · JULIEN Charly · KHEBICHAT Marwan · KOWALCZYK Vincent · LABANDE François · LAURENT Valérie · LETERRIER Bernard · MADELEINE Gérard · MAHRI Myriam · NALES Pauline · OUDOT Nathalie · PLAZANET Nicolas · REVERDITO Denise · REVERDITO René · REY Jean-François · ROCHE BOUTANE Sébastien · ROLANDO Gisèle · ROOSE Caroline · RUBIROLA Michèle · SCHMITTHESSLER Julien ·

SEMERIVA Pierre · SENDRA Marc · SIRBEN Eric · SPELLA Julien · TAGAND Nicole · TEXIER Jean-Noël · VASSEUR Franz · VELUIRE Anne-Claire

RHÔNE-ALPES

ABEL Jean-David · ABEL Catherine · ALBAN Brigitte · ALLAIN Dominique · ARNAUD Gérard · ARNOUX Sylvain · ARTIGNY Bertrand · BADOUARD Benjamin · BADOUARD Thierry · BAGGIO Alain · BARNOLA Odile · BAYET Eric · BELAIR Margot · BELTRAN-LOPEZ Luis · BEN SLAMA-PERON Noura · BENZAKOUR Farid · BERT Aurélien · BERTRAND Olivier · BERZANE Olivier · BLIN Nathalie · BODINIER Emmanuel · BOISSIEU Emmanuel · BONNIEL CHALIER Pascale · BOSSU Henri · BOTTEX Georges · BROSSIER Irène · BUB Jérôme · CALVO HUGUET Andreu · CAMUS Jérémy · CAROUBIER Béatrice · CERBAÏ Florence · CHASTAGNER Thierry · CHATAING Sébastien · CHEVALIER Cécile · CHIHAI Mohamed · COIFFARD Marie · COLLIAT Antoine · COMTE Nicolas · CONTAMIN Emmanuel · COSSON Monique · COUVENT Pauline · CUCAROLLO Jérôme · CULLAFROZ-DALLA RIVA Jean-François · D'ERAMO Louis · DE CREMOUX Pierre · DELABEYE Sylvie · DELAUNAY Florence · DELBOIS Anne-Marie · DELOUIS-REGGIANI Pandora · DEMILLIER Dominique · DOSSUS Thomas · DOUCET Grégory · DREANO Anne · DROMAIN Hélène · DUBARRY Éric · DUBOIS BERTRAND Véronique · EALET Brigitte · ERRAZANI Aïcha · FANTON Marie-Françoise · FARAH-GARCIA Elias · FAY Claire · FERRANDO Guy · FRANCK Thomas · FRANQUET Christine · GAUTHIER Fabienne · GILLARD Xavier · GONDRE Jean-Christophe · GRALL Pierre · GRANGE PIRAS Patricia · GUEDJ Nathan · GUELPA-BONARO Philippe · JACQUY Georges · JOBERT Antoine · JUSTEL Léo · KHELIFI Zémorda · KOHLHAAS Jean-Charles · LACROIX Elisabeth · LAGARDE Caroline · LANDEL Pierre-Antoine · LATHUILIÈRE Yvette · LAUMET Nicolas · LE BOUFFANT Anaïs · LE BRUN Pascal · LE CARPENTIER Jean-Luc · LE ROY Xavière · LEBLAY Alain · LESUEUR Christophe · LHEUREUX Lucille · LITAIZE Pierre-Emmanuel · MANCEAU Thierry · MATHEWS Clarinda · MATHEY Cyril · MEYER Maxime · MICHEL Cécile · MIERAL Augustin · MIGNERY Jean · MINNAERT Jacques · MOLARD François · MOLLON Alice · MONOT Vincent · MONTMASSON Camille ·

MORETTO Christian · MOTHE Caroline · ODIARD Patrick · PARTENSKY LEIBMAN Anne · PEREZ Eric · PERSICO Danielle · PIOLLE Éric · PISICCHIO David · POCHON Marie · POPOFF Sophia · RAY Jean-Claude · REUX Nadine · REYBIER MAZIERE Pauline · REYDET Laëtitia · RIVASI Michèle · ROCH Valérie · ROYER Olivier · SABATIER Jean-Marc · SAINTEMARIE Rémi · SAMPAIO Gabriel · SAVIN Margot · SCHLOSSER Pauline · SERVIEN Joël · SESSIECQ Marion · SLIMANI Abdallah · TATUR Dominique · TETE Etienne · TIBERTI Denis · TROCME Benjamin · TRON Sonia · VERMOREL Guillaume · VESSILLER Béatrice · VINCE Jacques · VINCENT-SWEET Pénélope · VIVIEN Emmanuel · ZIEGLE Cécile

L'ARCHE POUR L'ÉCOLOGIE POPULAIRE AU POUVOIR

À bout de souffle. Ce système est à bout de souffle et nous ne parvenons pas à répondre aux attentes de nos concitoyen-ne-s. Tout le dilemme de l'écologie politique est là : nos prédictions étaient justes, nous avons fait de bons lanceur-se-s d'alerte. Sommes-nous capables de mettre l'écologie au pouvoir ? Les résultats de la présidentielle autant que cette dernière rentrée politique disent le contraire.

Les écologistes nécessaires pour changer de système sont déjà à la tâche. Si les preuves que le monde ancien se meurt se multiplient, celles d'une alternative possible émergent. Le changement est dans les urnes mais ce sont surtout la société et le monde qui en fondent l'énergie : des marches pour le climat aux révoltes pour la liberté, des ONGs qui gagnent leurs bras de fer contre des gouvernements aux entreprises qui entament leur transition écologique.

Pour changer de système, prenons le pouvoir ! Nous avons un projet pour y parvenir, par le choix d'une écologie sans concession qui n'oublie personne et fait des diversités une richesse. Pour prendre le pouvoir : ouvrons notre mouvement, réformons-le en profondeur !

Avec l'écologie populaire que nous appelons de nos vœux, nous entendons remplacer cette politique du vieux monde, prédatrice et irresponsable qui méprise les plus fragiles et éteint le vivant.

Nous sommes l'arche des sensibilités écologistes, des diversités militantes, des territoires, nous sommes l'écologie de l'ouverture et du rassemblement.

UN PROJET DE RUPTURE : LA CONQUÊTE DU POUVOIR POUR UNE RÉPUBLIQUE ÉCOLOGIQUE !

Pour changer de système, il faut prendre le pouvoir. Seul-e-s les puissant-e-s sont à la traîne. Portons l'émancipation, des initiatives citoyennes locales. Nous revendiquons un changement par la base, l'expertise d'usage et le local !

Desserrer l'étau de la V^e République où un homme décide tout seul de l'avenir de 65 millions de personnes. Nous voulons la République écologique, une démocratie en continu qui permet la parole et l'initiative citoyenne, qui décentralise le pouvoir, nous permet de sortir des postures pour favoriser l'intelligence collective. C'est une rupture constructive avec un système destructeur.

La décroissance juste

Humilité et sincérité. Nous ne freinerons pas le réchauffement climatique en avançant à petits pas ! Arrêtons de tourner autour du pot. Pour que notre planète reste habitable, nous devons réduire notre production et notre consommation. La décroissance que nous souhaitons n'est pas

synonyme de baisse du "niveau de vie", elle détermine de nouveaux indicateurs sociaux économiques et un juste partage des ressources.

L'Europe au coeur

Les écologistes se sont construits pour et avec l'Europe. Mais une Europe qui protège et qui unit, une Europe solidaire de la planète dans sa biodiversité, du progrès social et de l'harmonisation fiscale, une Europe des peuples. Nous serons présent-e-s aux élections européennes avec une liste écologiste.

Une écologie intersectionnelle de la convergence des luttes

Les oppressions sont imbriquées. L'intersectionnalité est au cœur de notre travail quotidien de mobilisation. Aux côtés des mouvements de justice sociale et environnementale désormais indissociables, notre rôle est de défendre le lien des luttes tiers-mondistes, pacifistes, antiracistes et contre l'antisémitisme, féministes, animalistes, LGBTQIAP+, antivalidistes. Face à la montée de l'extrême droite, nous avons à combattre l'intolérance, la haine et le rejet de l'autre. Nous devons être au rendez-vous historique des 40 ans de la marche pour l'égalité contre le racisme.

Promouvons un écoféminisme populaire sur tous les territoires, qui prenne en compte les revendications des femmes de tous les horizons, des villes et

de la ruralité, des quartiers populaires et des outre-mers.

Rééquilibrer et renforcer l'égalité entre les territoires

La France souffre d'inégalités territoriales majeures et certains territoires sont abandonnés de l'État et des services publics. Portons l'égalité territoriale grâce à une fiscalité réellement redistributive à destination des collectivités locales.

L'humain et les droits fondamentaux au cœur de la politique de sécurité

Nous assumons une écologie qui s'empare de l'ensemble des sujets régaliens et apporte des réponses concrètes. Notre approche de la justice, de la police et du maintien de l'ordre ne peut se satisfaire de la politique du chiffre et des opérations "coup de poing".

Aujourd'hui les liens entre la population et la police sont distendus et l'État de droit et nos libertés fondamentales sont affaiblis, sans fournir plus de sécurité. Il faut remettre des moyens humains pour la prévention, la sanction et la réparation. Les moyens de la police et de la justice, notamment pour lutter contre les violences sexuelles et sexistes doivent être renforcés.

La singularité de l'écologie politique comme stratégie

Dans sa construction et dans son histoire, notre mouvement a toujours été une force singulière et autonome dans sa pensée. Il faut réaffirmer la centralité de l'écologie politique qui a bâti nos succès électoraux, notamment lors des municipales de 2020. Dans ce contexte, la NUPES, coalition qui nous a permis d'avoir un groupe de dé-

puté-e à l'Assemblée nationale, doit être un cadre d'échange et de réflexion qui respecte l'autonomie de ses composantes.

NOUS TRANSFORMER PAR DES ÉTATS GÉNÉRAUX !

Entre notre succès en 2019 et les résultats électoraux récents, entre l'unité acquise hier et la désunion aujourd'hui, on ne peut pas s'économiser le luxe d'un bilan. Pour réformer la gouvernance du mouvement, nous avons besoin d'une concertation démocratique, c'est l'espoir que le deuxième référendum d'initiative militante porte.

Vite, des États généraux de l'écologie politique !

Pour nous dépasser, organisons les États généraux de l'écologie politique. Dedans-dehors, co-construisons avec toutes les bonnes volontés en partant du terrain. Cette rencontre permettra de faire corps avec la société, le vivant et le climat, en totale opposition à l'imaginaire prégnant de l'extrême-droite.

Un nouveau mouvement écologique

Ces États généraux doivent permettre de proposer une nouvelle organisation décidée de façon inclusive par des débats décentralisés. Notre projet collectif doit s'imprégner de la société. Reprenons le contrôle du temps médiatique. L'urgence est là mais il faut savoir parfois reculer pour mieux sauter. Chaque étape sera une opportunité pour susciter l'adhésion populaire.

NOTRE ÉCOLOGIE SERA POPULAIRE OU NE SERA PAS

Les plus riches se moquent de l'écologie parce qu'ils organiseront toujours les moyens de leur survie. Les holdings qui ne connaissent pas les frontières s'accroissent de l'effacement des côtes par la montée des eaux. Il en va de même pour l'augmentation des prix de l'énergie.

Pour un discours écolo plus simple et rassembleur

Comment sensibiliser efficacement une majorité de nos concitoyens et faire de l'écologie une valeur centrale de notre politique ? En partant du quotidien de chacun-e, en quittant les sphères élitistes de notre discours. Adaptions notre langage et abandonnons les lubies d'une écologie qui ne se parle qu'à elle-même. L'interdit, la sanction et l'élitisme ne font pas un projet politique partagé.

C'est dans les territoires, avec l'ensemble des citoyen-ne-s, des habitant-e-s des quartiers populaires à ceux des campagnes, en passant par les Outre-Mers, oubliés de la République, à ceux des métropoles que nous trouverons le chemin du changement de mode de vie.

Faire de la place à de nouveaux visages

Si l'écologie politique ne renoue pas avec les territoires, elle disparaîtra avant les écosystèmes qu'elle veut sauver. Ouvrons les portes et les fenêtres ! Faisons élire des écologistes partout. Ni la gauche radicale, ni l'extrême-droite ne peuvent avoir le monopole de

la représentation de la ruralité et des quartiers populaires, des femmes, des jeunes ou personnes LGBTQIAP+. Des quotas pour les élections ? Le non cumulo y compris sur le temps pour favoriser le renouvellement ? Nous aurons ces exigences pour les prochaines élections afin d'améliorer sensiblement la réalité de notre démocratie représentative.

Redonnons le goût de l'engagement politique en faisant porter la voix écologiste par tou-te-s, y compris par les grands oublié-e-s de notre République de la commune à l'Europe.

Nous adapter pour que chacun-e puisse participer

L'enjeu est d'élargir le mouvement à l'ensemble de ces personnalités qui s'impliquent déjà dans nos rangs et qui sont constamment mises à l'écart des processus électoraux. Ainsi, pour qu'une mère de famille monoparentale puisse participer à notre mouvement politique, nous devons changer nos pratiques, ne serait-ce que dans les horaires dédiés aux réunions. Une partie du budget annuel de l'organisation doit permettre cette adaptation du mouvement à tous les profils.

Le fondement même de l'écologie populaire, c'est la transmission. EELV doit devenir un outil efficace et transmettre aux nouveaux et nouvelles adhérent-e-s nos fondamentaux, notre identité écologiste et la singularité de notre projet, ce qui est loin d'être le cas pour l'instant.

SOYONS LE TREMLIN D'UNE GÉNÉRATION DE RESPONSABLES POLITIQUES !

Plus de moyens pour la formation

La génération climat est une orpheline politique. Une majorité des jeunes de moins de 30 ans ne se rend pas aux urnes. Nous avons la responsabilité de leur redonner l'envie de changer le système.

Pour cela il faut remettre la convivialité, l'échange et l'éducation populaire au cœur du logiciel de notre organisation. Consacrons des moyens financiers et humains renforcés à un parcours d'accueil et de formation. Transmettons aux adhérent-e-s nos compétences opérationnelles et notre expérience des fondamentaux de l'écologie politique et du fonctionnement de nos institutions. Cela facilitera leur intégration et leur participation à la vie interne du mouvement. Pour proposer de nouveaux visages et des alternatives d'incarnation, poursuivons le développement de l'école des cadres EELV.

Enfin, amplifions nos relations avec les Jeunes écologistes, susceptibles de nous permettre d'accélérer le mouvement vers la transformation écologiste de notre société.

Une démocratie permanente

Les processus démocratiques dans notre organisation sont insuffisants. Il est urgent de proposer un cadre simplifié et efficace pour organiser la richesse des échanges et des débats. Nos outils numériques sont dépassés, il faut permettre à chaque militant-e de pouvoir rapidement interagir, proposer, voter avec un outil unique. Cette difficulté passée, la démocratie devient permanente. On propose, on débat, on vote. Cela à n'importe quel échelon. Cette dynamique permettra de gagner nombre de militants po-

litiques de diverses formations partenaires, déçus par les pratiques de leurs organisations respectives.

Cap sur les municipales !

Pour réussir la présidentielle, l'étape des municipales est essentielle. Nous devons d'ores et déjà nous y préparer. Dans cette optique, notre ambition est de former 40 000 personnes d'ici là, soit quatre fois plus qu'en 2020. En 2026 nous pourrions multiplier les campagnes municipales avec un renouvellement conséquent, fort d'un premier bilan de transition écologique dans les grandes métropoles.

Pour changer de république : L'élection présidentielle en ligne de mire

L'élection présidentielle de 2027 sera très différente de 2022. Le réchauffement climatique et l'effondrement de la biodiversité ont de plus en plus d'impacts concrets. Si nous mettons en œuvre une véritable éducation populaire de l'écologie, les politiques ultra-libérales seront très contestées, et nous pourrions nous battre contre la tentation mortifère du repli identitaire.

L'impréparation à la dernière élection présidentielle nous a fait perdre 4 ans. Désignons avant les élections municipales notre candidat-e. Et portons-la tout au long de l'année 2026 pour être en capacité de mettre en place la République écologique si nécessaire à la survie de notre planète.

Pour en savoir plus : archeecologie.fr

LES CANDIDAT-E-S AU BUREAU EXÉCUTIF

01 · Hélène HARDY	Nord-Pas-de-Calais
02 · Mouloud REZOUALI	PACA
03 · Anne SOUYRIS	Île-de-France
04 · Bocar NIANE	Île-de-France
05 · Claire MONOD	Île-de-France
06 · Romain ZAVALLONE	Île-de-France
07 · Nathalie MORAND	PACA
08 · Axel DUMONT	Île-de-France
09 · Sarah BOURSIER	PACA
10 · Frédéric KALFON	Languedoc-Roussillon
11 · Rachel SAVIN-PUGET	Normandie
12 · Jean-Pierre CERVANTES	PACA
13 · Chaidati SOIHILI	PACA
14 · Valentin ANDRY	Bourgogne
15 · Alice BRAUNS	Normandie

HÉLÈNE HARDY - Villeneuve d'Ascq - 59

Engagée dans l'accompagnement des demandeurs d'emploi, militante de quartier à la CLCV et dans un centre social, écologiste aux amis de la terre puis chez les verts, ex-SR EELV NPDC, membre du BE, co-déléguée élections et relations avec partis politiques.

MOULOUDE REZAOULIA - Avignon - 84

Ex sapeur-pompier professionnel. Conseiller municipal et interco d'Avignon. Je lutte pour la reconnaissance citoyenne des plus fragiles, pour

une écologie populaire proche du quotidien, Le bien vivre ne doit jamais devenir un privilège.

Anne SOUYRIS Paris - 75

La santé environnementale au cœur des quartiers populaires. Journaliste puis enseignante, je m'engage pour les droits des malades du sida, des sans-papiers, des plus précaires. Depuis 2017 je suis maire adjointe de Paris à la santé, la lutte contre les pollutions & la réduction des risques.

Bocar NIANE Saint-Ouen - 93

43 ans - Cadre territorial et enseignant en lycée professionnel. Engagé depuis plus de 20 ans dans le département de la Seine-Saint-Denis Je milite pour plus d'équité et de justice sociale en faveur des habitants des quartiers populaires.

Claire MONOD Paris - 75

Est militante écologiste à Paris 13^e, Conseillère régionale en IDF (2010-15 puis 2017-20). Elle a contribué en tant que Coordinatrice Nationale de Génération-s (2018- 2020) au rassemblement du pôle écologiste. Elle est architecte et urbaniste, mère de trois enfants et dirige la revue Propos.

Romain ZAVALLONE Ivry-sur-Seine - 94

36 ans - Adhérent d'Ivry (94) depuis 2012, élu en charge des déchets 2014-2020, opposant au projet de super incinérateur.

Animaliste vegan, cofondateur de la com. condition animale. Ingénieur urbaniste au ministère de l'écologie. Master écologie, sociologie et agriculture durable.

NATHALIE MORAND Marseille - 13

Enseignante en lettres classiques, actuelle porte-parole régionale EELV, "Notre famille politique doit se réinventer. Nous devons nous tourner vers une écologie plus populaire et, plutôt que de chercher les colères, montrer qu'un mode de vie résilient et solidaire est possible."

Axel DUMONT Fresnes - 94

23 ans - Urbaniste-Géographe, Resp. de la Commission Habitat-Urbanisme. « Il est temps d'être à la hauteur de la situation. Face au déluge, d'avoir un discours fort, clair et compréhensible. Il est temps d'être à l'image de celles et ceux que nous voulons représenter. Il est temps de faire passer ma génération de la rue à l'hémicycle.»

Sarah BOURSIER Ondres - 40

Pays Basque. Co-responsable de la commission immigration. Je milite pour les droits fondamentaux, le respect de tous et la dignité humaine contre les injustices sociales et institutionnelles. Je défends le fédéralisme, l'équité des territoires et une écologie politique pour tous

Fred KALFON La Vernarède - 30

Est engagé, à EELV depuis 2009, dans les combats politiques de l'écologie, locaux et européens (DIEM25). Il est adhérent dans les Cévennes, membre du CPR LR et de la coordination départementale du Gard. Il est direc-

teur de création et consultant en éco-conception et co-dirige la Revue Propos pour une République écologique.

Rachel SAVIN PUGET Caen - 14

Économiste, ancienne journaliste et cheffe d'entreprise. Je défends la décroissance juste et les approches globales de santé comme « Une seule Santé » car environnement, santé et économie sont intimement liés. Je suis une militante féministe particulièrement attachée aux droits sexuels et de santé reproductive.

Jean-Pierre CERVANTES Avignon - 84

Conseiller municipal et interco. d'Avignon. Membre du BER de PACA. Je suis ingénieur diplômé INSA à la retraite, j'ai fait ma carrière aux Pays-Bas en tant que fonctionnaire européen, ex-président d'un syndicat européen. J'ai 64 ans, marié, 3 enfants.

CHAHIDATI SOIHILI Marseille - 13

46 ans - Contrôleuse toujours en activité à la sncf, 2e adjointe à la mairie du 15/16 de Marseille, en charge de la Solidarité, la lutte contre les exclusions et l'Écologie populaire. Femme, issue des quartiers populaires, cheminote depuis 22 ans, militante engagée, je veux me battre pour une écologie du réel, solidaire et populaire afin de lutter contre toutes les formes de discrimination.

Valentin ANDRY Auxerre - 89

40 ans - militant écologiste et musicien professionnel, j'ai rejoint EELV au printemps 2020 après vingt années d'engagements écologiques concrets. Intéressé notamment aux questions de cultures, d'éducation populaire et de sensibilisation

au vivant, je défends une écologie ambitieuse, positive et responsable qui permette la transition vers une république écologique indispensable.

Alice BRAUNS Grandville - 50

Franco-allemande, paysagiste-concepteur, je milite de longue date pour l'environnement et le climat. Par mon engagement politique je souhaite agir concrètement face à l'urgence climatique, environnementale, sociale et à celle du renouvellement démocratique nécessaire pour porter une politique écologique efficace.

LES SIGNATAIRES

AQUITAINE

BOURSIER Sarah · COLIN Hélène · DE SAINT DO Valérie · MOUTON Lucas · VILLETTE Marie-Annick

BOURGOGNE

ANDRY Valentin · BOUDERBALA SAKET Béchir · KOR Taoufik · LOTTEAU François · SISATTANA Gaëla

BRETAGNE

AUMERCIER Danielle

CORSE

CASALONGA Antoine · SANCHEZ Hélène

HORS DE FRANCE

MERLY Gregory

ÎLE-DE-FRANCE

ADILI ADILI Sami · ADROUG Kamr-Eddine · AIT GHEZALA Azedine · ALLEMAND Hélène · AMIMAR Nacime · AOMAR Iness · ATALLAH Marie · AZOUG Nadia · BACHIR Nawel · BAIGNERES Sidonie · BARRIER Alexandra · BELLAHMER Saadia · BEN-MOHAMED Khaled · BOUDERBALA Imene · BOUGRAB Sarah · BOUMEDIENE THIERY Alima · BOURIACHI Céline · BOURIACHI Marie-Sol · BOUTAULT Jacques · BOUZIRI Camille · BOUZOUMMITA Amina · BRELY Sylvie · BUREAU Hélène · CAMARA Boye · CAPACES Jérémy · CASAS Yamila · CAUCHOIS Didier · CAUCHOIS Sandrine · CHABOUD Jérôme · CHABOUD Josy · CHAILLEUX Maximilien · CHALLAL Hamid · CHALLAL Madjid · CHALLAL Mounir · CHAMPARE Noémie · CHAMPION Christian · CHARGARI Fanny · CILIA Chloé · CLAIRIERE Hanna · CLERWALL Ulf · CONTASSOT Yves · DAENINCK Sylvie · DEFFAIRI SAISSAC Dina · DELANDHUYSCASCARRA Tiffany · DELARUELLE Anne-Marie · DELAS Manuel · DELOFFRE Martine · DEMBELE Lassana · DUBOIS Rahiba · DUBREUCQ

Emilie · DUMONT Axel · DUMONT Jérémy · EL BADI Ramzi · FRADET Rolland · GALINE Stéphane · GALLOIS Philippe · GBAHI Serge · GOLDSPIEGEL Eric · GOURARI Reda · GUERMOUCHE Dalila · GUIOT François · GUSTAVE Steevy · HAMDAROU Faical · HAMROUN Ouassila · HEDDA Abdellatif · HEDDA Naima · HEDDA Rania · HEMMA Katia · HORSFALL Dawari · IHADJADENE Faiza · IHADJADENE Kahina · ISSAOUI Ramzi · JALIER Vincent · JASIENSKI Morgan · JUIN Sylvain · JULY Nathalie · KHERROUBI Yousra · KLEICHE Abdessalam · KODASSE Samy · LARCHER Stéphane · LAURENT Pierre · LAZARO Céline · LE GENDRE Cyril · LEBRANCHU Martine · LEPLAIDEUR Sébastien · LEQUEUX Typhaine · LOE MIE Brice · LOEGEL Jean-Jacques · LOYRETTE Claire · MAKADJI Maye · MEHTAR Ihsane · MENAI Amel · MENAI Habib · MENDY Jacques · MENDY Laurent · MONLOUIS Olivier · MONOD Claire · MUSQUIN Mathieu · NAICH Abdelghani · NAICH Driss · NAICH Mokhtar · NAMOUNE Wissam · NEGROBAR Christelle · NIAKATE Sadio · NIANE Bocar · NIANE Mariame · NIANE Opa · NOTARO Bruno · ORPHELIN Francois · OUAMMI Elhossin · PARMONTIER Sylvie · PASTEAU Cyril · PELTAN Christophe · PERDRIA Kelly · PIOVESAN Lou · PROUCHANDY Béatrice · PUECHBERTY Christelle · PUECHBERTY Quentin · REMONDEAU Tony · RIVIER Emmanuelle · ROGER Philippe · ROUFFIO Tom · RUDIN Mirjam · SACKO Niakale · SAINT AMAN Frantz · SALHI Malika · SALHI Mohamed · SOUYRIS Anne · TANQUELLE Hélène · TOUNKARA Demba · TURLEPIN Jean-Bernard · TURLEPIN Katy · VANDELDE Emy · VLASSOVA Ekaterina · YAFFA Maimouna · ZAVALLONE Romain · ZHANI Samir · ZIATA Fatima

LANGUEDOC-ROUSSILLON

CHANDESRISS Marie- Cécile · CORMARY Albert · DECEUNINCK Benjamin · FOREST Patrick · GILHODEZ Sylvie ·

GILHODEZ Thierry · HARDY Pierre · KALFON Frédéric · MORLOT Lydia · REZNIK Claude · VARVOGLY Marianne

LORRAINE

BELLUCO Raphael · BILLON Serge · BILLIARD Emmanuelle · ROYER Noé

MIDI-PYRÉNÉES

TAREAU Claire

NORD-PAS-DE-CALAIS

DELLI Karima · HARDY Hélène

NORMANDIE

BRAUNS Alice · DELBEQUE Xavier · DUPUIS Gwenael · DUVAL Françoise · LANGRIS Michel · LE PEN Corentin · LE PEN Pierre · PUGET Frédéric · SAVIN-PUGET Rachel · SIMON Brigitte

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

ALLEL Marina · ALLEL Samir · ALLOUCHE Simon · AZZAOUI Naouel · AZZAOUI Nora · BACON Gabin · BADJI Sabah · BAILLE Jérôme · BALI Slimane · BECQUET Romain · BELKAID Fadwa · BELLUCCI David · BENAKKA Nassira · BENAKKA Rachid · BENAKKA Saïd · BISSANE Floriane · BOUAKSA Hakim · BOUTINOT Aïcha · BRISSAUD-COUSTON Stéphane · CERVANTES Cédric · CERVANTES Jean-Pierre · CERVANTES Marie-Louise · CUSCUSA CERVANTES Céline · DAHMANE Alima · DEFRAANCE Guy · DEMEULENAERE Eva · DJEZZAR Ibtissem-Nora · DJEZZAR Souhila · CHAHRAZAD · DUTERTRY Stéphane · EL AZZOUDI Faïza · EL JAZOULI Akila · ELRHARBAYE Didier · FASSI-FIHRI Hicham · GALLAVARDIN Pierre · GASMI Saber · GEYER Amanda · GEYER Rayane · GILHODES Bernard · GRAILLAT Chaama · GUILLIEN Frédéric · JUSTE Christine · KAZMANE Florent · KOUIDER Karima · LAMCHACHTI Nordine · LEBRUN Léo · LEROUX Nadège · LONG Christine ·

MAHJOUB Saiefeddine · MAUGER Eric ·
MEILHAC Anne · MENCHON Esther ·
MENCHON Hervé · MERIEN Florent ·
MERLO Alexandre · MESSAOUDI Larry ·
MINETTO André · MORAND Nathalie ·
MOSCATELLI Bruno · ONFRAY Luc ·
PETIT Giulia · PICARD Jean-Christophe ·
PIGNON Benjamin · POITEVIN Gaëtan ·
PRADIER Rémi · RAU Franck-Emmanuel ·
REZOUALI Mehdy · REZOUALI Mouloud ·
SIMONETTI Juliette · SIRBEN Nathalie ·

SOILIH CHAHIDATI · TIJAMI FARIDA ·
TIJAMI HADDOU · TIJAMI MEHDI · TIJAMI
MOUNIR · TIJAMI SOPHIA · TRISCARI
DENISE · VAUDRON YASMINA · VINCENT
STÉPHANE · VISSUZAINÉ ANTOINE ·
ZENBOUT HAKIM

POITOU-CHARENTES

BELLUCO Lisa · BLACHON François ·
BOURDILLEAU Ghislain · DAGERE

Didier · GUERIN Thierry · HERPIN Jean-
Luc · LAPP Karim · LEONARD Virginie ·
ROUSSEAU Cyril · TRIFILETTI Stéphane

RHÔNE-ALPES

FIGARD Martine · LAMOUR Elisabeth ·
THIOLLIERE Catherine

LA T.E.R.R.E., NOS LUTTES

TRANSMISSION · ÉCOFÉMINISME · RASSEMBLEMENT ·
RADICALITÉ · ÉMANCIPATION

Notre écologie est une écologie de luttes et de résistance : écoféministe et décoloniale. Elle se lève contre toutes les dominations et les exploitations du vivant, celles subies par les écosystèmes, par les travailleurs-ses, par les femmes, par les personnes racisées, les quartiers populaires et la ruralité, par les personnes handicapées, les sans-papiers...

Notre écologie est une écologie de rupture : contre le capitalisme, contre la société de surveillance et le séparatisme des ultras riches.

Notre écologie est une écologie radicale : aux côtés de celles et ceux qui luttent contre toutes les injustices, qu'elles soient sociales ou écologiques.

Notre écologie est une écologie de la relation et des solidarités : qui valorise le soin, la diversité, le dialogue et les coopérations.

La situation générale de notre planète s'est dégradée : accélération des effondrements, regain des tensions géopolitiques et des conflits entre États, guerre en Ukraine, crise alimentaire et énergétique, mobilisations populaires réprimées, faille de l'accueil de milliers de réfugié-es, poursuite du leurre productiviste-consumériste...

À cela s'ajoute en France la poussée de l'extrême-droite qui n'a jamais été aussi forte avec 89 député-es du RN à l'Assemblée nationale ! Ces derniers se nourrissent des iné-

galités sociales et territoriales, amplifiées par les gouvernements successifs.

Jamais notre pays n'a été aussi fracturé par la violence des rapports de classe. Les ménages les plus modestes, des zones rurales ou périurbaines, les Outremer, sont les premiers touchés par le dérèglement climatique et la montée de l'inflation.

Alors que ces enjeux légitiment le projet écologiste, nous ne sommes pourtant pas suffisamment audibles.

Nous ne parlons qu'aux mêmes groupes sociaux : des CSP+ principalement urbaines. Allons chercher la majorité de la population. De puissants mouvements se lèvent contre toutes les dominations : des marches climat aux Gilets Jaunes, des marches des fiertés aux luttes contre le racisme, du mouvement #metoo aux mobilisations sur la condition animale.

1 - FACE AUX EFFONDREMENTS : ASSUMONS LA RADICALITÉ DU PROJET ÉCOLOGISTE

Face aux urgences climatique, écologique, démocratique et sociale, le temps des petits pas est révolu.

Défendons un nouveau contrat social écologiste qui reconstruit et garantit les liens démocratiques et solidaires, en s'appuyant sur la coopération,

la sobriété, les décroissances, plutôt que sur la compétitivité. Un contrat qui donne à chacun-e les moyens de s'émanciper (revenu de base, éducation, formation).

Pour une société de l'égalité réelle

Les quelques gains obtenus ces dernières années ne suffisent plus : une révolution pour l'égalité réelle doit être amorcée.

Une République écologiste refuse le racisme systémique. Elle n'accepte pas la perpétuation de la culture du viol (environnement social permettant de normaliser et justifier les violences sexistes et sexuelles). Elle ne reste pas inactive face aux discriminations LGBTQIA+ qui engendrent un taux de suicide plus élevé que la moyenne. Elle refuse l'exclusion des personnes en situation de handicap, de sphères entières de notre société. Elle lutte contre la précarité et la pauvreté.

Construisons l'équité territoriale

Les politiques territoriales se sont structurées autour de l'attractivité économique.

Des territoires entiers ont été abandonnés et leurs citoyen-nés éloigné-es des services publics. Dans les territoires ultra-marins, ces problèmes sont décuplés. Les populations les plus marginalisées et discriminées en sont les premières victimes.

Actons les limites de la métropolisation et redynamisons les "territoires vécus" à partir des besoins des habitant-es et non à partir de découpages administratifs parfois absurdes.

Des espaces plus adaptés pour penser les stratégies de résilience possibles, comme le communalisme et les biorégions.

Construisons des coopérations justes entre Etats

Partons de nos réseaux écologistes européens et internationaux et fortifions la doctrine géopolitique écologiste. Les solutions aux crises multiples ne peuvent plus être simplement françaises. La mondialisation accélère les échanges inégalitaires entre le Nord et le Sud, exploite les hommes, les femmes et les ressources des pays dominés. Les guerres et les conflits se multiplient à travers le monde et amplifient la crise écologique.

Coordonnons nos forces, donnons corps au fédéralisme et renforçons l'Union européenne.

2 - VERS UN PARTI ALLIÉ DES LUTTES, UNE DÉMOCRATIE INTERNE RENOUVELÉE ET UNE FORMATION MILITANTE AMBITIEUSE

Nous retenons des débats sur les statuts, une envie forte de mieux nous organiser pour rendre notre parti plus démocratique, ouvert et fédéraliste.

Construire un parti à l'image de la société

Nous devons améliorer la représentativité dans notre parti. Instaurons un renouvellement par le non-cumul des

mandats internes et externes, y compris dans le temps. Diversifier les profils investis appelle à redonner une juste place aux motions. Introduisons des quotas de personnes tirées au sort dans nos instances.

Sanctuarisons la représentation des femmes par la parité en doublant aux postes à responsabilité, dont le secrétariat national.

Faisons d'EELV le premier parti des jeunes. Soyons à la hauteur de leurs colères et espoirs des jeunes générations. La représentativité n'advient pas spontanément. Allouons 1% du budget aux Jeunes Écologistes et renforçons la présence des 18-30 ans aux responsabilités internes et externes par des quotas.

Faire place aux mouvements sociaux

Travaillons l'accueil à travers de véritables stratégies d'adhésion qui permettent à la diversité de la société de trouver sa place chez EELV. Ce travail doit être associé à une modernisation de notre communication pour être mieux compris et mieux mobiliser. Beaucoup de nos membres sont présent-es en politique et dans les mouvements sociaux. Intégrons leurs mots dans notre récit collectif.

Faisons de la place aux quartiers populaires : ne parlons plus "à la place de" mais avec les personnes concernées. Changeons le regard imposé sur les quartiers populaires, contre les discours renvoyant en permanence leurs habitant-es à la violence, à la radicalisation, au séparatisme.

Portons un discours de réconciliation et de réparation avec l'Histoire de notre pays quant à l'esclavage et la colonisation. Soutenons les collectifs qui

existent dans les zones marginalisées.

Un parti qui applique ses idées à lui-même

Soyons fermes face à toutes les violences qui minent le fonctionnement de notre organisation. Renforçons les moyens de la cellule d'enquête sur le harcèlement et les violences sexistes et sexuelles. Visibilisons l'Observatoire de la parité et des pratiques.

Prenons au sérieux les enjeux de ressources humaines dans le mouvement, les élu-es internes et externes doivent être formé-es à devenir des employeur-ses.

Respectons et adaptions nos règles. Le Conseil fédéral doit retrouver son plein rôle d'initiative et de prise de décisions et devenir un réel lieu de débat. Pour cela, la fréquence de ses réunions peut être augmentée. Renforçons la collégialité du Bureau exécutif.

Revitalisons la démocratie interne. Consultons et informons plus souvent les adhérent-es. Faisons de leur vote la règle, pour les priorités du mouvement et les orientations programmatiques. Le développement du jugement majoritaire, permettant d'arbitrer entre diverses solutions et de choisir la plus consensuelle, est à privilégier. Un média interne ferait vivre ces discussions collectives.

Former, mobiliser et enrichir notre projet pour préparer l'avenir

Pour nous ouvrir, la formation est une priorité. Un parti ne peut se réduire à une entreprise électorale et de communication. Il doit être un lieu d'émancipation et d'éducation populaire.

Construisons une école militante de l'écologie politique. Celle-ci renforcera notre culture commune et accompagnera le parcours de personnes plus éloignées de la politique.

Diffusons nos idées grâce aux "Quinzaines de l'écologie". Choisissons régulièrement des thématiques qui feront l'objet de formations internes, de campagnes de mobilisation et de communication sur le terrain.

Renforçons les liens de notre mouvement avec le monde intellectuel, syndical et associatif en redynamisant le Conseil programmatique. Il doit être un lieu d'articulation entre ces mondes, le travail des commissions thématiques, et s'appuyer sur la Fondation de l'écologie politique. La diffusion et la vulgarisation de leurs travaux joueront un rôle-clé pour notre mouvement.

Faire reculer l'extrême-droite en prenant en compte les réalités des territoires

Mieux comprendre l'extrême-droite et ses moyens d'actions est essentiel pour construire une stratégie qui la fera reculer en France et en Europe.

Créons un réseau transpartisan, intersyndical et interassociatif de lutte contre l'extrême-droite. Cette coalition sera un front solide, soudé et capable de riposter face au RN et ses fausses informations, ainsi que face à la complaisance de la droite et de la Macronie.

3 - LA NUPES, UN OUTIL POUR ENRACINER NOS IDÉES ET GOUVERNER

Après de bons résultats aux dernières élections municipales et la victoire de listes de rassem-

blement conduites par des écologistes dans des grandes villes, nos scores aux régionales n'ont pas été à la hauteur.

Pire encore, avec un résultat en dessous de 5%, **l'échec de notre stratégie à la présidentielle est patent** : fiasco de la stratégie de l'autonomie, alors que de nombreux-euses électeur-trices souhaitaient un rassemblement des écologistes et des gauches, impréparation de la mobilisation, discours et positionnement inadaptés...

Nous n'avons pas tiré de bilan sérieux de cette séquence.

L'union, un espoir pour les citoyens

La désunion des écologistes et des gauches a favorisé la réélection du Président sortant et la progression de l'extrême-droite. Dans ce contexte, **la création de la NUPES pour les législatives constitue un fait politique majeur.** Alors que cela paraissait impossible, 13 jours ont suffi pour s'entendre sur un programme et des candidatures communes et permettre le retour d'un groupe écologiste à l'Assemblée nationale. L'accord a cependant été mis en œuvre de façon parfois descendante, au détriment de dynamiques locales.

Si les gauches n'ont pas toutes réalisé leur mutation écologique, la recherche obstinée de l'hégémonie à l'intérieur de cet espace nous a détourné de l'essentiel : **faire face à la logique prédatrice du capitalisme et à la tentation du repli nationaliste.**

Aujourd'hui, le rassemblement des forces émancipatrices représente un espoir et peut **permettre une alternative vic-**

torieuse dans 5 ans face aux dangers de l'extrême-droite.

La NUPES incarne à ce jour ce rassemblement et peut être un puissant levier d'action en **ancrant l'écologie à gauche, comme nous ancrons l'écologie dans la NUPES.** Mais, il reste fragile et ne doit pas se limiter à une coalition parlementaire.

Ce cadre de discussion permet de consolider les convergences et de clarifier les désaccords, tout en conservant notre autonomie.

Soyons à l'initiative

Ancrons la NUPES dans les territoires, quand cela est souhaité, en créant des assemblées locales en lien avec les mouvements citoyens.

Donnons corps au Parlement de la NUPES qui n'a pour le moment pas d'existence légitime et des modalités d'animation obscures. Cette instance devrait, comme les assemblées locales de la NUPES, être un lieu de délibération associant le monde politique aux différents mouvements sociaux.

La NUPES peut être le lieu d'une nouvelle alliance entre partis politiques, mouvements sociaux et citoyens.

C'est avec gravité face aux enjeux mais avec la joie de nous retrouver que **nous portons un projet de rupture** : radical, écoféministe, antiraciste, animaliste, internationaliste et européen.

Construisons ensemble une société d'émancipation collective !

Pour en savoir plus :
laterrenosluttes.fr

LES CANDIDAT·E·S AU BUREAU EXÉCUTIF

01 · Mélissa CAMARA	Nord-Pas-de-Calais
02 · Alain COULOMBEL	Savoie
03 · Christine LADRET	Pays de la Loire
04 · Quentin BERNIER GRAVAT	Île-de-France
05 · Raphaëlle RÉMY-LELEU	Île-de-France
06 · Ken IWASAKI	Centre-Val-de-Loire
07 · Aneth HEMBERT	Nord-Pas-de-Calais
08 · Mehdy BELABBAS	Languedoc-Roussillon
09 · Harmonie LECERF MEUNIER	Aquitaine
10 · Théo GARCIA BADIN	Île-de-France
11 · Bénédicte MONVILLE	Île-de-France
12 · Samuel SZYMANSKI	Île-de-France
13 · Alice CARRET	Midi-Pyrénées
14 · Maël RANNOU	Poitou-Charentes
15 · Raymonde PONCET	Auvergne-Rhône-Alpes

La situation internationale, l'exploitation effrénée de la nature, les silences face aux injustices et aux discriminations sont le terreau de l'ordre inégalitaire et écocide où nous vivons, et provoquent souffrances et désolation. Pour répondre à ces défis, nous vous proposons un collectif pluriel, issu de plusieurs traditions militantes, alliant différentes générations et parcours. Nous revendiquons une écologie politique de rupture et portons un projet de transformation pour notre parti.

Mélissa CAMARA

Je suis conseillère municipale et métropolitaine lilloise, militante féministe et pour les droits LGBTQIA+. Mon engagement écologiste s'ancre dans les mouvements pour la justice environnementale liant dégradation de nos écosystèmes et discriminations systémiques.

Alain COULOMBEL

Après trois ans comme porte-parole, je défends une écologie de combat, face aux effondrements rendant la Terre inhabitable. Une écologie ouverte à tous les mouvements sociaux, sur tous les territoires, prenant pleinement sa place dans la NUPES.

Christine LADRET

Je suis conseillère fédérale, membre du comité de suivi statutaire et du Bureau Exécutif Régional en Pays de la Loire où je me suis fortement investie dans la refondation d'EELV. J'ai deux amours - la Terre et la Justice - et une boussole, l'Écologie Politique.

Quentin BERNIER-GRAVAT

Je suis élu d'opposition à Vincennes et ancien co-secrétaire fédéral des Jeunes Écologistes. C'est la conviction que seul le projet écologiste est en capacité d'offrir un récit fédérateur et porteur d'espoir, notamment pour les jeunes générations, qui est à la source de mon engagement.

Raphaëlle RÉMY-LELEU

Militante écologiste, féministe, syndicale, antifasciste... Ecofé-

ministre en somme ! J'ai découvert EELV comme mouvement allié avant de devenir Conseillère de Paris. Alors que nous sommes à la croisée des chemins, je veux mettre toute ma force et mon expertise au service de la protection du vivant.

Ken IWASAKI

J'ai 35 ans, et je suis en recherche d'emploi. Issu de l'immigration ouvrière des Trente Glorieuses, j'ai milité tant dans les syndicats que dans les partis politiques. Je suis engagé pour une écologie populaire, le partage des richesses, et la lutte contre le racisme et les discriminations.

Апeтн HEMBERT

Militante alliée des luttes, ex co-secrétaire fédérale des Jeunes Écologistes, j'ai co-créé La Relève pour que la génération climat ait toute sa place dans notre parti. Après des campagnes, comme pour le RSA aux -25ans, je militerai pour une stratégie efficace pour faire reculer l'extrême droite.

Мeнды BELABBAS

Militant engagé dans les combats des quartiers populaires, j'ai rejoint les écologistes en 2010. Éducateur de profession, j'ai également été adjoint au maire d'Ivry sur Seine et secrétaire départemental du Val de Marne. Attaché à nos valeurs, je

les défendrai avec constance et conviction.

Harmonie LECERF MEUNIER

Je suis adjointe au maire de Bordeaux en charge de l'accès aux droits, des solidarités et des seniors. Je suis aussi une militante engagée sur les questions de justice sociale, de droits des personnes migrantes et de la lutte contre le sans-abrisme.

Théo GARCIA BADIN

Âgé de 31 ans, j'ai grandi en Normandie dans une ville ouvrière et une cité des hauts de Rouen. Ancien secrétaire fédéral des Jeunes Écologistes, j'ai également été responsable de la commission Économie, Social et Services publics d'EELV.

Bénédicte MONVILLE

Je m'engage pour une écologie populaire, féministe et antiraciste. Élu(e) écologiste d'une ville et agglomération francilienne et originaire de la Martinique, je milite contre les inégalités et des politiques néocoloniales climaticides contradictoires avec la pérennité de notre société.

Samuel SZYMANSKI

Activiste Canopée et Antinuclear, militant Greenpeace et EELV, décroissant convaincu, je milite pour un nouveau contrat

social. Membre du Conseil Fédéral, et du Bureau Exécutif Régional d'Île de France sur la Démocratie Interne, je porterai les orientations de notre motion avec conviction.

Alice CARRET

Je suis co-secrétaire régionale d'EELV Midi-Pyrénées et ex-membre du bureau et de la Team Bienveillance des Jeunes Écologistes. Je milite pour une écologie sociale et pour que chaque personne trouve sa place à travers le partage et la transmission des compétences.

Maël RANNOU

J'ai 33 ans, je suis bibliothécaire, auteur, et je vis à Angoulême. Je suis membre d'EELV depuis 2009 et conseiller fédéral. Mon engagement depuis dix ans en Mayenne m'a confirmé que la ruralité est bien plus innovante que son image. Je suis passionné par les questions de culture et de démocratie.

Raymonde PONCET

Sénatrice du Rhône, Vice Présidente de la Commission Affaires Sociales et santé, je me définis comme éco-syndicaliste venue à l'écologie politique par le social. Mon mandat est empreint d'énergie, d'humanisme et de nos combats pour la justice climatique et sociale.

LES SIGNATAIRES

ALSACE

CLERC Antony · DRACH Alain · HEAP Thomas

AQUITAINE

ALBERTI Enzo · COLSAET Alice (dit-e Sacha) · DEPIERRE · MARTIN Danielle · ESTEBAN Mixel · FABRE Denis · GARCIA Alain · GRAMAGLIA Lilou · LECERF MEUNIER Harmonie · LUNG Rémi · MARTY Anne · NOEL Jacques · PETITJEAN Patrick · SAUT Olivier

BOURGOGNE

BAZEROLE Edwige · BEAUCHER Romain

BRETAGNE

ANDRE Glenn · BAS Axel · BERNARD Mikaël · BORVON Serge · CARLIER Guénolet · CHALINE Nathalie · COCHET Yves · DANIEL Brice · DUMANS Nicolas · FLOCH Marianne · FORGET Michel · GOATER Jean-Marie · GUEZENNEC Pierre · JUPIN Simon · LE DIZES Patrice · MOY Jonathan · PARENT Lily · PIERSON Pascal · PIOUS Laurence · POUPET Sylvie · ROUYER Michel · SALAÜN-GOURLAOUEN Rosalie · TANG Maria · TERRAL Paul · TONDEREAU Edouard

CENTRE-VAL DE LOIRE

BEAUGENDRE Eric · BENOIT HERNANDEZ Solène · BENOIT-MARQUIE François · BONGARD Maxime · CHARVET Jean-Baptiste · COEUR Bruno · DEGUET Gilles · ESPOUY Saffran · ESTRADE Evelyne · HAAS Betsabee · IWASAKI Ken · LE COROLLER Gaël · LIGUORI Rémi · MENANT-FERNANDEZ Candice · MENOU Hélène · PETIT Noé · PETIT-MAHBAZ Sofian · RIMBERT Clémentine · ROY Alexis · VALTRID Marie-Françoise

CHAMPAGNE-ARDENNE

EL HACHIMI Sarah · JONET Luc · VERVONDEL-GAULGUET Monique

FRANCHE-COMTÉ

GUYONNET Corinne · LANDRY Martine · THOMAS Marie-Claire

HORS DE FRANCE

BARTHELEMY Lordon · BOULLENGER Garance · COLOMER Chloé · DUBROCA-VOISIN Capucine-Marin · HABBAL Omar · HOBALLAH Leila · LAMBERT Manuel · LAVERGNE Cécile · LE MOAL Héloïse · MARTINEZ Sabine · MINVIELLE Charlotte · ORSIER Rémi · PESCHELT Florian · SUPIOT Frédéric · VAZEILLE Rémi · ZUCCO Frédéric

ÎLE-DE-FRANCE

AFANYAN POULHAZAN Cécile · AIOUTZ-LEFEBVRE Renaud · AMARA Sihem · AMELLA Pierrick · ARMAROLI Enzo · BAKLOUTI Fanny · BALL Benjamin · BANMEYER Mischa · BARRO Vivien · BARTOLI Sébastien · BEAL Arthur · BENARD Gilles · BENTALEB Ratiba · BENTALEB Nassima · BERNARD Stéphane · BERNIER-GRAVAT Quentin · BOCK Michel · BORGETTO Camille · BOUCHARD Cécile · BOUGY Tymothée · BOULANGER-REIJNEN Claude · BOUMENDIL Nathan · BOUSQUET Léo · BRASSART Adam · BRIDJA Hakim · BROUDER Christian · BRUN Thomas · BRUNEL Hector · BUISSON Jacques · CAILLAUD Guillaume · CAPORAL Chrysis · CLAIRIÈRE Hanna · CLERGET Etienne · CLERGET Linda · CLUZEAU Philippe · COHEN Frédéric · COLINE Gérard · COTTINET Thomas · DARBOIS Fabien · DIETRICH Christophe · DORE William · DREMIERE Rafael · DUMONT Sarah · DUPONT Nathan · DUPUIS Aurélie · DURU Patrick · DUTOIT Dominique · EKRA Jean · FOURNIE Lucie · FOURNIER Alain · FOURNIER Danielle · FUTINO Marianne · GADRAT Benjamin · GAGNARD-TREZEGUET (VOLTA) Marie · GARCIA-BADIN Théo · GAUTHIEROT Kenzy · GAUTIER Alizée · GAUVAIN Axel · GERLAND Romain · GLEIZES Jérôme · GODFROY Anne-Sophie · GOUZERH Denis · GOUZI Juliette · GROVER Claire · GUILLERME Elodie · HAMON William · HERVE Nicolas · HIFI Assia · HUPEL Jean-Marie · JACQUIER Kristel · JEAN Betty · JEANNE Thomas · JENNANE Karim · JOUVE Nicolas · JOXE Cécilia · KÉRAMANE Nabila · L'HENORET Solène · LABERTRANDIE Lydia · LACHENAL Jean-Baptiste · LACOUR Arthur · LAFAILLE

Jean-Noël · LAHMER Annie · LEBREF Pierre · LENTAIGNE · Marie-Geneviève · LEROY Robin · LESVENAN Lucie · LIPIETZ Alain · MALLET-ERRAUD Emrys · MANGIANTE Claire · MANTE Philippe · MARTIN Raphaëlle · MARTIN Vinciane · MARTINET Simon · MARTINET Xander · MATA Jean · MAUREL Jean-Paul · MAZIANE Sophie · MBANZA David · MECENE Florent · MERLIN Charles · MILLOT Patricia · MONVILLE Bénédicte · MOUHALI Waleed · MOUKAGNI Sandrine · MOULIN Frédéric · PAGNAC Elisabeth · PAPY Claire · PARIS Jule · PARIS Joëlle · PARVEAU Matthias · PAUL Galia · PAYET Jean-Bastien · PELTIER-SENE Lucas · PODESTA Gwenaël · PORTE Matthieu · PRADOUX Annie · QUELAIN Grégoire · RACCAT Roméo · RAËR Lydie · RANNOU Gwendal · RÉMY-LELEU Raphaëlle · RICHON Claude · ROUSSEAU Sandrine · ROUYAR Mickaël · SAUVAGE Josette · SCOTT Mathieu · SERNE Pierre · SIMON Vincent · SPEISSER Claire-Lise · STUBBS Liam · SZYMANSKI Samuel · THUILLIER Gilles · VALLEE Shahin · VICHERAT Philippe · VINCENT-MOKHTARI Valentin

LANGUEDOC-ROUSSILLON

ALAMARTINE Françoise · BELABBAS Mehdy · CHARDONNEAU Dominique · DAILLAN Hugo · DANGERFIELD Isabelle · DE SMET Sylvain · ENGEL Claire · FOURNIER Céline · HOUHOU Leïla · LECONTE Nicolas · LONGHI Ghislaine · MARAIS David · MARRAS Maud · MERCIER Marie-Pierre · QUENISSET Anne-Marie · SALENGROS Florian · STOEBER Pierre

LIMOUSIN

PUYMÉRAIL Frédérique

LORRAINE

DIAZ Hadrien · MARCHETTI Denis

MIDI-PYRÉNÉES

APPOURCHAUX Krystèle · BARRAUD Louise · BENOIT-MARQUIE Emmanuel · CARRET Alice · CHIOCCA Marie · CLEMENT-BOLLEE Olivier · FAILLETTAZ Marine · GAUCI Marc · HANDSCHUTTER

Sophie · HEYRAUD Jean-Claude · ISARD Zéphyr · LACAZE Jean-Marie · LE GOANVIC Philippe · LEICK-JONARD Manuel · MAHY Kavout · MARTINEZ Mickaël · NEGRINI Raphaël · PAVAUX Malik · RANTET Dominique · REY Francine · ROD Didier-Claude · VALADE Christian

NORD-PAS-DE-CALAIS

AL DANDACHI Maroin · BECHROURI Said · BOCQUET Stéphanie · BOURGOUIN Mehdi · CAMARA Méliissa · DUCOURANT Emilie · FAUCON Laurent · FAUCON Titouan · FAYEULLE Hélène · FESSY Guillemette · HEMBERT Aneth · HUVIG Jules · JACQUEMOT Aurore · KHELLAF Sabrina · LEROY Joffrey · LOUBES Olivier · MIKOLAJCZAK Anne · OMONT Quentin · RIGAUT Jeanne · SANTHUNE Myriam · SAULNEROND Bertrand · SEGARD Philippe · SEGARD Chantal · SILORET Martin · SOUFAL Fayçal · VELAZQUEZ Sabine · VILAIN Xavier · WILLIEZ Jérémy

NORMANDIE

BÖRNER Sophie · BRISSET Mina · BUSSIERE Cécile · CHAPALAIN Edwige · CHAPALAIN Didier · CHAPARRO Juan-Felipe · CHESNET Didier · CHOPARD Enora · DOUBLET Gérard · GRUENAIIS Alain · HAMON Michel · HENRY Guillaume · IVANOVA Anna · KETLER David · LANCRY Jean-Pierre · LE MAULF Noëlle · LECERF Thierry · MAFFI ZANCATO Flora · RISTIC Pierre · RODRIGUEZ FERNANDEZ Martina · SOTTON Alain · TRAORE Aurélie · VINOT Marine · WAGENER Albin

PAYS DE LA LOIRE

ALLAIN Patrick · ALLAIRE Marie-Elisabeth · BENET Guillaume · BLOUIN Guy · BREUGAT-VALPREDA Pierre · CASSIN Axel · DUGUÉ Clément · ESTAY Danielle · ESTAY Gaëlle · GOMARD Jacky · HAURAY Colette · HAURAY Jean-Claude · LACHAMBRE Christelle · LE FOLL Alban · MESLE Patrick · MESPOULEDE Swann · NICOLAS François · PEYSSON Bernard · THIERY Pauline · TOUCHE Thierry · TRICHET-ALLAIRE Sarah

PAYS DE SAVOIE

BESSEAS Franck · COLLINET Annie · COULOMBEL Alain · HUYOT Thierry · JOYEUX Benjamin · KRUT Philippe · MONNIER Pierre · ROTH Cécile

PICARDIE

ANDOLFATTO Aymerick · HAMELIN Idaline · HERMEL Sandrine

POITOU-CHARENTES

AMEAUME Antoine · RANNOU Maël

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

ABOUDI AUMJAUD Gilles · BAUSSON Jean-Pierre · BERNILLON Sophie · BOUDEMIA Karim · CHARRIER Laetitia · CORONADO Sergio · FAUVARQUE Stéphanie · GALDO Magali · HALLY Jeanne · HERMITTE Claude · KHOUBBAZ-HARL Sarah · LUIS Brigitte · LUQUAND Jean-Pierre · MATHURIN

Catherine · MEUNIER Jeanne · RENAUDIN Michel · ROSSO Romain · RUPNIK Alexandre · TABBAGH Etienne

RHÔNE-ALPES

BOMBRUN Patrick · BONNEFIN Brigitte · BRUN Antoine · CABOT Marie-Agnès · CEROSKY Léo · CHOLLAT Chloë · COLIN Claude · COLIN Jean-François · DE LARMINAT Emmanuel · DEPLANCKE Didier · DESSEIGNE Lucile · DUMAS Loris · DUPONT Thomas · FAVARON Clément · GARNIER Christine · GARNIER Marc · GATCHUESI FEQUENG Vivien · GILIOI Claire · GIRARDOT Thierry · GORÉE Catherine · GUERIN Monique · HENRY Marie-Françoise · MASERA Cécile · MECKLENBURG Samuel · MERVILLE Audrey · MICHEL Arthur · MOREIRA Véronique · MOUQUET Virgile · PECOURT Sophie · PETIT Patrick · PONCET Raymonde · RAPHEL Dominique · ROCHE Annie · ROGER Batiste · VACHER Maxime · VOISIN Alexandre · WILSON Michel · ZINCK Rémi

RÉBELLION ! CONSTRUCTION

Conscient-e-s des enjeux pour un demain vivable et désirable pour toutes et tous, nous faisons le choix aujourd'hui de vous proposer une autre voie pour continuer à défendre face à l'urgence une autre vision de l'écologie politique.

Nous y sommes ! Crises alimentaires, crises sanitaires, crises énergétiques, crises sociales, crises environnementales, crises démocratiques...

Nous y sommes ! Des bouleversements majeurs impactent l'environnement et les humain-e-s en raison notamment du dérèglement climatique et de l'extinction de nombreuses espèces vivantes. La croissance économique est mortifère. Le capitalisme et le productivisme, et leur mode d'exploitation du vivant et des écosystèmes, participent à la chute de l'humanité.

Nous y sommes ! 89 député-e-s lepénistes à l'Assemblée nationale. La défiance populaire face aux institutions et aux politicien-ne-s perçu-e-s comme soutenant voire profitant du système et ne portant pas la parole du peuple, contribue à la poussée des extrêmes droites.

Nous y sommes ! La présidentielle et les législatives montrent un éclatement du paysage électoral. L'abstention exponentielle et le désintérêt pour les élections montrent que beaucoup ne croient plus à un changement possible par le

seul bulletin de vote. Les jeunes ne votent pas.

Nous y sommes ! La primaire écologiste a montré un désir de politique autrement et de radicalité autour de luttes nouvelles émergentes qui se rassemblent par des actions de désobéissances civiles face à l'urgence climatique.

Nous y sommes ! Notre stratégie à la présidentielle, celle de la primaire populaire et du Pôle écolo ont échoué. Notre message est apparu terne et soumis aux courants dominants.

Nous y sommes ! Le rebond des législatives grâce à la NUPÉS. 23 écologistes élu-e-s, un groupe écologiste et la NUPÉS devenue la principale force d'opposition à l'Assemblée.

Nous y sommes ! La seule option capable d'amortir les effets des effondrements à venir est de changer radicalement de modèle, de nous dépasser, de nous métamorphoser et de composer avec la nature !

Il est de notre responsabilité de :

**RETROUVER LA
RADICALITÉ
ET LA SOBRIÉTÉ
DU PROJET
ÉCOLOGISTE**

Notre écologie est une écologie qui prend soin de la vie sur terre et n'est pas là pour dominer la nature. Elle observe et accompagne la complexité du milieu végétal et du monde animal, terrestre comme marin.

Notre écologie est une écologie des libertés, porteuse d'émancipation, d'écoféminisme, d'entraide, de tolérance, de lutte contre toute forme de dominations, de défense des minorités, d'union, de radicalité, de territoires, de biorégions et de régionalisme, de communalisme et d'internationalisme, de pacifisme, de lutte contre le nucléaire, de post-croissance, de sobriété, de lien avec le monde animal, de résistance et de résilience contre les effondrements et le consumérisme, de culture partagée, d'arts, de spiritualité, d'éthique qui nous élèvent et nous rassemblent, qui fondent la puissance de nos idées.

Notre écologie est une écologie qui valorise le soin, le bien-être, la diversité, le dialogue, la relation, la coopération.

Notre écologie est une écologie qui soutient une agriculture de proximité, respectueuse des espaces et de la biodiversité pour l'alimentation saine de toutes et tous.

Notre écologie est une écologie de la transition énergétique pour à la fois lutter contre le changement climatique et contre le nucléaire. Sobriété,

efficacité, renouvelables, lutte contre la précarité énergétique sont les seules voies possibles.

Notre écologie est une écologie qui s'inspire des solidarités qui s'inventent sur les territoires relégués.

Notre écologie est une écologie des territoires. Dans les périphéries urbaines, les territoires ruraux, périurbains et mêmes les petites villes, dans les territoires ultra-marins, les citoyen-ne-s sont abandonné-es : services publics détruits ou numérisés, écoles en sursis, transports en commun inexistantes, déserts médicaux... Il nous faut dé-métropoliser et redynamiser sur des espaces plus adaptés pour penser les stratégies de résilience indispensables, le communalisme et les bio-régions.

Notre écologie est une écologie fédéraliste. Il faut revoir les découpages administratifs absurdes et faire vivre la démocratie en instaurant une expression directe de la volonté populaire.

Notre écologie réinvente la solidarité internationale seule susceptible de réduire les conflits et les risques de guerres nouvelles qui s'accumulent. La mondialisation prédatrice accélère les échanges inégalitaires, exploitant les personnes et les dernières ressources. Les oligarchies veulent conserver leurs profits et imposent des mesures austéritaires. Pour une vraie rupture écologique, cette dimension internationale doit désormais être intégrée à toutes nos politiques.

**FAIRE VIVRE LA
NUPÉS**

Parce que la NUPÉS incarne un puissant espoir de résistance. Agoras, parlements, as-

sociations... quelle qu'en soit la forme, la géographie et même le nom. Les écologistes doivent être à l'initiative !

Parce que l'écologie politique doit être une pièce essentielle de la NUPÉS pour soutenir des orientations qui garantiront la décarbonation de la société et le respect du vivant sous toutes ses formes.

Parce que si le monde est complexe, les chemins le sont également. Aucune des formations présentes dans la NUPÉS ne détient à elle seule les solutions. Rien ne sera possible si une formation tente d'imposer sa suprématie ou domination sur les autres !

Parce que nous reconnaissons notre place dans une nature plus large où aucune espèce n'est supérieure à une autre, parce que nous sommes les porteurs d'un imaginaire enraciné dans les combats émancipateurs et subversifs menés avec les gauches, pour la défense des exploités et des exclus, il est temps de faire converger nos histoires militantes, nos parcours politiques autour d'un nouveau projet de société, écologiste, féministe, altermondialiste antiraciste articulant autonomie et fédéralisme, lutte pour les communs et justice environnementale, justice sociale et lutte contre le capitalisme.

**TROUVER LE CHEMIN
D'UNE ORGANISATION
POLITIQUE ÉTHIQUE,
RESPONSABLE,
FÉDÉRALISTE ET
DÉMOCRATIQUE**

Nous devons en finir avec certaines pratiques et retrouver

l'éthique fondatrice des écologistes.

Nous devons accueillir les nouvelles et nouveaux adhérent.e.s, faire de la formation permanente une priorité et construire notre pensée politique au fil du temps.

Nous devons mettre en débat, informer, consulter les militant-e-s sur les grandes orientations politiques et stratégiques; développer une démocratie délibérative...

Nous devons lutter contre les prises de pouvoir, le carriérisme de certain.e.s et l'entrisme.

Nous devons faire revivre la démocratie interne, respecter les différentes sensibilités, les Jeunes Écologistes et la coopérative. La représentation proportionnelle intégrale dans toutes nos instances doit être assurée. La recherche du consentement dans nos processus de décision doit être privilégiée.

**NOUS Y SOMMES !
Et vous ?**

À l'écoute des dynamiques citoyennes, soyons le mouvement de l'alerte, de l'éveil des consciences et de l'action. Renforçons notre résilience pour notre adaptation aux évolutions de la société et à la nature qui nous entoure.

**MOBILISONS ET
ORGANISONS
L'INTELLIGENCE
COLLECTIVE !**

En 2019, nous étions à la croisée des chemins. Face au chaos et au risque de désintégration de nos sociétés, nous avions choisi de retoucher terre !

En 2022, nous ne pouvons rester silencieux-e-s alors même que le dernier rapport du GIEC nous donne moins de trois ans pour agir.

Refusons ce monde de domination, de surconsommation, de transhumanisme et d'exclusion.

REBELLONS- NOUS, OSONS, CONSTRUISONS !

Imaginons, rassemblons, créons ensemble le monde du vivant de demain !

LES CANDIDAT·E·S AU BUREAU EXÉCUTIF

01 · Géraldine BOÏER	PACA
02 · Didier CHÉREL	PACA
03 · Florence CORTÈS	Midi-Pyrénées
04 · Eric MOUREY	Bourgogne
05 · Tyjo GUENNEUGUÈS	Pays de la Loire
06 · Michel DE LAGUSIE	Languedoc-Roussillon
07 · Martine PETIT	Bretagne
08 · Bernard BARRÉ	Rhône-Alpes
09 · Françoise DUTHU	Hors de France
10 · Pascal BOURGOIS	Aquitaine
11 · Sylvie RANCE	Midi-Pyrénées
12 · Alain CORDIER	Bourgogne
13 · Martine MORVAN	Rhône-Alpes
14 · Gérard LÉVY	Île-de-France
15 · Amandine DEWASMES	Île-de-France

EFFONDREMENT INTERNATIONAL NUPÉS
RADICALITÉ UNION ÉTHIQUE SOBRIÉTÉ
POST-CROISSANCE NATURE TERRITOIRES
BIORÉGIONS FÉDÉRALISME ANTI-NUCLÉAIRE
ANTICAPITALISME ALTERMONDIALISME
DÉMOCRATIE NON-VIOLENCE HUMANISME
ÉCOFÉMINISME ÉCOLOGIE SOCIAL

GÉRALDINE BOÏER

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Écologiste, libertaire, syndicaliste, pacifiste, effondriste. Journaliste & designeuse graphique. « À mes yeux, quatre priorités pour EÉLV : 1 - effondrement et post-croissance / 2 - mobilisations contre les extrêmes droites / 3 - ancrer la NUPES dans les territoires / 4 - des pratiques politiques participatives, éthiques et rigoureusement démocratiques. »

Didier CHÉREL

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Ingénieur environnement et maîtrise de l'énergie. Syndicaliste au Syndicat national de l'environnement. Membre de négaWatt et du Réseau Sortir du Nucléaire. Membre d'Attac. Membre des Verts depuis 1993. Conseiller fédéral sortant. Porte-parole EÉLV Provence Alpes Côte d'Azur - Régionaliste et fédéraliste. Délégué au Parti Vert Européen et au Réseau méditerranéen.

Florence CORTÈS

Midi-Pyrénées

Éditrice, mère de 3 enfants, féministe, de gauche, écologue, un brin collapsologue et « culturée ». Mes devises : Sans communication, l'Homme n'est rien. et la nature c'est la vie. Entraidons-nous car

les solutions passent par la résilience sur nos territoires !

ERIC MOUREY

Bourgogne

Né en -1956, vétérinaire re-traité. Adhérent depuis 2009. Mandats internes successifs : Secrétaire départemental, Trésorier adjoint BER, Conseiller Fédéral suppléant et titulaire 2016-2022. Mandat externe : conseiller municipal liste union gauche/écologiste.

Tyjo Guenneuguès

Pays de la Loire

58 ans adhérente depuis 2001. Conseillère fédérale, membre du BER. J'ai adhéré suite au combat de plusieurs années pour le désamiantage des écoles de ma commune. Pour un meilleur accueil des nouveaux adhérents et la formation.

Michel de Lagausie

Languedoc-Roussillon

Né en 1943. J'ai une formation scientifique. Je milite à la Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature. J'ai été Président d'une FCPE. « On produit local et on consomme local - On produit bien et on consomme moins. »

Martine Petit

Bretagne

Initiatrice d'Alternatiba, des marches climat, du collectif Stop Amazon en Cornouaille. Un mandat en tant qu'adjointe à la participation à la vie démocratique. Un vrai chantier, à mener aussi au sein du parti. Un beau métier, enseignante. Les enfants, leur

vie, notre responsabilité. Rébellion, construction, assurément.

Bernard Barré

Rhône-Alpes

Activiste dans les milieux alternatifs des années 80, j'ai fait partie des fondateurs des Verts. Ma motivation est de contribuer activement à la vie du parti, d'en défendre les idéaux, de veiller à ce que nos institutions restent démocratiques et la propriété des militant.e.s.

Françoise Duthu

Hors-de-France

Économiste, depuis 30 ans dans le parti surtout sur l'International et pour la nécessaire paix. En 2004, au Parlement européen, je me suis engagée sur la question tchétchène. Éthique et démocratie interne sont essentielles. « Être écologiste, c'est pour la Vie ! »

Pascal Bourgois

Aquitaine

Récession subie ou sobriété choisie ? Pic du pétrole conventionnel et non conventionnel vers 2025-2028, les prix de l'énergie vont exploser. Avec le dérèglement climatique et l'effondrement du vivant, cela déstabilise notre société. Anticipons !

Sylvie Rance

Midi-Pyrénées

Agricultrice et apicultrice en bio. Je suis avant tout une écologiste pragmatique et concrète, ce qui ne m'a pas empêché de militer dès mon plus jeune âge contre le nucléaire. Installée dans le

Piémont pyrénéen, je pratique une agriculture en biodynamie.

Alain Cordier

Bourgogne

Adhérent « Les Verts » puis EELV, depuis 34 ans, je suis aussi un militant associatif et syndical et je participe à l'animation de mon territoire rural, la Bresse bourguignonne; nous y avons créé une structure de PAYS que j'ai présidée de 2006 à 2014.

Martine Morvan

Rhône-Alpes

Née en 1957 à Bourg-en-Bresse, candidate au Bureau Exécutif pour défendre une écologie politique de terrain qui valorise les démarches de territoires et personnes oubliées.

Gérard Lévy

Île-de-France

69 ans, conseiller municipal aux Clayes, co-responsable d'un GL et de la commission paix et désarmement, C.A de la FÈVE, aux Amis de La Terre. Lutte contre le dérèglement climatique, catastrophes nucléaires. Pour la résolution non violente des conflits.

Amandine Dewasmes

Île-de-France

Actrice de théâtre, âgée de 42 ans et mère de deux enfants. Adhérente à Vanves depuis deux ans, je suis engagée pour répondre aux effondrements et m'implique localement dans les combats contre les agressions sexuelles adultes/enfants.

LES SIGNATAIRES

AQUITAINE

BLANCHARD Dominique · BOMBEZIN Sylvie · BOURGOIS Pascal · CLAUD Lucie · DANGAS Robert · DEFFIEUX Bernadette Maryse · DEFFIEUX Marc · GÉMINEL Philippe · GLORIEUX Philippe · LONGCHAMBON Elisabeth · NICOLAS Dominique · SALANE Pierre · VIVIER Philippe

BOURGOGNE

BONNIN Nicole · COLIN CODIER Marie-Claude · CORDIER Alain · DUTOT Alain · JUHE Geneviève · MAURIN Dominique · MOUREY Éric · ROUAT Alan

BRETAGNE

BIGORNE Jean-Pierre · ESNAULT Vincent · HAUTIN Simon · LE POHON Jean-Paul · LEBERT Grégory · LENEE-CORREZE Maud · LEPAUMIER Christiane · MONFORT Pauline · MURGIER Hervé · PETIT Martine · SCHMIDT-BUSSEROLLE Patricia

CENTRE-VAL DE LOIRE

HULIN Thomas

HORS DE FRANCE

CHAMOU Karim · DUTHU Marie-Françoise · LEFEVRE Christophe

ÎLE-DE-FRANCE

BOUVET Elisabeth · DEWASMES Amandine · DUBREUIL François · KHALDI Samy · LE CLERRE Philippe ·

LEVY Gérard · MANDEL Renaud · TOULOUSE Pierre

LANGUEDOC-ROUSSILLON

COILLOT Christophe · DE LAGAUSIE Michel · JANIN Dominique · MERCIER Claude

LIMOUSIN

JEANNOT-PAGES Ghilaine

MIDI-PYRÉNÉES

CORTES Florence · DECRESSIN Françoise · ECOFFARD Romain · JULIEN Pascal · LAMMENS Christian · LECOURT Yves · MARC Jean-François · NANDY Cyril · PECHIN André · RANCE Sylvie · SOTO Antoine · VACILOTTO Olivier · WERSINGER Kathy

PAYS DE LA LOIRE

BOUTIN Patrice · BRUNEAU Philippe · CALVEZ Yves · ESTAY Jean-Max · GUENNEUGUES Tyjo

PAYS DE SAVOIE

WALTHERT SELOSSE Catherine

POITOU-CHARENTES

DUNCAN Patrick

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

AGEORGES Guillaume · AHR Marc · AMSELLE Luz-Laurence · AUDIGIER

Jean-Marie · BARBE Pierre · BENASSAYA NIVET Dominique · BOUCHET-LION Elisabeth · BOULABEIZ Noureddine · BOÏER Géraldine · CANAVESE TRIPODI Sabine · CHASTANT Patrick · CHEREL Didier · DEL PERUGIA Brigitte · DOUCET Jean-Pierre · FARE Sylvie · GIRAL Jacky · GUELMINGER Valérie · GUERIN Benoît · HERNANDEZ NICAISE Mari-Luz · HOURS Marie-Claude · LAGRANGE Christine · LE GARDEUR Hélène · LEONETTI Marc · LEONETTI Noëlle · MARX Hélène · MOUTTET Chantal · NICAISE Ghislain · NIVET Jean-Pierre · OLIOSO Albert · OLIVIER Jacques · OLIVIER Matthieu · OLIVIER Michel · PELISSON René · PEREZ Jacques · POTHEAU Hélène · RAINAUDO Catherine · RANCHET Yohan · ROSENBLATT Annie · SEYDOUX Dominique · TAGLIAFERRI Jean-Marc · TRIPODI Boris · VERGES Marc · VIAL Véronique

RHÔNE-ALPES

AROD François · BARRE Bernard · BEY Colette · CETRE Jean-Claude · DELHOMME Alain · FOUILLEUX Agnès · GARCON Damien · GINTRAND Philippe · GONNOT Josiane · JAN Maryvonne · LEMAITRE Michèle · MATHIEU Roger · MORVAN Martine · PAYEN VIGNE Colette · PETIT Delphine · REYNAUD Dominique

MOTIONS THÉMATIQUES



Les débats thématiques proposés au vote des militant-es sont décrites dans des documents normés : les « motions thématiques ».

Ces motions abordent un sujet plus spécifique (actualité, vie du parti, combats locaux...). Elles sont également adossées à une liste de soutiens que vous pouvez retrouver sur le site : eelv.fr/signataires-2022

Tou-ttes les adhérent-es à jour de cotisation peuvent voter. Vous trouverez les motions thématiques présentées dans ce document. Pour le Congrès 2022 elles sont au nombre de 25.

Le Conseil statutaire évaluera, d'ici les Congrès décentralisés, les motions qui nécessitent de modifier le règlement intérieur d'EELV. Ces motions devront alors atteindre 60% de voix favorables pour être adoptées (au lieu de 50% habituellement). Ces seuils seront indiqués en séance ainsi que sur le bulletin de vote et sur la page : eelv.fr/signataires-2022

POUR UN RÉVEIL ÉCO-ANTIRACISTE CHEZ EELV !

Aujourd'hui, nous sommes face à une stratégie de notabilisation et de normalisation d'une parole raciste décomplexée jusqu'au sein de nos instances démocratiques.

Alors que l'émergence de la NUPES permettait une configuration où les organisations politiques luttant pour l'égalité étaient concentrées, la gauche est en train de louper le coche sur la question du racisme.

La laïcité et l'universalisme républicain sont systématiquement utilisés comme armes de défense contre les organisations antiracistes par les réactionnaires et l'extrême droite et, pire, par une partie de la gauche de gouvernement, frioleuse hésitante à théoriser un antiracisme politique.

Durant les dernières séquences électorales, nous avons même pu assister, dans nos propres rangs, à l'essentialisation des populations racisées, trop souvent supposées, dans les médias et dans l'imaginaire commun, représenter les habitant.e.s des quartiers populaires.

Pourtant, les écologistes ont toujours identifié la lutte contre le racisme comme une valeur fondatrice.

Notre parti n'a jamais cessé d'affirmer dans l'espace public son opposition farouche au racisme et à s'inscrire en solidarité avec tou.te.s ceux qui se sont élevé.e.s pour le dénoncer et le combattre, peu importe la forme qu'il pouvait prendre.

Cependant, la quasi inexistence d'une doctrine écologiste antiraciste et d'outils dédiés à cette lutte est symptomatique d'une carence de

positionnement clair et étayé : quelle analyse du racisme voulons-nous poser ?

Nous sommes un parti humaniste, soucieux de la protection du Vivant : c'est donc avec la plus grande ardeur que nous devons collectivement combattre la banalisation des actes et discours racistes, déconstruire les schémas oppressants de l'extrême-droite jusqu'au sein de notre propre camp.

Nous sommes un parti d'éducation populaire. Notre objectif est d'impulser un processus d'évolution des mentalités dans notre parti puis d'essaimer sur tous les territoires de métropole et d'outre-mer.

Nous voulons que les militant.e.s disposent des outils pour porter le combat de l'éco-antiracisme dans le débat public. Nous voulons un parti à l'avant-garde pour déconstruire les préjugés mais aussi apaiser et dépassionner pour clarifier. Nous voulons y travailler au quotidien avec des acteurs et actrices de terrain antiracistes avec des outils d'accompagnement et de formation à destination des citoyen.nes.

Le piège rhétorique de "l'islamo-gauchisme" et les procès en naïveté de nos positions ne pourront être combattus que par un travail approfondi et l'élaboration d'un narratif éco-antiraciste assumé.

C'est pourquoi, Europe Ecologie-Les Verts doit se doter d'une commission thématique dédiée à l'antiracisme pour analyser les ressorts du système d'oppression raciste, créateur d'inégalités, annihilateur de l'intégrité individuelle et destructeur du tissu social

en faisant émerger un corpus idéologique éco-antiraciste puissant au sein du parti, co-construit avec nos partenaires et porté en interne et externe par l'ensemble de nos adhérent.e.s, dans tous les territoires.

Cette commission sera chargée de transcrire nos valeurs communes sur les questions liées au racisme et de (re)tisser des liens avec les autres commissions EELV et les organisations antiracistes du mouvement social, en vue de produire des idées, dénoncer les biais raciaux et participer à des événements de sensibilisation et de formation.

Elle pilotera l'élaboration d'une stratégie institutionnelle et politique permettant de mener la bataille éco-culturelle pour une société éco-antiraciste.

Elle appuiera nos élu.e.s : iels doivent être moteurs sur la lutte contre le racisme et porter des initiatives fortes, qu'il s'agisse de textes, d'interventions ou de mobilisations.

La commission produira ainsi des éléments de doctrine via un document accessible et diffusé largement par le parti, co-écrit avec les actrices et acteurs de terrain faisant et qui fera un état des lieux du racisme en France, et ainsi que la promotion de nos solutions concrètes.

Ce document aura vocation à nous crédibiliser dans les milieux antiracistes et à être le point d'appui de tou.te.s lorsqu'interrogé.e.s sur ces problématiques.

Pour autant, il ne saurait être question de cantonner la lutte contre le racisme à une commission thématique.

Le travail engagé ces dernières semaines, unanimement salué à l'interne comme à l'externe, révèle l'absolue nécessité de poser au débat le sujet du racisme : nous constatons que les personnes racisées d'Europe Ecologie-Les Verts - et sans doute du Pôle Écologiste en général, ne peuvent actuellement pas se projeter dans notre mouvement.

La commission constituera donc un outil parmi d'autres, un lieu d'expression et de collaboration. Elle proposera, aussi comme d'autres partis écologistes l'ont fait (Ecolo notamment) une stratégie d'identification et de promotion de personnes racisées proches et au sein de notre mouvement pour porter la parole des écologistes, dans les mobilisations, et aux élections.

Nous saluons la création d'un Comité National mais affirmons que cela ne sera pas suffisant au vu des enjeux sociétaux actuels et demandons donc la création d'une Commission dédiée.

DONNER TOUTES LEURS PLACES AUX RURALITÉS

Les échéances électorales s'enchaînent, et le constat perdure : alors que les écologistes et la gauche voient ces dernières années se multiplier les victoires et les avancées dans les grandes métropoles, la ruralité et la France péri-urbaine restent à l'écart.

Dans ces territoires, pourtant, de nombreux.se.s citoyen.nes portent des initiatives en matière d'écologie et d'environnement, luttent aujourd'hui contre des grands projets inutiles et polluants, construisent des alternatives démocratiques dans leurs communes et bâtissent des solidarités informelles face à l'absence de l'État.

Il est donc grand temps d'occuper le terrain et de porter la voix de l'écologie en ruralités !

Attendu la difficulté inhérente au militantisme en milieu rural du fait de l'éloignement géographique, mais aussi à l'image d'une écologie politique qui s'est trop incarnée ces dernières années par des sémantiques et des postures plus urbaines, peu identifiables par des populations rurales, en particulier les plus modestes ;

Attendu que nos mouvements n'ont pas réussi à valoriser celles et ceux qui militent et font campagne sur ces territoires peu denses (désignations non prioritaires aux législatives, délaissement des élections départementales au profit des élections régionales...), abîmant de fait notre crédibilité collective à être accrochés au terrain de la ruralité ;

Attendu la perception assez répandue d'écologistes éloignés des préoccupations et du vécu

d'un.e français.e sur trois habitant.es les espaces ruraux et couvrant plus de 80% du territoire français, peu soucieux des difficultés, notamment des jeunesses rurales (tout autant partie prenante de la génération climat) ; ou de la parole des femmes qui y vivent quand pourtant 50% des féminicides de notre pays ont lieu en zone rurale ;

Attendu qu'un groupe de militant.e.s, sympathisant.e.s et d'élu.e.s membres d'EELV et d'autres partis du Pôle Écologiste, s'est structuré suite aux séquences électorales de 2022 pour engager nos mouvements à intégrer de manière centrale les enjeux liés aux ruralités à la pensée et l'action écologiste ;

A l'occasion du Congrès d'EELV, nous proposons que le parti de l'écologie politique donne les moyens d'agir à celles et ceux, issu.e.s des rangs d'EELV, des partis membres du Pôle Écologiste ou de sympathisant.e.s souhaitant nous rejoindre, qui souhaitent travailler dans les mois et années à venir pour faire des ruralités un enjeu central de notre mouvement ;

Nous proposons que soit organisé, sur tous les territoires, une collecte de doléances de la part de nos militantes et militants sur les territoires ruraux, pour que notre parti s'approprie les difficultés et enjeux de ces territoires ;

Nous proposons que notre parti accompagne l'organisation d'Etats Généraux des Ruralités, qui puissent se prolonger via des événements dans toute la France dans les territoires ruraux dans le courant de l'année 2023, afin de montrer sa volonté de placer ces sujets au centre de la pensée écologiste ;

et de donner de la visibilité à celle-ci ;

Nous proposons que nos élu.e.s, dans chacune des assemblées dans lesquelles ils et elles siègent, soient invité.e.s à rencontrer les acteurs et actrices du monde rural, à donner de la visibilité à leurs messages et leurs préoccupations ;

Toutes ces actions permettront à notre parti de prendre la mesure des enjeux relatifs aux territoires ruraux : émancipation de nos jeunesses rurales, droits des femmes en ruralités, transition agricole, accès et partage de la nature, accès aux services publics et aux droits, mobilité, fracture numérique, aménagements des territoires, lutte contre l'artificialisation etc.

Oui, la transition énergétique, alimentaire, écologique de demain dépend des territoires ruraux. Oui, les initiatives démocratiques, solidaires, écologiques, oui les nouvelles pensées écologistes émergent aussi des territoires peu denses. Oui, une large partie de notre avenir commun, et de ce que nous appelons "le monde d'après", y réside. Enfin, oui, à abandonner ces territoires dans nos incarnations et nos propositions, c'est l'extrême droite qui prend la main.

En allié.e.s des mouvements régionalistes, en défenseurs du fédéralisme, en tant que celles et ceux qui avons à cœur la protection des ressources vitales, ressaisissons-nous des identités territoriales ! Soyons, nous écologistes, les meilleurs allié.e.s des habitant.es des ruralités !

Engageons dès maintenant les victoires de demain, qui ne

peuvent se jouer que dans les centres urbains, mais doivent être des victoires de nouvelles conquêtes, celles du péri-urbain, celles des petits villages. Oui, refaisons des territoires de seconde zone, de la France des sous-préfectures, des arrières pays, l'avant garde de l'écologie politique !

FAIRE D'EELV UN PARTI ANTI-VALIDISTE

Le Robert définit le validisme tel que : *discrimination envers les personnes en situation de handicap*. **Faire d'EELV un parti anti-validiste, c'est faire d'EELV un parti handi-accueillant, préoccupé et alerte** sur les questions des droits des personnes en situation de handicaps.

Le rapport de la Défenseur Des Droits indique depuis 5 ans que **le handicap est la première cause de discrimination en France**. Les **12 millions de personnes en situation de handicaps** rencontrent des difficultés pour aller à l'école, avoir une vie sociale et amoureuse, suivre des études, décrocher un emploi, se loger, s'investir dans la Cité... Elles sont souvent **plus précaires** que les personnes correspondant à la norme valide et les femmes handicapées sont **plus exposées aux violences** (80% déclarent avoir subi des violences).

Malgré la loi de 2005, les freins à l'investissement demeurent nombreux : **sentiment d'illégitimité** du fait du manque de représentation, **inaccessibilité des événements, préjugés** négatifs sur l'intérêt des candidatures handies.

Les personnes en situation de handicap doivent avoir les mêmes droits de participer à la vie politique, aux décisions de la Cité.

La lutte contre les discriminations et contre les systèmes d'oppression sont au cœur de l'engagement des écologistes. **La lutte contre le validisme doit entrer dans notre socle fondateur**. Trop souvent des militant.es en fauteuil se sont

retrouvés à la porte de nos réunions ou de nos événements, qui n'ont pas été organisés dans des lieux permettant leur accès. Trop souvent des militant.es malentendant.es n'ont pas pu participer comme ils le souhaitaient à nos réunions. Par ailleurs, une grande partie des handicaps sont invisibles : nous devons être formé.es et nous adapter à tous les handicaps.

Si EELV a toujours porté des propositions de défense des droits des personnes en situation de handicap et pour l'accessibilité universelle, il est temps de concrétiser l'inclusivité de notre parti.

EN CONSÉQUENT EUROPE ÉCOLOGIE-LES VERTS, S'ENGAGE À :

1. Faire de l'inclusion un enjeu pour EELV

- Créer un groupe de travail interne sur la diversité au sein d'EELV, intégrant pleinement la situation des personnes handies. Il sera chargé de réaliser un état des lieux sur les freins à l'engagement militant et de réfléchir sur la compensation du handicap pour les mandats internes ;
- Désigner un.e référent.e handicap au sein du BE ;
- Défendre la compensation du handicap dans le cadre de l'exercice d'un mandat externe ;
- Soutenir le bon fonctionnement de la cellule interne d'enquête et de sanction contre le harcèlement et les

VSS, auxquelles sont particulièrement exposées les personnes handies.

2. Former les membres d'EELV :

- Proposer des formations, visant à lutter contre les stéréotypes ;
- Accompagner les Bureaux Exécutifs Régionaux par le BE pour organiser au moins une formation obligatoire sur ce sujet et à chaque renouvellement de ces instances.

3. Favoriser la mise en accessibilité des lieux, des réunions et des événements internes et externes

- Prévoir un budget dédié à l'accessibilité des réunions en distanciel ou webinaires (logiciel de transcription audio en texte), en présentiel (LSF, accessibilité PMR...) et notamment lors des temps forts de démocratie interne (congrès, JDE, assemblées locales...);
- Organiser, en échangeant avec des personnes concernées, une meilleure inclusivité des journées d'été des écologistes, moment fort de visibilité et de sensibilisation de nos adhérent.es et de nos partenaires : réflexion et prise en considération de mesures d'accessibilité, communication des mesures en amont, puis sur le programme, avec un budget significatif ;
- Considérer comme prioritaire la mise en accessibilité pour les personnes en fauteuil de tous les locaux nationaux, régionaux ou locaux

- et engager les travaux nécessaires y compris dans les locaux de campagne électoraux ;

- Pour chaque événement, choisir des lieux accessibles et indiquer sur les supports de communication s'il est accessible ou non, avec les logos officiels référencés pour chaque type de handicap.

4. Améliorer la représentation des personnes handies à tous les niveaux

- Développer des actions concrètes dédiées à l'accompagnement des personnes en situation de handicap qui souhaitent se porter candidates à des élections internes et externes ;
- Élaborer un guide des bonnes pratiques militantes pour améliorer l'inclusivité de nos réunions et événements, qui pourrait permettre une meilleure participation des personnes en situation de handicap, des femmes, des parents, etc. ;

5. Développer une communication interne et externe plus inclusive

- S'engager à ce que ses représentant.es n'utilisent pas de vocabulaire validiste et ne dévalorisent pas les combats anti-validistes ;
- Mettre en accessibilité les sites internet d'EELV, pour favoriser la participation à la vie politique et informer plus largement les citoyennes et les citoyens sur nos actions et nos propositions.

OSONS LE FÉDÉRALISME !

ASSUMER ET ACTUALISER LE FÉDÉRALISME D'EELV POUR PLUS DE JUSTICE ET D'EFFICACITÉ.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le fédéralisme et la reconnaissance de la diversité des territoires et de leurs populations sont un pilier de l'écologie politique, et une des originalités d'EELV dans un paysage politique proverbiallement jacobin. Pourtant cet héritage, forgé au cours des luttes émancipatrices des années 1970, peine à être valorisé et actualisé par notre mouvement, et à être assumé par ses candidats lors des périodes électorales. A l'heure où il faut redonner des horizons en même temps que des assurances à notre société inquiète, où il faut oser le changement pour ne pas être emporté par la vague réactionnaire, le fédéralisme doit cesser d'être invoqué rituellement par EELV, pour devenir enfin un des principes clairs de son action et de son fonctionnement.

Reconnaître

L'écologie politique défend une société juste et lutte contre toutes les formes de domination. A ce titre elle reconnaît que la construction nationale s'est faite en niant l'existence de régions historiques, dont les populations portaient une identité propre. Cette reconnaissance ne veut pas dire qu'elle cherche à dissoudre les liens noués par la construction nationale française, mais à permettre aux identités, aux cultures et aux langues régionales de s'exprimer et de vivre, notamment par le biais d'espaces médiatiques régionaux vivants.

C'est pourquoi EELV doit affirmer clairement sa volonté de réorganiser le territoire fran-

çais selon les principes du **Fédéralisme différencié, qui permettra de créer des collectivités territoriales dotées de compétences propres à l'échelle de ces régions historiques**.

Refonder et Responsabiliser

Mais le fédéralisme écologiste ne s'arrête pas là. Il doit être un puissant instrument de revitalisation démocratique du pays, qui est un exemple rare d'extrême centralisation en Europe. A ce titre il doit exiger, après l'absurde réforme territoriale de 2014, une grande consultation des territoires qui débouchera sur une **réforme territoriale pérenne**. Celle-ci doit permettre de fixer, en concertation avec les habitants, les limites de nouvelles régions cohérentes, sans a priori sur leur taille, mais en fonction de leurs identités historiques, des solidarités pratiques et de leurs perceptions par ceux qui y vivent.

Elle doit être l'occasion d'établir un nouveau pacte entre Etat et collectivités territoriales, celui de la **Première République fédérale**, qui clarifie et élargisse les compétences des régions et des collectivités territoriales, et leur permette de lever des ressources propres afin de mener des véritables politiques économiques, éducatives, culturelles, et surtout de transition écologique dont les régions doivent être des acteurs de premier plan. Mais aussi d'en assumer pleinement la responsabilité. Cela sans oublier les nécessaires mécanismes de péréquations et de compensations qui garan-

tissent la solidarité entre les différents territoires.

Se fédéraliser

Si EELV doit affirmer son intention de bâtir une Première République fédérale, elle doit aussi **s'organiser de manière fédérale**.

Le fédéralisme implique que l'échelon national soit renforcé dans son rôle de pilotage stratégique, et dans sa capacité à garantir l'intérêt général de notre formation, notamment pour la résolution des conflits qui monopolisent souvent les énergies locales.

A l'inverse les régions doivent se voir confier des missions pour lesquelles elles seront maîtres d'œuvres, comme l'accueil et la formation des adhérents, les mobilisations et le soutien aux initiatives politiques locales. Pour cela, la conférence des régions doit devenir une véritable instance paritaire, aux compétences dédiées, et dotées de moyens suffisants. Enfin les régions doivent jouer un rôle majeur dans la présentation des candidatures, mêmes lors des élections nationales, en concertation avec les instances nationales, pour décliner nos orientations stratégiques générales en fonction des situations locales et des besoins des territoires.

Pour contribuer à ce nouvel équilibre entre le régional et le national, le Conseil fédéral doit être transformé en véritable représentant des territoires, où siègent uniquement des élus qui ne soient pas rattachés aux motions nationales.

MOTION

Pour toutes ces raisons, touchant aux fondements politiques et à l'organisation interne du parti de l'écologie politique, le Conseil fédéral de EELV affirme :

1. La nécessité de lancer un processus de réforme territoriale de l'espace français suivant les principes du fédéralisme différencié, qui permette une reconnaissance des régions historiques, la création de régions choisies par leurs habitants, et leur dotation de compétences et ressources propres.

2. La nécessité d'organiser EELV selon des principes fédéraux. En renforçant le rôle stratégique et de garantie du national. En renforçant les attributions et les moyens des régions. En faisant du Conseil fédéral une véritable chambre des représentants des régions.

ENGAGER DES ETATS GÉNÉRAUX DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

A la croisée des chemins : suppléer, s'effacer ou constituer une classe écologique

Le mouvement de l'écologie politique a échoué aux présidentielles et peine à s'élargir. Pour construire un grand mouvement de l'écologie, nous devons résoudre les problèmes suivants :

- L'idéologie de l'écologie politique est un puzzle, fondée sur des courants de pensées, auteurs et autrices hétéroclites. Il manque un manuel d'instructions pour assembler les pièces et structurer l'ensemble sous une ligne directrice.
- L'imaginaire utopique nécessaire pour construire une future société écologiste s'est en partie perdu. Le chemin vers cette autre société est peu visible.
- Le parti écologiste souffre d'une structuration insuffisamment adaptée à l'exigence d'une vitalité démocratique interne, de renouvellement des idées et d'efficacité électorale.
- La base adhérente demeure trop faible pour conquérir le pouvoir et convaincre plus largement.
- Le lien avec les associations s'est distendu.
- Les pratiques militantes sont parfois en décalage avec les attentes pour une nouvelle manière de faire de la politique.

Il nous est impératif de constituer une classe écologique, de construire une culture commune.

Méthode : Dialoguer dans les territoires, choisir des propositions au national

Lançons des états généraux de l'écologie politique avec pour objectif d'aboutir à une refondation avec une structuration et gouvernance nouvelles des écologistes. Ce moment doit faire participer les citoyens et les habitants à la construction de ce qui sera leur outil politique.

Nous proposons d'organiser deux séquences :

- Les Etats généraux des territoires
- Les Etats généraux au niveau national

Les Etats généraux des territoires seront des débats décentralisés initiés par les groupes locaux suivant l'approche de Bruno Latour, autour de ces questions :

- de quels territoires et de quels acteurs et actrices les gens dépendent-ils pour subsister ?
- de quelle manière reprendre à faire territoire ?

Ce travail sera à la fois descriptif et analytique, à la fois individuel et collectif. Il s'agira de regarder l'état de la société, d'en recueillir les aspirations et les volontés. Une invitation sera envoyée aux habitant·e·s et corps intermédiaires pour participer à ce moment de « cahiers de doléance ». Les écologistes iront à la rencontre des habitants.

Les Etats généraux au niveau national, ensuite, inviteront différents acteurs et actrices,

des « garant·e·s », identifiés de manière préliminaire. Des discussions préparatoires auront lieu entre les garant·e·s afin de poser la teneur des débats, les difficultés à lever, identifier les questions auxquelles répondre.

Les Etats généraux (national) fonderont leur travail sur celui des territoires. Ces nouveaux débats traiteront à minima des sujets suivants :

- Etat de la société : compréhension de l'évolution de la société, analyse des aspirations, des désirs, des volontés, des symboles, des idées, du vécu qui parcourent les Françaises et les Français, rapport aux pouvoirs. Garant·e·s : sociologues, anthropologues, économistes, etc.
- Doctrine : besoin d'une pierre angulaire de l'écologie qui donne une cohérence à des sources éparées. Garant·e·s : intellectuel·le·s, théoricien·ne·s de l'écologie, penseurs et penseuses, etc.
- Militantisme : nouvelles formes de pratiques militantes : actions terrain, influences, culture, médias, poésies, arts, romans, cinéma, initiatives de changements de société, think thank. Garant·e·s : associations, collectifs et partenaires (syndicats, etc.).
- Refondation : forme, gouvernance, statut, organisation. Garant·e·s : l'ensemble des groupes, collectifs, partis du Pôle écologiste souhaitant construire l'initiative.

Les débats aboutiront à la rédaction d'un bilan et de propositions. Celles-ci seront soumises aux adhérent·e·s d'EELV

pour avis et modifications avant d'entériner ou pas la refondation.

Des participants qui viennent de la société

L'ensemble du processus doit être inclusif, paritaire et assurer une juste représentation de la société : campagnes, quartiers et classes populaires, personnes racisées, personnes en situation de handicap, jeunes. C'est pourquoi chaque groupe local constituera un panel d'habitant·e·s représentatif du territoire et de la société.

Participeront également aux Etats généraux des territoires et national l'ensemble des personnes désirant participer à l'initiative, « le peuple de l'écologie ».

Quand ? Courant 2023

Le calendrier sera à définir mais pourrait être le suivant :

- De février à avril 2023 : Etats généraux des territoires
- Mai à juillet 2023 : Etats généraux (national)
- Octobre 2023 : refondation

Comité de pilotage

Le bureau exécutif sous l'aval du conseil fédéral désignera une personne pour porter la mission, avec une équipe qu'il ou elle constituera. Cette équipe aura pour tâche d'organiser et préparer les Etats généraux et d'en soumettre la feuille de route au conseil fédéral.

FAIRE D'EÉLV LE PARTI DE LA GÉNÉRATION CLIMAT

Précarité, éco-anxiété, faço-anxiété, incertitudes, angoisses, autant de mots pour caractériser le désarroi des jeunes d'aujourd'hui. Nous sommes en 2022 et la jeunesse traverse plus que jamais de très grandes difficultés. La crise sanitaire a accentué les inégalités touchant notamment les jeunes déjà précarisés, isolés et/ou invisibilisés. Nous pouvons parler ici de génération sacrifiée, par des politiques publiques peu ambitieuses, ne constituant que du bricolage.

Ce sacrifice est une constante. Ainsi, depuis les années 80, les conditions de vie des jeunes se dégradent pour les placer comme une catégorie précarisée et oubliée de la société. Pour rappel le terme jeunesse ne se définit pas comme un ensemble homogène ou d'une catégorie d'âge donnée, elle recoupe des réalités plurielles et contrastées avec de fortes inégalités intra-générationnelles (précaires, racisé·es, LG-BTQIA+, ruraux·ales, handi·es etc).

Malgré cet abandon, les jeunes ne sont pas atones et ne se détournent pas de la participation citoyenne. Les marches des fiertés, les mobilisations pour le climat, les mouvements contre les violences sexistes et sexuelles, les rassemblements anti-racistes... tous ces engagements nous montrent qu'ils sont bien déterminés à vouloir prendre en main leur avenir. C'est donc bien que notre message et notre modèle politique ne correspondent pas aux attentes de cette nouvelle génération. La génération climat ne peut être uniquement cantonnée à se faire entendre dans la rue, mais doit pouvoir trouver

sa place au sein des institutions et des partis politiques.

Les diverses séquences électorales que nous venons de traverser, révèlent un constat cinglant : la jeunesse boude la démocratie représentative en ne déposant pas son bulletin dans les urnes. En 2021 pour les élections régionales, 80% des 18-25 ans se sont abstenus et 48% n'ont pas voté lors de la présidentielle de cette année. Cette catégorie d'âge est celle où l'abstention est la plus massive et nous devons en comprendre les causes pour y répondre.

L'écologie politique a des réponses pour permettre à la jeunesse de vivre dignement, de s'émanciper et de participer à la vie citoyenne. Faisons d'EÉLV, notre parti, celui de la génération climat.

NOS PROPOSITIONS

• Un «Forum ouvert» sur les relations entre EÉLV et les jeunes

Pour permettre une meilleure intégration et une écoute réelle des demandes et des besoins des jeunes générations, un dialogue doit être ouvert sur leur place dans le parti. Pour cela, un cadre d'échanges structuré avec son organisation de jeunesse est primordial. Les objectifs de ce forum seront à fixer collectivement, avec parmi eux : la volonté de faire reculer l'abstention des jeunes, l'implication de la jeunesse dans notre mouvement et l'alignement de moyens en augmentation, notamment budgétaires, pour aboutir à une stratégie efficiente en cohérence avec nos objectifs.

• Travailler un projet et un discours stratégique pour faire voter les jeunes

Le constat est clair : la génération climat n'a pas voté pour notre candidat en 2022. La ligne politique portée a été incomprise et inadéquate aux enjeux de cette génération. Elle attend une radicalité franche pour permettre de changer la société, à l'image de ses mobilisations récentes, des marches climat aux marches antira-cistes, en passant par les mobilisations féministes.

Par ailleurs, les moyens de communication ont énormément évolué. Il est donc nécessaire d'adopter une stratégie adaptée à chaque réseau social et média, et à chaque public visé, afin de vulgariser nos idées. Cette stratégie doit être réalisée avec l'objectif de faire reculer l'abstention des jeunes, en complémentarité des autres actions du parti (formation, mobilisation...).

• Des quotas de renouvellement

S'ouvrir à la jeunesse doit entrer dans l'ADN de notre mouvement. Résoudre la sous-représentation des jeunes et le manque de renouvellement ne peut se faire que par l'instauration de quotas.

Pour cela, toute liste candidate au Congrès décentralisé et au Congrès fédéral, présentant plus de 8 personnes (uninominalement comme par doublette) doit comprendre au moins 2 personnes de moins de 30 ans parmi les 8 premières places (au moins une titulaire en cas de doublette).

• Faire entrer la jeunesse dans les institutions politiques

Tout autant que nous devons placer la jeunesse dans nos instances internes, notre mouvement doit être celui qui fait entrer la génération climat dans les institutions. Pour cela, les listes candidates investies par EÉLV aux élections municipales (pour les communes de plus de 20 000 habitant·e·s), régionales, législatives et euro-péennes doivent comprendre au moins 20% des places attribuées à des personnes de moins de 30 ans, dans chaque cercle d'éligibilité. Ces listes candidates doivent tendre vers la présence de 10% de personnes de moins de 25 ans.

MIEUX SOUTENIR LA FEVE

Créée en 2009, la Fédération des élu-es Verts et écologistes rassemble aujourd'hui des centaines d'adhérent-es issu-es des Conseils municipaux, départementaux, régionaux, de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Parlement européen.

La FEVE regroupe des élu-es de tous les territoires et de toutes les tailles de collectivités.

Elle fait partie intégrante du mouvement de l'écologie politique et joue son rôle de rassemblement de tou-ttes les élu-es écologistes, puisqu'elle est ouverte à ceux qui se reconnaissent dans les valeurs de l'écologie politique sans forcément être adhérent-es à EELV.

La FEVE a pour objet de soutenir les élu-es dans l'exercice de leur mandat, et notamment ceux qui sont isolés.

En s'appliquant à mettre en valeur les réalisations et les réussites des politiques publiques menées par les écologistes, elle participe à la crédibilisation de celles-ci.

Elle constitue un centre de ressources et un lieu de débat permettant de consolider et d'affiner les prises de position dans les institutions et en dehors de celles-ci.

La FEVE est le lieu de coordination de plusieurs réseaux (maires, conseiller.es régionaux-ales, conseiller.es départementaux-ales, groupes parlementaires).

Elle travaille régulièrement avec plusieurs commissions thématiques d'EELV en les associant à des échanges thématiques.

Enfin, la FEVE irrigue notre mouvement par la mise à disposition publique sur son site internet et sur les réseaux sociaux de ses communiqués de presse, fiches thématiques et témoignages d'élu-es.

Elle est aussi en lien avec les autres Fédérations d'élu-es de gauche.

Le financement de la FEVE est majoritairement assuré par la cotisation de ses membres, cotisation calculée en fonction de l'indemnité de mandat perçue, permettant ainsi à ceux pas ou peu indemnisés de bénéficier de ses services.

EELV contribue également à son budget par une subvention des Régions équivalente à 2% de la cotisation régionale effectuée par les élu-es locaux-ales. Cette participation n'a pas été réactualisée depuis de nombreuses années.

Le nombre d'élu-es et le nombre d'adhérent-es influent donc directement sur les moyens que la FEVE peut mettre au service de tou-ttes.

Pendant quelques années, lorsque le nombre de nos élu-es a fortement diminué, la FEVE s'est uniquement reposée sur le travail de bénévoles.

Aujourd'hui, grâce aux différentes victoires, elle fonctionne avec un poste de salariée à mi-temps.

Mais cela n'est pas suffisant pour couvrir l'ensemble des travaux et des objectifs de valorisation des actions des élu-es écologistes.

C'est pourquoi nous proposons que la part des cotisations régionales des élu-es locaux allouée par les instances régionales d'EELV soit augmentée à 5%.

C'est pourquoi nous proposons que la FEVE soit associée au Conseil politique d'EELV.

L'ÉCOLOGIE PIONNIÈRE DE LA SANTÉ MENTALE

Nous, écologistes, devons davantage nous préoccuper de santé mentale. Dans nos propositions, mais aussi dans notre fonctionnement interne. Cette motion avance des propositions pour nous préserver collectivement de comportements délétères pour chacun.e.

Un être humain sur huit

Selon l'OMS, 970 millions de personnes dans le monde sont concernées par un trouble psychique.

Malgré cela, la question est largement ignorée par les pouvoirs publics. Pourquoi ?

D'abord, et nous, écologistes le savons bien, on ne prend souvent pas au sérieux les maux qui ne se voient pas.

Autre explication : ce problème touche plus fortement les parties de la population déjà négligées, comme les femmes ou les personnes LGBTQIA+.

L'inaction complète des pouvoirs publics

Après le confinement du printemps 2020, un gros coup de projecteur avait été placé sur les problèmes psychologiques que rencontraient beaucoup de Français.es face à cette si-

tuation unique. Entre la peur d'une maladie globale et l'isolement social, les conditions étaient propices à l'apparition ou l'amplification de problèmes psychologiques.

Face à cette vague, Emmanuel Macron était trop occupé à se voir en chef de guerre face au virus, et le gouvernement a agi comme il a l'habitude d'agir face à un problème de grande ampleur : avec des mesurées. Même face à une multiplication des burn-out, la macronie nous a fait comprendre que « quoi qu'il en coûte » s'appliquait aux entreprises mais pas à leurs employé.es.

Mais l'aspect le plus inquiétant face à cette situation est que les pouvoirs publics ont fait comme si la question de la santé mentale était uniquement liée à la pandémie que nous vivons depuis le début de l'année 2020, et non pas comme si nous étions confronté.es à un problème de fond.

Le devoir d'exemplarité des écologistes

Nous, écologistes, avons su montrer lors de la campagne des primaires et de la campagne présidentielle que nous sommes conscient.es de cette situation. Mais nous devons

aller beaucoup plus loin. Nous pouvons désormais montrer l'exemple sur la santé mentale en réclamant non seulement des mesures fortes en faveur des personnes souffrant de différentes pathologies mentales, telles que la dépression ou l'anxiété, mais également en agissant au sein de notre mouvement. Les écologistes n'ont jamais eu peur de lever des tabous. Il est temps d'en faire autant sur cette question si importante.

Nos propositions

- Création d'un groupe de travail Santé mentale, au sein de la commission santé. La question est suffisamment large et importante pour être abordée de façon autonome. Néanmoins, elle ne peut pas être totalement exclue de la santé physique.

- Formations sur les questions de santé mentale. Nous proposerons des formations, au niveau fédéral et dans les groupes locaux qui le souhaitent, à ces enjeux humains, afin d'y sensibiliser les militant.es et d'aiguiller les élu.es dans leur action.

- Création d'un espace de médiation des conflits internes. La chose publique n'est ja-

mais un combat facile. Si nous sommes préparé.es à des joutes verbales parfois violentes avec nos adversaires politiques, c'est parfois de notre propre parti que viennent les interactions les plus blessantes. Il n'est pas rare de voir des militant.es abandonner leur engagement par ras-le-bol des remarques et des conflits qui peuvent émerger, au sein d'un groupe local ou d'une instance du parti. Trop souvent, nous avons vu des conflits humains prendre des proportions gigantesques, et miner l'action du parti en entretenant des divisions sans fondement politique. Afin d'y remédier, une instance interne chargée de gérer ce genre de conflits humains sera créée. Elle sera évidemment indépendante de toute instance interne, soit-elle fédérale ou locale.

- Formations sur la gestion des conflits humains. Sur le modèle de ce qui se fait déjà dans d'autres pays, notamment chez les Grünen à Munich, des formations sur les conflits interpersonnels seront proposées aux groupes locaux, mais également aux groupes d'élu.es, pour qui la coopération est d'autant plus importante.

RENFORCER LE DIALOGUE SOCIAL

ET PRÉVENIR LES RISQUES PROFESSIONNELS DES SALARIÉ-ES DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

Notre parti a toujours été à la pointe de combats sociaux ayant permis la libération de la parole en matière de violences et discriminations et l'avancée des droits. Nous portons des propositions fortes en matière de droit du travail, de santé, de lutte contre les violences, de réduction du temps de travail.

Pourtant, notre mouvement peine à prendre conscience de sa responsabilité comme employeur. Cette difficulté ne nous est pas propre et touche l'ensemble des partis ainsi que le mouvement associatif, avec lequel nous partageons des écueils similaires : manque de formation au droit du travail et à la fonction d'employeur-e, turn-over important, hétérogénéité des fiches de poste, des salaires et des conditions de travail, respect variable des frontières entre vies professionnelles, militantes et personnelles, manque d'accompagnement en fin de contrats, insuffisance de la prévention des risques professionnels et du traitement des situations de souffrance au travail ou de harcèlement, absence de conventions collectives, dialogue social peu structuré, etc.

Cela est propice aux dérives et à l'apparition de tensions voire parfois de violences envers les collaborateur-trices politiques, permanent-es du parti et salarié-es de campagne. Elles sont trop souvent dues à l'absence de conscience et de moyens dédiés à ces enjeux. Or toute organisation (parti, groupes d'élu-es, AFE, etc.) ou personne (parlementaires, exécutifs, candidat-es) amenée à employer

du personnel doit prendre « les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleur-euse », à travers « la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés » (art. L4121-1 du Code du travail).

Cette situation est surmontable. Des initiatives ont permis des avancées, depuis la création en 2005 de l'ACEVA (Association des Collaborateur-trices d'Élu-es Vert-es et Apparenté-es) jusqu'à la motion de février 2022 « Pour des relations professionnelles respectueuses, responsables, exemplaires avec les salarié-es et la formation des candidat-es et député-es », qui a institué le groupe de travail PRÉPARE « Pour des Relations Écologistes Professionnelles Attentives, Respectueuses et Exemplaires ».

Nous devons franchir une nouvelle étape pour inscrire durablement ces enjeux dans le fonctionnement du parti et dans nos pratiques. Des mesures concrètes peuvent être prises à court et moyen termes : formation des cadres du parti, des candidat-es et des élu-es employeur-ses, diffusion des bonnes pratiques, informations des salarié-es sur leurs droits élaboration de fiches de postes types et de grilles de salaires pouvant servir de références, étude sociologique sur les conditions de travail.

D'ores et déjà, l'ACEVA travaille sur ces chantiers, mais avec des ressources limitées aux seules adhésions.

MOTION

Europe Écologie Les Verts s'engage à :

1. Créer un comité paritaire, espace permanent de dialogue social entre les employeur-ses et salarié-es de l'écologie politique.

I. Il a pour missions de :

- améliorer les conditions de recrutement et de travail des salarié-es

- améliorer la formation des candidat-es et élu-es employeur-ses

- dresser un état des lieux des conditions de travail, à travers une mission d'audit interne

- créer un référentiel commun de bonnes pratiques (formation, fiches de poste, procédures, etc.)

- proposer une procédure de signalement des risques psychosociaux et d'accompagnement des salarié-es et employeur-ses

Il mène ses missions en lien avec les instances fédérales et régionales adéquates, les institutions qui y sont représentées, en lien avec le GT PRÉPARE.

II. Il réunit des représentantes des employeur-ses (EELV national et régions, groupes d'élu-es, FEVE) et des salarié-es, notamment l'ACEVA.

III. Il est doté de moyens spécifiques et se réunit au moins une fois par trimestre. Il présente un rapport d'activités annuel au conseil fédéral.

IV. Le règlement intérieur du comité détaillant sa composition et son fonctionnement est soumis au vote du CF au premier semestre 2023.

2. Désigner une personne chargée du dialogue social parmi les membres du bureau exécutif et une parmi les membres de la conférence des régions.

3. Former systématiquement à l'encadrement des salarié-es et à la CNV tout-e élu-e et cadre du parti employeur-euse. Une attestation de formation (d'un organisme agréé) devra être fournie pour être de nouveau investi-e. En amont de chaque campagne électorale sera systématiquement organisée une formation obligatoire pour les candidat-es titulaires ou têtes de liste et leur direction de campagne, conditionnant la garantie d'EELV sur tout prêt.

4. Allouer dès 2023 et chaque année des moyens à l'ACEVA afin de renforcer ses moyens et d'en faire un partenaire de référence. Il pourrait s'agir d'une fraction comprise entre 1% et 5% du montant total des reversements effectués par les élu-es à EELV, comme pour la FEVE (motion du congrès 2011).

Après la séquence électorale des régionales et départementales, notre parti ressortait avec plus d'élu-e-s dans les conseils départementaux et régionaux, mais avec des déséquilibres majeurs dans la représentativité de nos groupes d'élu-es par rapport aux réalités humaines de ces territoires.

Sans poser d'analyses démographiques et sociologiques fines, nos groupes d'élu-es sont peu représentatifs de la diversité humaine, sociologique et démographique de notre pays.

Il en est à peu près de même dans la plupart des instances internes de notre parti.

La très longue séquence des investitures pour les élections législatives a été conduite dans un contexte particulièrement difficile et inédit, sur la base de règles inapplicables. Elle a abouti à des déceptions importantes, à des situations de tensions parfois très intenses dans les régions, dans les départements et dans les groupes locaux... et à une délégation parlementaire écologiste, dont nous nous félicitons qu'elle soit majoritairement féminine, mais au final peu représentative de la population.

Pour le résumer en une phrase lapidaire, les bancs de ceux qui nous représentent, dans nos instances internes comme dans les assemblées locales, départementales, régionales et nationales, sont bien moins divers que ceux des écoles de notre pays.

Et pourtant, la liste est longue des personnes à qui notre projet s'adresse directement, qui devraient constituer notre base sociale et nos compagnes et compagnons de lutte, et que nous ne parvenons pour l'instant pas suffisamment à convaincre et encore moins à rallier : paysan-ne-s, étudiant-e-s, travailleurs et travailleuses, personnes racisé-e-s, habitant-e-s des périphéries, des quartiers populaires et des zones rurales, citoyens mobilisé-e-s dans les luttes environnementales et sociales, handicapé-e-s ... Parce que nous ne les représentons pas, nous n'arrivons pas à les convaincre de répondre avec nous à ces enjeux.

Les Français plébiscitent de plus en plus l'écologie mais pas les écologistes. Pour le dire autrement : nous ne sommes pas populaires, ni ne sommes un canal ressenti légitime pour les luttes sociales indissociables de l'écologie politique.

Ce qui était déjà difficile dans les contextes plutôt favorables des élections régionales a été brutalement mis en évidence dans la situation de pénurie de places disponibles qui a dû être gérée avec le résultat du 10 avril.

Ce n'est pas seulement l'obsolescence de nos statuts et RI pour organiser et gouverner le parti et le rendre efficace qui est en jeu. C'est surtout son incapacité à mettre aux responsabilités des personnes au diapason des réalités humaines et sociologiques du pays.

Nous en avons tou-te-s désormais bien conscience : la proportionnelle intégrale des sensibilités ne peut plus être le seul critère effectif de désignations.

Il est important et urgent que nous réfléchissions collectivement à corriger ce par quoi EELV pêche depuis tant d'années. Il nous faut prendre le temps et les mesures nécessaires pour définir, mettre en place et appliquer des modes de désignation adaptés à un parti écologiste enfin adulte (pour reprendre l'injonction de Bruno Latour) et représentatif de la société dans son ensemble.

Mais quels autres critères que la seule proportionnelle intégrale des sensibilités prendre en compte et sur quelles bases ?

Un critère entrant en jeu pour les désignations internes et externes doit être objectivement mesurable. C'est par exemple le cas du critère d'âge, de situation de handicap ou de territoire d'implantation. C'est moins immédiatement quantifiable pour le critère « diversité » et encore moins pour les compétences professionnelles et/ou militantes.

Le chantier est vaste, complexe et nécessite du temps pour être mis en œuvre et pour aboutir. Cela tombe bien : il arrive également dans une période de près de deux ans sans élections, que nous devons mettre à profit pour définir des règles de désignations aux postes

de nos instances internes et d'investitures aux élections externes. L'objectif est simple : donnons nous des instances internes et envoyons dans les assemblées des élu-e-s aussi divers-es. que l'est la société.

Un groupe de travail sera mis en place par le bureau exécutif dès le premier mois de la mandature, avec mission, au plus tard en 12 mois, de :

- proposer les règles statutaires et réglementaires pour aboutir à l'objectif précité,

- s'inspirer des pratiques militantes des partis écologistes européens pour faire émerger les compétences et accéder aux postes de responsabilité des personnes issues des diversités de la société.

Ce groupe de travail sera composé de membres du Conseil fédéral, de personnes tirées au sort parmi des volontaires issu-e-s des régions, et de représentant-e-s des commissions concernées, par exemple « agriculture et ruralité », « féminisme », « handicap », « LGBT », « quartiers populaires » ...

POUR UN PARTI QUI SE DONNE LES MOYENS DE SES VALEURS ÉCOFÉMINISTES

L'écologie politique que nous portons est écoféministe, contre toutes les dominations. Nous devons nous donner les moyens de faire vivre nos valeurs en réaffirmant nos engagements, initier de nouvelles mesures et changer certaines de nos pratiques. Lors du congrès de 2019, nous adoptions la motion "Pour un parti écoféministe en actes". Aujourd'hui, nous devons aller plus loin.

1. Les propositions programmatiques

EELV doit porter les propositions féministes les plus ambitieuses pour nos pratiques internes et notre projet politique. Pour rester le parti moteur qui fait émerger de nouvelles propositions et avancer l'égalité au sein de notre société, EELV :

- Mettra en place une analyse de chaque proposition programmatique à l'aune de l'égalité femmes-hommes avec la contribution et l'avis systématique de la commission féminisme sur les motions thématiques examinées au Conseil fédéral, le conseil programmatique et les programmes électoraux.

- S'inspirera des innovations progressistes internationales pour chaque proposition programmatique visant l'égalité femmes-hommes.

2. La formation contre les violences sexistes et sexuelles (VSS) et pour un parti féministe

Tou-tes nos représentant-es et responsables doivent être formé-es à la prévention et la lutte contre les VSS, à l'égalité femmes-hommes et ce que si-

gnifie de militer dans un parti politique féministe. EELV s'engage à mettre en place :

- La formation, par une organisation externe, de 30 femmes volontaires ayant au moins un an d'adhésion qui s'engagent à délivrer au moins 3 formations par an pendant 2 ans sur les VSS et l'égalité. Ces formations seront destinées à tou-te-s les cadres du parti (groupes locaux, bureaux régionaux, Conseil Fédéral, bureau exécutif).

- Intégrer un module de formation par un organisme extérieur dans le parcours des candidat-es désigné-es par EELV pour une élection externe. Un paragraphe les engageant contre les VSS, les discriminations, le harcèlement moral et sexuel sera intégré à la charte signée par les nouveaux-elles élu-es.

- Un accompagnement des Bureaux Exécutifs Régionaux par le BE pour organiser au moins une formation annuelle sur ce sujet et à chaque renouvellement de ces instances.

3. La représentation des femmes à tous les niveaux

Aujourd'hui, nos adhérent-es sont à 60% des hommes et 40% des femmes. Pour une représentation plus égale au sein de notre parti et s'assurer que les femmes soient entendues et soutenues pour accéder à des postes à responsabilité en interne et en externe, EELV s'engage à amplifier :

- La formation grâce à un budget dédié, pour les femmes qui souhaitent se porter candidates à des élec-

tions internes et externes.

- Les temps d'échange en mixité choisie.

- Le rôle des hommes comme alliés et une déconstruction des modèles virilistes, via le programme de formation.

- Des habitudes militantes compatibles avec les contraintes familiales et économiques avec des réunions aux horaires ciblés et respectés pour lutter contre le pré-sentéisme.

- La prévention du burn-out militant à tous les niveaux qui touche particulièrement les femmes, via le programme de formation.

4. La communication interne et externe

Être un parti écoféministe, c'est aussi communiquer avec bienveillance, dans la non-violence, et mettre fin au langage sexiste et discriminant.

EELV :

- Adoptera des netiquettes pour tous les groupes de discussion et listes mails, pour permettre la modération de la communication en interne et la sanction des propos inappropriés.

- S'engagera à ce que ses représentant-es n'usent pas de vocabulaire sexiste, masculiniste, et ne dévalorisent pas les combats féministes.

- La parole soit au minimum alternée femme-homme dans les réunions et les événements.

- Soutiendra les militant-es de notre parti face aux attaques masculinistes et au

cyber-harcèlement.

5. Organisation au sein de notre parti

Pour améliorer l'organisation écoféministe, EELV s'engage à :

- Dédier un budget significatif à ces actions.

- Désigner un-e référent-e sur l'égalité femmes-hommes au sein du BE chargé-e du suivi des formations, de la représentation et de l'organisation paritaire.

- Veiller à ce que la parité dans toutes les instances ainsi que les co-secrétariats paritaires soient bien appliqués, la parité s'entendant comme au moins 50% de femmes.

- Soutenir le bon fonctionnement de la cellule interne d'enquête et de sanction contre le harcèlement et les VSS avec des moyens pour la formation, le conseil juridique et l'externalisation si nécessaire.

- Lors des grands événements d'EELV comme les JDE encourager la prévention des VSS avec une communication dédiée et un service de prévention avec des référent-es.

- Organiser un système de garde d'enfants lors des réunions des instances.

Soyons fièr-es de nos valeurs et donnons nous les moyens de les faire vivre pour développer un parti et une société écoféministe et émancipatrice.

NOUS OUVRIR, POUR NOUS RECONSTRUIRE

UNE MÉTHODE POUR REFONDER LE MOUVEMENT DE L'ÉCOLOGIE.

L'année qui s'ouvre à nous, dernière sans élection avant longtemps, est une opportunité pour nous mobiliser sur le fond, recruter, former et soutenir les relèves locales, valoriser l'action des élu-es, impulser un mouvement de fond et des mobilisations à impact.

Dans le même temps, il existe un consensus au sein de notre parti : le besoin de **changer notre relation à la société que notre fonctionnement interne, indispensable pour reconstruire des mobilisations et des organes militants à la hauteur des enjeux.**

Mais, de Référendums d'initiative militante échoués en écuries de Congrès, nous butons sur la méthode. **Nous proposons ici une méthode simple, lisible, transmotion, pour nous permettre de faire atterrir cet impératif de refondation.** Une méthode, qui sera le mandat du prochain BE, porté par la légitimité du Congrès.

Nous proposons donc de **conduire, dans le même temps, la transformation externe et interne de notre parti.** Plus que cela ! **Conduire la transformation interne, à partir de nos ambitions de transformation sociétales. Faire, enfin, les choses dans le bon sens : une ambition politique avant tout ; puis une gouvernance, une organisation et une méthode.**

Autre consensus : **l'ouverture et la reconexion sont les enjeux majeurs de réinvention de notre mouvement dans les mois à venir.** L'ouverture, vers une société bien plus diverse que celle de nos rangs, est un enjeu de développement militant, électoral, de diffusion de nos idées. Mais une exigence de fond : avoir un mouvement

politique ancré dans la diversité de la société, parce-que c'est la condition d'une démocratie juste et d'une juste représentation de nos idées.

Comment réinventer un mouvement plus ouvert et en prise avec toute la société ? Nous prenons ici le parti de **« Faire avec »** celles et ceux avec qui nous voulons travailler, ceux, celles dont on espère qu'ils rejoignent nos adhérent-es, nos électeurs-trices, nos mobilisations, qu'ils et elles adhèrent à nos idées. **On ne sera jamais plus ouverts, on ne répondra jamais mieux aux aspirations de toutes celles et elles dont nous espérons gagner l'attention, qu'en travaillant avec eux-elles.** Ainsi, nous proposons de refonder notre parti à partir du regard de celles et ceux que nous voulons mobiliser.

QUELLE MÉTHODE ?

Pour aboutir à un projet politique mobilisateur et rénové, ayons l'audace de lancer des **États généraux de l'écologie, totalement ouverts.** Chaque Français-es sera bienvenu-e pour participer, quelle que soit sa casquette militante, son âge, son milieu social, son lieu de vie.

Une démarche 100% ouverte. Nous redoublerons d'énergie pour permettre à ceux-elles qui sont les plus éloigné-es de la participation politique de contribuer.

MOTION

Le congrès décide que :

Nous donnons mandat au BE de lancer une démarche de refondation avec les étapes sui-

vantes, dont les participant-es seront proposé-es par le BE au CF :

- La création d'un comité de pilotage représentant la diversité des parties prenantes : EELV dans ses différentes sensibilités issues du Congrès, les partis du pôle écolo qui le souhaitent, ¼ de représentant-es extérieurs choisis parmi des collectifs (ONG syndicats...).

- Une démarche mise en oeuvre par un organisme tiers, spécialisé dans ce type de co construction.

- **La définition d'une feuille de route claire** : objectifs, cadre méthodologique, étapes décisionnaires, moyens, calendrier.

La feuille de route proposée au CF devra inclure ces étapes :

1. Un lancement fort, consensuel, enthousiasmant, autour d'une identité nouvelle. Un lancement soutenu par des outils de communication et de mobilisation solides.

2. **Une grande enquête populaire, 100% ouverte,** proposée à tous les volontaires (adhérents, pôle écolo, Français-es), en ligne et en ateliers physiques. Elle devra particulièrement interroger sur la question suivante : Quelle attente pour un mouvement écologiste ?

3. Constitution de **groupes de travail composés au sein des répondants au questionnaire,** qui auront pour mission de formuler des propositions précises, opérationnelles dans certains cas, pour répondre aux attentes identifiées dans le question-

naire. Des thèmes, qui devront autant nourrir les enjeux de redéfinition du projet écologiste, que des manières d'organiser le mouvement et de mobiliser, qui incluront : une réforme des statuts pour réussir le dépassement et la création d'un grand parti ouvert et accueillant de l'écologie en France.

4. Rencontres et écoute (pas nécessairement publiques) des partenaires, naturels ou non, de l'écologie: ONG, activistes de terrain, syndicats...

5. **Les modalités de décision** : étapes intermédiaires au sein des groupes, qui devront avoir le champ libre sur les propositions.

6. Validation de la refondation et des changements statutaires (Congrès extraordinaire ou référendum)

7. **Une convention de la refondation** au début de l'été 2023 qui actera la création du nouveau mouvement ainsi construit et qui se nommera **« Les Écologistes »**

ÉCOLOGIE POPULAIRE

Les «classes populaires», angle mort de l'écologie politique ?

La lutte contre toute forme de domination et d'oppression est le fondement du projet écologiste. Les personnes ayant une position matériellement et culturellement dominée dans notre société, dont la vie est marquée par la restriction des possibles, devraient être les premières bénéficiaires de notre combat.

Or, les classes populaires ont pu souvent constituer un angle mort pour l'écologie. Il y a d'une part une rupture avec la politique (niveau d'absentéisme, défiance, sentiment d'abandon) et d'autre part, une rupture avec l'écologie elle-même: les écologistes ne sont pas encore suffisamment identifiés comme étant particulièrement engagés sur les questions sociales ou de lutte contre les discriminations. En conséquence, les classes populaires - quand elles votent encore à gauche - peuvent être réticentes à choisir les candidat.e.s écologistes.

Pourtant écologie et justice sociale sont les deux faces d'une même pièce...

Pour les plus modestes, la réalité est que l'écologie est trop souvent subie ou une contrainte, comme c'est le cas aujourd'hui avec l'augmentation du prix de l'énergie, qui pousse certain-es à ne plus se chauffer. D'où la nécessité de porter des propositions ambitieuses comme l'augmentation

du SMIC ou le minimum vieillesse, même si elles ne sont pas perçues de prime abord comme strictement « écologiques ».

Une grille de lecture claire doit intégrer la dimension systémique du combat écologiste et s'inscrire dans la lignée de l'héritage de la gauche et de ses combats. Les inégalités face au dérèglement climatique sont le reflet des inégalités sociales subies par les personnes les plus précaires. Pour ce faire, il est crucial de "faire avec" sans se substituer, d'accompagner, de renforcer les initiatives prises dans les « territoires populaires », afin de rendre évident ce lien. Cela implique un investissement régulier et continu pour répondre aux problématiques qui préoccupent ces territoires.

... mais la peur de la fin du monde est un luxe lorsque l'on est obsédé par la fin du mois !

Pour établir notre nouvelle méthode auprès des territoires en grande difficulté sociale, il faut adapter notre discours ainsi que nos moyens d'action. La peur de la fin du monde est un luxe lorsque l'on est obsédé par la fin du mois - ou même la fin de semaine - et que ne l'on n'a pas d'autres moyens pour se déplacer que d'utiliser sa voiture, à cause de la disparition des services publics ou de la généralisation des déserts médicaux.

Or, nos modes d'expressions, notre langage même, relèvent d'une approche davantage thématique et intellectuelle

que concrète et pragmatique. Pour combler cette distance, il peut être intéressant de partir de problèmes du quotidien : ascenseurs en panne, HLM qui sont de véritables passoires thermiques, transports en commun inexistant, alimentation de qualité inabordable, désertification médicale...

Nous devons être en mesure d'apporter la preuve par l'exemple de l'utilité de l'écologie politique pour lutter contre la pauvreté et les inégalités comme le font nos élu.e.s écologistes au quotidien lorsque, par exemple, Damien Carême qui avait mis en place un Revenu Minimum Garanti financé par les économies liées à l'optimisation de l'éclairage public.

Au cœur du combat écologiste : la justice sociale

Redonner du pouvoir d'achat par la redistribution des richesses, c'est aussi redonner du pouvoir de vivre, pour avoir la capacité d'agir face à l'urgence climatique, et que chacun.e puisse se prémunir face au changement climatique.

D'autant plus que la prise de conscience écologique - et les innovations sociales qui en découlent - existent déjà au sein des classes populaires, notamment grâce aux associations d'éducation populaire. Les milieux ruraux possèdent déjà un historique de combats à l'avant-garde de la lutte contre le bouleversement climatique (pollution des eaux, enfouissement de déchets nucléaires, conséquences sanitaires de l'utilisation de pesticides, etc.).

Au delà du discours, les actes

Si l'on défend une écologie populaire mais que notre parti ne l'incarne pas alors notre combat est voué à l'échec. Les classes populaires sont sous représentées parmi la classe politique en général mais elles le sont aussi en interne EELV. Nous demandons, par cette motion :

- que les modalités de désignation des candidat.es aux élections externes et internes garantissent une juste représentation des classes populaires.

- que le prochain Bureau Exécutif issu de ce congrès intègre une délégation dédiée à l'écologie populaire.

Cette mission aura pour objectif d'assurer la représentation des intérêts des classes populaires : en veillant à ce que notre vision programmatique réponde aux enjeux de ces classes, mais aussi par l'empouvoirement qui consiste à mettre à disposition nos connaissances, nos outils, nos ressources au service de leur engagement et de leur récit.

POUR MIEUX SE DÉPASSER, EN 2023, AMÉLIORONS NOS RÈGLES DE FONCTIONNEMENT

CONTEXTE

Les urgences écologiques et sociales, au niveau national, européen et international, nous obligent à redoubler d'efforts pour créer les conditions d'une large mobilisation dans toute la société. Pour cela, nous devons réussir la co-construction d'un mouvement de l'écologie politique capable de peser avec force dans la vie politique.

Cette volonté, au cœur de nos débats depuis tant d'années, doit se traduire maintenant dans les faits.

Il est indispensable de mettre en pratique dans notre structure les principes que nous voulons voir appliqués dans la société écologique que nous aspirons à construire. Au premier plan desquels figurent le fédéralisme, l'implication citoyenne, la démocratie permanente.

Nos règles de fonctionnement traduites dans nos statuts et nos règlements intérieurs ont évolué régulièrement par modifications successives ou à l'occasion de changements importants structurels comme en 2010 lors du passage du parti «Les Verts» au mouvement «Europe Ecologie-Les Verts».

L'aspiration à réouvrir un chantier de réforme pour mieux se dépasser, se réinventer, se refonder traverse nos débats depuis plusieurs années et est inscrite régulièrement dans nos textes de congrès sans pour autant se traduire dans les faits.

A l'été 2022, une tentative de modification de nos règles a été engagée par un groupe restreint d'adhérent.e.s avec un premier Référendum d'Ini-

tiative Militante qui a obtenu 54% des votant.e.s. Un second référendum qui a obtenu 61% a proposé une démarche différente de concertation et de dialogue pour entreprendre des éventuelles modifications réglementaires avant le congrès. Aucun n'a atteint la barre des 66% des votants.

Ces deux résultats prouvent que cette aspiration à une potentielle évolution de notre organisation est souhaitée.

Elle doit donc être conduite après notre congrès de 2022. La participation de tou-te-s doit donc être organisée, et menée dans un esprit de dialogue et de co-construction.

Nous proposons à l'ensemble du mouvement (adhérent.e.s du parti et de la coopérative) d'engager une démarche large et ouverte à vocation consensuelle en 2023.

Elle doit conduire à l'élargissement de l'assise de l'écologie politique et de son influence, et à la refondation de notre structure, en inventant de nouveaux modes de fonctionnement appuyés sur nos valeurs et principes partagés. Elle doit nous permettre de traduire ces volontés par des modifications statutaires et réglementaires qui sont des outils au service d'un projet politique.

LA DÉMARCHÉ SUIVANTE EST PROPOSÉE, AVEC AGENDA INDICATIF

Etape 1 : Analyse et diagnostic (1^{er} trimestre 23)

- Établir un rapport de synthèse de l'ensemble des travaux au sujet de la réinvention, dépassement, rénovation, refondation, restructuration menés ces dernières années.
- Faire ressortir des éléments saillants qui réinterrogent notre fonctionnement sous forme de questions et qui pourraient faire l'objet de modifications de nos règles (statuts et RI)
- Un groupe de travail ad hoc est installé par le Conseil fédéral.

Etape 2 : Large concertation (2^e trimestre 23)

- Permettre à l'ensemble des adhérent.e.s et instances et structures associées d'exprimer des analyses et des avis à la problématique du dépassement ;
- Faire émerger des propositions qui pourraient être retenues pour engager des modifications statutaires
- Les régions vertes organisent la concertation dans tous les groupes locaux; les propositions sont transmises au groupe national de synthèse ad hoc.

Etape 3 : Modifications statutaires et réglementaires (avant fin 23)

- Traduire les orientations et propositions de nouveaux modes de fonctionnement en modifications statutaires et réglementaires ; plusieurs options peuvent être proposées.

- Le comité de suivi statutaire (CSS) est chargé de la rédaction du document soumis aux adhérent.e.s.
- Organisation d'un Congrès extraordinaire avant la fin 2023 dont l'objet se limite à voter les modifications. Des votes alternatifs peuvent être soumis aux adhérent.e.s.

L'ensemble des adhérent.e.s du mouvement, du parti et de la coopérative, participent au processus. La concertation de la phase 2 est également ouverte aux « sympathisant.e.s » écologistes à l'occasion des réunions menées localement.

Le premier Conseil fédéral d'EELV de l'année 2023 adoptera une motion de cadrage qui indiquera dans le détail le processus, ses modalités d'organisation et la composition des différents groupes de travail nécessaires pour élaborer le diagnostic, la concertation et la rédaction des éventuelles nouvelles règles.

DECISION

En validant cette motion ponctuelle, le congrès EELV approuve le lancement de la concertation et du processus de réflexion pour un dépassement et une refondation d'EELV. Il valide que cette démarche soit conduite avant la fin 2023 avec l'organisation d'un congrès extraordinaire de modification des statuts et des règlements.

POUR UNE ÉCOLE MILITANTE DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

Notre mouvement a besoin de se développer, d'attirer de nouvelles personnes et de conquérir des places de pouvoir. Pour cela, il nous faut avoir une stratégie d'enrichissement et de renforcement d'une culture militante. Si l'écologie politique se construit au fur et à mesure des combats menés et de l'avancée des recherches, il est cependant important de partager les fondements de ce qui constitue l'analyse écologique.

Notre parti est riche de multiples commissions thématiques au sein desquelles se construit un corpus actualisé de nos positions. Les journées d'été sont des moments précieux de culture et de réflexion. La FEVE permet aux élu-e-s qui le souhaitent de développer des compétences sur l'ensemble des sujets en rapport avec leurs mandats.

Ces différents niveaux permettent de solidifier ses réflexions, positions et compétences sur bien des sujets. Toutefois, il manque un maillon dans ce tissage. En effet, nous nous inscrivons aux commissions en fonction de nos centres d'intérêt et assistons peu aux comptes-rendus des travaux d'autres commissions. Les journées d'été fourmillent d'ateliers en concurrence les uns avec les autres et nous ne pouvons faire le tour des sujets. Enfin, pour pouvoir bénéficier de la richesse des formations de la FEVE, il faut être élu-e-s.

Pour gagner des positions importantes, nous devons consolider le socle de connaissances partagées au sein de nos militant-e-s. **Créons une école mili-**

tante de l'écologie politique. Cette école doit à la fois consolider le socle de connaissances indispensables et développer un savoir-faire militant.

Elle aurait pour objet de renforcer la culture commune au sein de notre mouvement, la capacité à argumenter lors de débats, tractages, activités militantes ou simples repas de famille. Elle permettrait aussi de tendre la main à des personnes qui ne se sentent pas suffisamment armées pour faire de la politique et qui, bien que désireuses de s'engager, craignent de ne pas être en mesure de suivre les débats, ou de devoir prendre la parole sur des sujets qu'elles maîtrisent mal. L'école permettrait d'accompagner leur parcours. Tracter, faire du porte-à-porte, participer à un débat, faire une présentation, n'est pas plus simple que d'argumenter sur les questions sociales, écologiques ou internationales pour qui ne l'a jamais fait.

Elle créerait des « promotions » qui se connaîtraient, même si les formations ont lieu à distance. Il ne s'agirait en effet pas de sélectionner parmi une liste des formations, auxquelles nous souhaiterions ou pas assister, mais bien de créer un cycle de formation complet auquel nous nous engageons à suivre de manière assidue.

MODALITÉS D'ORGANISATION ET DE FONCTIONNEMENT

Organisée autour d'un cycle de 3 mois et de 12 séances, cette

école se ferait, en partie, à distance, par visioconférences et sur inscription, et pour une autre partie en présentiel. Les séances pourraient se dérouler le samedi matin de 9h à 11h, de sorte que les parents de jeunes enfants puissent y participer. Les thèmes abordés pourraient être organisés en deux parties distinctes. A titre de suggestions, modifiables dans la mise en oeuvre de l'école :

1^{ère} partie : socle de connaissances communes (9 séances en visio)

- Le système social et fiscal français, comparaison avec les autres pays d'Europe.

- Les différentes politiques de sécurité mises en oeuvre en Europe, quels moyens pour quels effets ?

- La dette française et les finances publiques : historique et avenir possibles.

- L'immigration, réalités et mythes.

- La politique étrangère de la France, construction et évolutions nécessaires.

- L'énergie : état des réflexions sur les différents modèles énergétiques possibles.

- La justice : pourquoi tant d'injustices ?

- Histoire des idées écologistes.

- L'agriculture, quelles perspectives ?

- Les services publics : com-

ment sauvegarder les fondements de notre système social.

- La pauvreté : décryptage de ce que l'on entend par pauvreté.

- Etc. Etc.

2^{ème} partie : techniques militantes, organisées dans chaque région (3 séances)

- Tractage et porte-à-porte

- Techniques de débat et de réponse à la presse.

- Prises de parole en public

Pour la première partie, un-e expert-e du sujet, interne à EELV ou externe, animera la formation, suivie d'un temps d'échange et de réflexions partagées. Pour la seconde partie, il conviendra de former des relais en régions qui pourraient dispenser la formation sur place.

Un-e membre du BE sera chargé de son organisation avec une petite équipe d'organisation. Deux sessions par an pourraient être envisagées.

Budget envisageable

- Rémunération intervenant-e-s : 200 euros/séance, 2400 euros par session.

- Participation militante (30 euros par session pour 80% des participant-e-s, gratuit pour 20%), 2400 euros. Base : 100 participant-e-s par session.

- Opération neutre pour le parti.

DÉCROISSANCE ET DÉMOCRATIE IL N'Y A PAS D'ALTERNATIVE

Les fondamentaux d'une écologie politique en rupture avec le productivisme.

Le modèle productiviste pousse toujours plus fort sur ses limites externes et internes, provoquant une crise écologique et sociale profonde. L'heure est venue de prendre un autre chemin, pour réorienter le système économique vers l'équilibre écologique et social, vers la société de la post-croissance, post-productiviste, inclusive et égalitaire.

Ce chemin est celui de la décroissance.

Une charge écologique exorbitante

Les prélèvements des ressources et le déversement des déchets dans la biosphère, imposés par la production et la consommation, nous ont amenés au point de rupture. Il est urgent de revenir à l'équilibre qui permet de se projeter dans un futur serein pour l'humanité entière. La question ne se limite pas aux émissions de GES ; il s'agit de la totalité des ressources qui soutiennent la vie humaine sur la planète : l'eau, les sols, la biomasse, les océans... c'est l'intégralité de la biosphère, l'intégrité et les équilibres des systèmes terre qui sont compromises. A l'heure où plusieurs limites planétaires sont franchies, l'urgence est absolue.

Une charge sociale de plus en plus lourde

Le modèle productiviste détruit aussi l'humain et la société

elle-même. Sa logique interne de survie, la recherche effrénée des réserves de croissance économique, fait pénétrer le tout-marché dans des sphères de plus en plus élargies de la société. Elle fragilise et détruit des biens communs et services publics acquis de haute lutte. Elle produit des ruptures dans les tissus sociaux, et s'associe de plus en plus à des politiques autoritaires, l'érosion des droits fondamentaux, la mise au pas de la société dans un seul objectif : soutenir le modèle économique que nous savons insoutenable, écologiquement, socialement et démocratiquement.

La nécessaire rupture avec le modèle productiviste

Il faut rompre avec un modèle économique et la politique qui prône la croissance économique prise comme un préalable à la solution de tout autre problème. Il faut aussi couper définitivement les ponts avec sa dernière réincarnation en date : la croissance « verte » dont, dans son dernier rapport, le GIEC a démontré l'inexistence. La recherche économique démontre aussi, avec robustesse, que le découplage, absolu ou relatif, entre croissance économique et destruction écologique est une illusion.

Le choix de décroissance

La décroissance s'impose, dans ce qu'elle implique en termes de changement politique et social, comme seule force motrice capable de mener à une transformation de l'ampleur nécessaire pour atteindre un

équilibre écologique et social. Si dans le passé on a attaché un coût politique à cette orientation – largement présumé et hypothétique – à ce terme, réputé chasser l'électorat, la situation actuelle impose de l'assumer pleinement. Sans l'assumer dans son intégralité, il est difficile de se présenter comme première force de l'écologie politique en France, partenaire de premier plan des mouvements écologistes au niveau local, national, européen et international. C'est une question de cohérence, de crédibilité, d'honnêteté intellectuelle.

La mise en démocratie de l'économie

Les néolibéraux disent qu'il n'y a pas d'alternative aux réformes pro-entreprise, pro-marché, à l'austérité, à la réduction des services publics, pour retrouver de la croissance économique. Aujourd'hui nous affirmons, preuves scientifiques à l'appui, que la décroissance est nécessaire pour la survie de l'humanité, qu'il n'y a pas d'alternative. Or, contrairement à la dérive autoritaire des néolibéraux, nous allons tracer ce chemin en démocratie. La transition écologique se construira à l'intérieur du respect des droits fondamentaux, dans une démocratie approfondie par de nouvelles formes de représentation et de concertation, dans la stricte égalité politique qui est son esprit et sa condition fondamentale.

Les orientations programmatiques

Nous portons la décroissance, le retour de la production et la

consommation à un équilibre écologiquement et socialement soutenable, négociée entre les corps sociaux, comme boussole de toute politique économique. Nous prônons une décroissance équitable qui ne sacrifie ni l'inclusion, ni le progrès social. Les inégalités dépendent des politiques de distribution et de redistribution des revenus et du patrimoine, pas de la croissance économique.

Nous affirmons le droit de chacune et de chacun à vivre pleinement en société, avec l'accès universel aux services publics, au logement, aux premières nécessités, à un revenu de base inconditionnel, à l'éducation et la culture.

Nous refusons la déconstruction des services publics au profit de l'entreprise privée. Le tout-marché doit laisser la place au développement des communs et des biens publics.

Nous nous attachons à la démocratie comme méthode fondamentale et indispensable de la construction du chemin vers la société de post-croissance.

POUR JOINDRE LA PAROLE AUX ACTES, VÉGÉTALISONS LARGEMENT L'ALIMENTATION

PAR DES PRODUITS ISSUS D'UNE AGRICULTURE BIO
LORS DES ÉVÉNEMENTS ÉCOLOGISTES INTERNES COMME EXTERNES

Il y a urgence

Notre modèle alimentaire, centré sur la production et consommation de protéines animales et l'agriculture intensive, a un impact majeur sur les écosystèmes, les animaux et le climat.

L'élevage en particulier est responsable d'au moins 14,5% des émissions de gaz à effet de serre (FAO).

Le scénario Afterres2050, prospective pour une transition de l'agriculture, nous invite donc à une végétalisation de notre alimentation.

Le scénario TYFA prévoit une diminution de 50% de la consommation de viande, tout comme le scénario Negawatt 2022, qui juge prioritaire d'engager une transition alimentaire avec -50% en 2050.

Les scénarios 1 et 2 de l'étude ADEME «Transition(s) 2050» pour la neutralité carbone nécessitent respectivement une baisse de 67% et 50% de la consommation de produits carnés.

L'élevage est aussi responsable d'une importante consommation d'eau, dans un contexte où les sécheresses se multiplient et certains élevages s'accompagnent d'intenses pollutions des eaux. L'élevage industriel est le principal responsable de la déforestation en Amazonie.

Notre volonté de mettre fin à court terme à cet élevage intensif et d'aller vers un élevage extensif est possible uniquement avec une moindre production de viande.

Mammifères, oiseaux, poissons... les animaux non humains disposent de capacités cognitives et sensorielles que l'on ne peut ignorer. Le consensus scientifique est clair : ces animaux ressentent la souffrance.

Chaque jour en France, 3 millions d'animaux terrestres sont tués pour notre alimentation, soit 1 milliard d'animaux d'élevage par an, dont 80% issus d'élevages intensifs, dérive récente qu'il convient de stopper.

La transition alimentaire est un enjeu de santé publique avec de nombreuses maladies liées à la consommation de produits d'origine animale.

Enfin, les océans se vident des poissons et les fermes aquacoles se révèlent tout aussi intensives et désastreuses que les autres élevages concentrationnaires.

Par ailleurs, nous visons également à sortir des pesticides de synthèse, encore plus fortement polluants et ravageurs pour la biodiversité.

Pour répondre à ces constats dramatiques, les écologistes veulent engager une transition alimentaire ambitieuse vers une consommation majoritairement végétale, biologique et paysanne : nous avons pour objectif de diviser par au moins deux notre consommation de produits d'origine animale (viande, poisson, produits laitiers, œufs), comme nous le rappelons régulièrement dans nos programmes.

Tout comme pour les produits bio, les écologistes ont été pionniers de l'alimentation végétale avec les 1^{ers} repas végétariens dans les cantines et, en 2022, le changement de paradigme à Grenoble, où le repas standard est végétarien.

Les élu-es et les pouvoirs publics doivent être la vitrine de cette transition : la réduction des protéines carnées et les circuits de production végétale locale durable doivent être appliqués au-delà des cantines scolaires.

Cependant, les journées d'été des écologistes ont, ces dernières années, à nouveau présenté de nombreux repas carnés malgré plusieurs années à proposer une alimentation strictement végétarienne et végétalienne, en contradiction avec nos programmes et nos discours.

De nombreuses réunions de groupes locaux, d'élus-es et autres événements organisés continuent à maintenir de la viande et du fromage en quantité, voire à ne pas disposer d'alternative végétarienne.

De même, encore trop souvent nous achetons par facilité des produits non issus de l'agroécologie pour nos événements, soutenant ainsi un modèle auquel nous nous opposons.

Ces incohérences sont reprochées à EELV par le nombre grandissant de militant-es qui ont fait le choix d'une alimentation végétarienne et/ou biologique.

Les écologistes doivent pouvoir montrer l'exemple dans leurs événements aussi bien externes qu'internes.

En conséquent, Europe Écologie – les Verts, s'engage à :

- Continuer, grâce à ses élu-es et ses militant-es, à développer l'alimentation végétale durable dans les cantines scolaires et dans tous les autres établissements publics et administrations.
- Organiser la végétalisation des réceptions officielles organisées dans des collectivités où EELV peut obtenir une majorité, avec la mise en place du repas au moins végétarien par défaut.
- Systématiser l'achat d'aliments et boissons bio, pour accorder nos pratiques et nos programmes.
- Renouer avec la tradition de proposer uniquement des repas végétariens et végétaliens lors de ses journées d'été, moment phare de visibilité externe et de sensibilisation de nos militant-es, sympathisant-es et partenaires.
- Organiser une information dans toutes les régions et les groupes locaux sur les impacts de la consommation de viande et l'importance de s'appliquer nos programmes à nous-mêmes en végétalisant nos réunions internes et externes.
- Suggérer à nos partenaires du mouvement écologiste (CEDIS, FEVE, Jeunes écologistes, FEP...) qui n'auraient pas encore végétalisé largement leurs repas de suivre cette dynamique.

PARENTS ET MILITANT-ES

L'écologie politique, c'est la recherche d'un avenir meilleur. Des luttes, que nous ne menons pas que pour nous, mais également pour les générations futures, en pensant à la planète et à la société que nous allons leur laisser. Ces générations futures sont bien souvent, dans le discours public, métaphoriques.

Pourtant, pour beaucoup d'entre nous, c'est notre quotidien. Nous voulons offrir à nos enfants et nos petits-enfants un avenir meilleur que celui qui nous est promis. Mais nous avons trop souvent fait l'expérience d'avoir eu à choisir entre le temps militant et le temps parental.

Ce constat est souvent d'autant plus lourd pour les mères de couples hétérosexuels, malgré nos valeurs féministes et égalitaires. Sans oublier le poids qui pèse parfois sur les partenaires non-militant-es qui, afin de soutenir l'engagement de leur conjoint-e, se retrouvent souvent seul-es dans la garde des enfants. Et tout ceci ne mentionne pas les parents seul-es, qui se voient dans l'incapacité de pouvoir s'engager.

Si nous, écologistes, avons commencé à penser la société et la ville à hauteur d'enfants, nous devons aller plus loin et repenser nos démarches internes et les politiques publiques autour de l'enfance et de la parentalité.

Nous reproduisons trop souvent les schémas qui ignorent

la question parentale et présupposent une hyper-disponibilité des militant-es pour des réunions entre 18h et 21h ou les week-ends. Cela culpabilise les parents, soumis à des choix cornéliens. Ce constat est d'autant plus douloureux pour un mouvement comme le nôtre, qui se veut le plus inclusif possible.

Face à cette situation, il est de notre devoir de fournir une réflexion collective sur la question. Voici les premières propositions d'un travail qui ne demande qu'à être approfondi :

- **Création d'un groupe de travail « parents militant-es ».** Sur le modèle notamment du GT « militer dans l'adversité », les adhérent-es peuvent s'inscrire à ce groupe de soutien et de réflexion. Celui-ci aura pour but un dialogue entre militant-es parents, un échange de conseils, de constats. Ceux-ci pourront offrir un climat plus « family-friendly » pour nos adhérent-es et lancer un grand débat sur les mesures à prendre pour concilier engagement et famille.

- **Mise en place d'un congé parental militant.** Afin d'intégrer les personnes ayant des enfants à notre mouvement, encore faut-il qu'elles puissent également faire parties de nos instances. Or quand une naissance est à venir, on renonce souvent soit à être candidat-e à ces instances, soit à la fonc-

tion que l'on exerce au sein d'EELV. Dans ce sens, un congé parental militant est une solution. La possibilité pour un membre qui attend un enfant, qui a un bébé à la maison ou dont l'enfant rencontre un problème de santé de prendre entre 2 et 12 mois de congé parental dans ses fonctions internes. La/le militant-e sera alors remplacé-e par un autre membre, élu-e par l'instance dans laquelle il ou elle siège.

- **Mise en place d'accueil d'enfants solidaires et militants.** Dans les groupes locaux dans lesquels plusieurs adhérent-es sont parents, il est possible de créer un système de roulement où les militant-es s'entraident dans l'accueil des enfants pendant les temps d'engagement politique. Ceci permettra à la majorité d'entre nous d'être présent-es, plutôt que d'être plusieurs à devoir rester chez nous aux côtés de nos enfants.

- **Etude d'une possible aide financière partielle aux frais de garde** lors de rencontres régionales ou départementales, de journées de formation et des JDE.

- **Accueil d'enfants de militant-es lors des JDE.** Les Journées d'Été sont le rendez-vous annuel à ne pas rater et pourtant beaucoup d'entre nous y sont obligés afin de rester auprès de leurs enfants, ou doivent laisser la charge parentale au parent

non-militant-e. Dans ce sens, en attendant l'étude d'une possible aide financière du parti, nous pourrions mettre en place dès 2023 un accueil solidaire par les parents présent-es aux JDE, qui alterneront la garde des enfants des uns et des autres, tout en profitant des ateliers et formations le reste du temps.

- **Mise en place d'une démarche participative à destination des enfants lors des JDE.** Afin de dépasser le simple accueil des enfants de militant-es, nous mettrons en place des ateliers réservés aux plus petits, par exemple sur les thèmes de la nature et de l'égalité.

- **Mise en place de plusieurs ateliers de travail sur les politiques publiques de l'enfance aux JDE.** Il est important que notre démarche ne reste pas qu'interne. Il faudra proposer aux élu-es et futur-es élu-es des ateliers afin de les former aux enjeux de la politique de l'enfance.

- **Création d'un guide du/de la parent militant-e.** Fort-es des premiers retours d'expérience du GT parents militant-es, les membres de ce groupe de travail pourront créer un guide afin d'accompagner les futur-es ou nouveaux-elles parents au sein de notre mouvement, un peu sur le guide du/de la nouvelle-elle adhérent-e.

ÉCRIRE L'AVENIR DE L'ÉCOLOGIE DEPUIS LES TERRITOIRES

Les dernières cartes électorales montrent une fracture territoriale inédite. Là où le sentiment de relégation est le plus marqué, c'est l'extrême droite qui convainc, qui console, qui rassure, en s'emparant y-compris de l'écologie sous couvert de localisme.

Nous contribuons malgré nous à ce contraste. Notre sociologie nous place du côté des centres privilégiés, notre image aussi : les écolo-bobos des villes vs les ruraux des champs. Autour de nous, dans les territoires, nombre de militant·e·s, d'élus·e·s, agissent pour l'écologie, mais se tiennent à distance : l'impression que l'identité EELV n'est pas la leur, que le mouvement ne peut les soutenir.

Ainsi, si l'équilibre entre territoires nous anime sincèrement, l'incarner reste un défi.

Or, c'est dans les territoires que l'écologie change le monde ! Et que nous pouvons incarner une écologie qui gagne du terrain. Crédibiliser notre capacité à conduire une transformation globale repose sur un enjeu à double sens : renforcer les militant·e·s et élus·e·s, et, depuis le local, consolider notre projet, notre récit, en montrant que l'écologie s'écrit de manière cohérente à tous les niveaux.

Nous ouvrir pour nous développer

Nous ouvrir. L'écologie qui change le monde ne porte pas toujours le drapeau EELV ! Questionnons notre projet, nos pratiques militantes, nos marqueurs, pour mieux nous ouvrir

à celles·ceux qui agissent pour l'écologie, ou y sont prêt·es. Sachons articuler la rigueur de nos convictions et la souplesse d'une pratique plus inclusive.

En devenant un parti-outil, au service de celles·ceux que nous voulons mobiliser, nous élargirons le « nous » écologiste - un écho à la « classe écologique » désirée par B. Latour. Soyons confiant·e·s : notre mouvement en sortira grandi.

Nous développer. Nous avons besoin de plus de militant·e·s pour porter l'écologie politique, de faire émerger des profils plus divers, prêt·e·s à s'engager pour le collectif. Que le parti soit une porte d'entrée accueillante dans l'écologie, où son engagement soit source de de convivialité, d'accomplissement. Parions sur une stratégie de renforcement des GL : un travail patient peu rentable à court terme, mais indispensable à long terme.

PRENDRE LE POUVOIR DEPUIS LES TERRITOIRES

Nous avons toutes les clés pour porter un récit de l'écologie qui prend peu à peu le pouvoir, depuis l'échelle locale : un cheminement cohérent pour les séquences électorales à venir. Celles-ci devront être l'occasion d'une démonstration de force : un collectif politique disposant d'élus·e·s à toutes les strates du pouvoir institutionnel, qui se coordonnent au service du bien commun ; la force d'une organisation qui progresse partout, y compris là où on ne l'attend pas.

Gagner en cohérence. Des médiatiques villes de la « vague verte » aux plus petites, y-compris rurales : nombre de municipalités font vivre l'écologie, à la tête d'équipes plurielles. Nos élus régionaux, départementaux, font un travail de fourmi dans les assemblées, auprès du grand public. Le récit de l'écologie politique est aussi là ! Aujourd'hui, le parti doit davantage se structurer, avec la FEVE, pour conforter ces échelles d'action, et capitaliser sur leurs expériences pour nourrir le projet.

Gagner le cœur des territoires. Les élections locales sont celles où nous bénéficions d'une dynamique indéniable, où nous sommes quasiment seuls à progresser avec le RN. Premier de ces rdv : les municipales. Les élections du quotidien, de la confiance, et de l'innovation démocratique. Celle où nous pouvons, dès 2026, poursuivre l'histoire d'une écologie qui progresse, et se normalise. Partout, nos militant·e·s, nos GL, doivent créer ou soutenir des dynamiques locales les plus inclusives possible.

En articulation avec les Régions, le BE s'engage à :

- Structurer une coordination de développeurs territoriaux, dont la mission sera l'appui à la création/au renforcement des GL, et aux mobilisations hors campagnes

- Former nos militant·e·s aux méthodes de l'éducation populaire, qui offrent des outils robustes pour inclure le plus grand nombre dans nos es-

paces politiques

- Soutenir, par les moyens du parti, les Coordinations des élus·e·s : des coordinations horizontales, par échelon, et une coordination verticale entre représentants de chaque niveau + instances nationales

- Mieux capitaliser sur nos implantations, avec un Observatoire de l'écologie des territoires, pour documenter les progressions locales, éclairer donc consolider la cohérence de notre projet et la démonstration de l'écologie qui change la vie

- Mettre nos moyens au service de la structuration de dynamiques militantes locales. Apporter un soutien aux listes se revendiquant clairement de l'écologie et/ou du municipalisme, là où nous ne sommes pas présents

- Accompagner les équipes à l'assaut de leur commune, avec une « Master class » des municipales, qui pourra nourrir les élections suivantes

CULTIVONS LE PLAISIR DE MILITER !

Pourquoi nous donnons-nous tant de mal ? Pourquoi militons-nous ?

Si nous ne militons que parce que nous sommes convaincu·es d'avoir raison, et « parce qu'il le faut », le militantisme devient une obligation de plus. Pour que l'énergie militante soit une énergie renouvelable, il faut un ingrédient indispensable : le plaisir. Le plaisir d'être ensemble, même quand il pleut et que personne ne prend nos tracts, le plaisir de réaliser une belle action, le plaisir du café chaud partagé après la manifestation.

Le plaisir de militer ne se décroche pas. Il s'organise. Nous, militant·e·s éco-anxieux et en colère, nous vous proposons de voter cette motion pour que le futur BE mette en place les éléments suivants.

1 - Être accueilli·e et formé·e pour se sentir bien sur le terrain

Seule la mise en place de formation peut permettre de lutter contre le sentiment d'illégitimité, sentiment ressenti plus fortement par les femmes, les personnes qui ne sortent pas de grandes écoles... qui sont pourtant les personnes dont notre parti manque.

Nous formerons aux fondamentaux de l'écologie politique, au fonctionnement de notre parti et aux techniques de militantisme.

Il n'est plus possible de laisser s'écouler un mois entre l'adhésion et la première rencontre

avec le groupe local. Parce que nous sommes ravi·es de nous renforcer, nous systématiserons la rencontre du responsable du groupe local avec les nouvelles et nouveaux dès leur adhésion. Cet entretien aura pour objet de connaître leurs besoins, leurs aspirations et les compétences qu'ils souhaitent mettre au service du groupe local et du mouvement.

Des formations plus poussées, parfois ouvertes vers les non encarté·es, permettront une progression, dans un but d'éducation populaire, pour permettre à tous les profils d'émerger et de s'émanciper.

Les acteurs associatifs doivent être sollicités pour la formation, pour ne pas se limiter à l'interne. Nous proposons de créer un répertoire des organisations d'éducation populaire pour que les GL aient de l'autonomie. Créer un service militant d'éduc pop au niveau régional avec des militant·e·s volontaires..

2 - Renforcer notre communication pour mieux se connaître et se faire connaître

Nous devons actualiser notre stratégie de communication. Nous nous appuyerons sur un langage plus direct pour parler au plus grand nombre. Une communication innovante, humaine, multicanale (écrit, web, vidéo ...) positive et enthousiaste à l'image de la sobriété heureuse que nous souhaitons.

Nous devons aussi progresser dans l'information aux mili-

tant·es qui apprennent ce qui se passe dans leur parti par les médias. Ils·elles doivent pouvoir trouver facilement les informations et les explications des positions défendues collectivement.

Pour élargir notre communication, les militant·e·s doivent pouvoir devenir acteurs et créateurs. Pour y parvenir, trois points seront importants : mettre à disposition des outils vidéos, photos, visuels, sons, médiatiques etc. pour que chacun·e puisse créer ses propres contenus "non-officiels" ; organiser un grand travail de formation sur ces outils ; face aux attaques, structurer les dispositifs de riposte pour faire bloc et apporter nos réponses de façon audible et crédible.

Notre parti est riche des ses élus·es locaux, nationaux, et européens qui nous rendent fier·es quand on sait ce qu'elles et ils font. La communication en interne doit permettre de connaître les actualités de notre mouvement et le travail de nos élu·es de terrain.

3 - Cultiver l'efficacité et le plaisir de militer dans nos groupes locaux

Nous devons renforcer les groupes locaux, les outiller pour les rendre plus fonctionnels et en faire les relais des campagnes de mobilisations nationales.

Nous devons former les responsables de GL aux fonctions suivantes : l'organisation de réunions efficace, la communication non-violente ainsi

qu'aux questions des discriminations. Pour que les personnes victimes de discriminations qui rejoignent eelv pour les combattre dans la société ne perdent pas leur énergie à devoir lutter contre le sexisme, le racisme, la validisme... dans leur propre GL.

Nous proposons d'avoir une personne au niveau régional en charge d'accompagner les GL existants et les nouveaux en cours de création.

Des campagnes nationales thématiques seront organisées, avec des moyens pour accompagner la mobilisation dans les groupes locaux. Elles seront précédées de formations sur la thématiques mais aussi des formations aux techniques militantes utilisées (former au tractage, former au phoning, former au porte à porte, aux campagnes numériques...).

L'investissement militant doit partout permettre l'autonomie et l'épanouissement militant. Face au cynisme d'un système économique prédateur et à la haine véhiculée par l'extrême-droite, qui prospèrent tous deux sur le désespoir et la passivité, nous sommes convaincu·es que c'est l'enthousiasme et la pulsion de vie qui permettront la nécessaire révolution écologique en laquelle nous croyons.

LE TEMPS EST À UN NOUVEAU SOUFFLE : FAISONS GRANDIR ENSEMBLE LA JEUNESSE ÉCOLOGISTE

Cette motion fixe un objectif pour EELV : devenir le premier parti des jeunes. Parce qu'elle n'a pas le choix, parce que son avenir en dépend, la jeunesse est à l'avant-garde des mouvements climat. Le parti de l'écologie politique doit renouer avec la jeunesse s'il veut incarner le projet politique d'avenir qu'il revendique porter. Cela doit passer entre autres par une intégration plus étroite avec son organisation de jeunesse.

Les Jeunes Écologistes doivent pouvoir porter les revendications de la jeunesse dans les instances du parti. Elle doit enfin bénéficier de moyens matériels et financiers suffisants pour militer, se former et se développer. Les Jeunes Écologistes feront aboutir un rapprochement avec EELV, notamment en s'engageant à être solidaire du parti lors des élections.

Jeunes adhérent.e.s et ancien.ne.s jeunes, fixons-nous pour objectif de donner à la jeunesse du parti les moyens de ses ambitions !

MOTION

EELV travaille avec Les Jeunes Écologistes pour devenir le 1^{er} parti des jeunes

- Le bureau exécutif des Jeunes Écologistes pourra déposer des textes et motions dans le cadre du Conseil Fédéral, pour donner un débouché politique aux travaux des Jeunes Écologistes.

Modification de l'article II-3-10-1 MODALITES DE

DEPOT DES TEXTES ET MOTIONS du Règlement Intérieur, en gras souligné :

Sont habilité·es à déposer des textes à l'examen du Conseil fédéral : les membres du Conseil fédéral, les Commissions thématiques nationales, le bureau du Conseil programmatique, les Conseils politiques régionaux, les Congrès régionaux, le Bureau exécutif, l'Observatoire de la parité et des pratiques, le bureau exécutif des Jeunes Écologistes. [...]

- Les coordinateurs des groupes locaux des Jeunes Écologistes sont membres de droit du Conseil Politique Régional de leur région pour présenter l'activité des Jeunes Écologistes et être informé·es de l'actualité d'EELV sur leur territoire.

- Les co-secrétaires fédéraux des Jeunes Écologistes seront associés aux travaux du Bureau Exécutif d'EELV. Iels n'auront pas de droit de vote mais pourront être invité·es à prendre la parole sur les points à l'ordre du jour.

Modification de l'article II-7-7 Publicité des débats du Règlement Intérieur, en gras souligné :

Les membres du Conseil fédéral ou des instances de régulation et les co-secrétaires fédéraux des Jeunes Écologistes peuvent assister aux délibérations du Bureau exécutif. [...]

- En adhérant à EELV, un.e jeune écologiste obtient un transfert de ses années d'adhésion aux Jeunes Écologistes vers le parti.

Ajout d'un alinéa à l'article II-1-2 Adhésion du Règlement Intérieur, en gras souligné :

Lorsqu'un.e membre des Jeunes Écologistes, à jour de cotisation, adhère à EELV, iel conserve son ancienneté acquise chez les Jeunes Écologistes. Dès lors, ces adhérent·e·s jouissent des mêmes droits que s'ils étaient membres d'EELV.

- Pour garantir améliorer nos processus, la cellule d'enquête et de sanction sur les violences sexuelles et sexistes est en lien avec la cellule d'enquête des Jeunes Écologistes. Cette dernière pourra bénéficier de conseils méthodologiques et de formations.

Ajout d'un alinéa à l'article V-6-2 Fonctionnement de la cellule du Règlement Intérieur, en gras souligné :

[...] La Cellule est en lien avec la cellule d'enquête des Jeunes Écologistes. Lorsque l'enquête d'une des deux cellules concerne une personne mise en cause ayant la double adhésion, cette cellule prévient l'autre cellule. Le contenu des enquêtes ne pourra néanmoins pas être échangé sans l'accord des personnes ayant signalé.

EELV soutient le développement de son organisation de jeunesse: Les Jeunes Écologistes

- La dotation annuelle allouée par EELV à la fédération des JE sera augmentée, afin de permettre à l'organisation de mon-

ter en puissance et de s'extirper de tâches administratives chronophages. L'objectif étant de pouvoir se concentrer sur une mobilisation conséquente sur les territoires, gagner en visibilité et convaincre les jeunes de militer en politique.

EELV se fixe comme objectif de porter la dotation annuelle à un montant équivalent à 2% du budget du parti et d'au minimum 25 000€. Une convention de financement sera signée chaque année, en fonction des objectifs des Jeunes Écologistes et des moyens d'EELV.

La dotation sera utilisée pour :

- Embaucher un.e salarié.e à mi-temps. Le coût de l'embauche est compris dans la dotation annuelle d'EELV. Aucun membre des instances des Jeunes Écologistes ne peut prétendre à ce poste.

- Les dépenses fonctionnement de la fédération des Jeunes Écologistes (frais bancaires, assurances, site internet, gestion des adhésions...).

- Financer les projets de la fédération (campagnes, formations, événements, prise en charge des déplacements des adhérent·e·s lors des événements fédéraux par souci de solidarité...).

- Les régions EELV accompagnent le développement des groupes locaux des Jeunes Écologistes, à travers un soutien logistique et financier.

SORTONS DE L'ENTRE-SOI !

À l'image de toutes les formations politiques progressistes, notre famille politique est dans une forme d'ambiguïté permanente. D'une part, nous avons l'ambition de devenir un parti populaire et, à ce titre, de convaincre et faire adhérer à notre projet toutes les catégories sociales, y compris les plus modestes. D'autre part, force est de constater que nous restons coincé·es dans une sociologie militante homogène, dominée par des catégories sociales supérieures, à haut niveau d'étude, et pour une grande part bénéficiant d'héritages ou, pour reprendre Bourdieu, de capitaux (familiaux, culturels, financiers, sociaux). En cela, EELV se fait la continuité d'un système éducatif qui exfiltre les classes populaires et leurs enfants (transclasses¹).

Ce problème interroge aussi notre capacité à conquérir le pouvoir. Notre société rebat les cartes de la légitimité démocratique, pose de nouvelles exigences en terme de participation citoyenne et pointe chaque jour un peu plus les carences de notre démocratie représentative, illustrées par le mouvement des gilets jaunes. Le désir de voir des élu·es moins distant·es et davantage représentatif·ves de l'ensemble de la population grandit. La France ne se réduit pas à la France des héritiers et des grands corps d'État. La conquête du pouvoir passera par notre capacité à élargir les origines et parcours sociaux de celles et ceux qui contribuent à construire notre mouvement.

En outre, cette problématique a un effet sur nos propositions,

qui émanent de facto trop souvent d'un entre-soi social. Du fait de notre éloignement des classes populaires et des groupes plus marginalisés, notre programme perd en pertinence, en intelligibilité et en inclusivité. Nous sommes pourtant convaincu·es des mérites de la participation citoyenne, de l'éducation populaire, de la démocratie ouverte. **Mais ce "rien pour nous sans nous" reste au rang de promesse et n'atteint pas notre fonctionnement.**

Car il faut le dire, nous partons de loin. Bien sûr, la mixité ou la diversité font partie de la doxa commune de notre mouvement, et elles sont d'ailleurs défendues avec sincérité. Mais elles restent trop souvent à l'état de vœu pieu. Notre fonctionnement n'a jamais été remodelé à l'aune de ces questions, comme il peut l'être à l'aune des questions féministes. À aucun moment, on ne s'est interrogé sur la violence et le mépris social qui, par des logiques intimes et sinieuses, excluent celles et ceux qui n'ont ni les codes, ni les héritages.

En outre, à l'instar de certaines qui vantent les mérites des "exceptions à la règle", EELV, trop souvent, "fétichise" certaines personnalités et parcours. Ce sont toujours les mêmes qui sont utilisé·es pour diversifier des listes de candidates et de candidats, toujours les mêmes – une poignée – qu'on met en avant pour raconter "l'histoire" d'un mouvement censé être à l'image de la société et de sa diversité. Ce surinvestissement est particulièrement dommageable : il couvre d'un mensonge la réalité statistique.

Enfin, cette réalité à EELV est insuffisamment documentée. La question sociale à l'intérieur de notre mouvement n'est ainsi jamais appréhendée en termes de parcours, mais toujours de manière statique. La question "à quelle catégorie socio-professionnelle appartenez-vous aujourd'hui ?" ne permet pas de saisir la complexité des origines sociales. Cette dernière répond à des logiques spécifiques, qui ne se réduisent pas aux questions ethniques et / ou territoriales. Habiter ou avoir habité à la campagne ou être noir·e, par exemple, ne signifie pas être issu·e de milieux populaires. À l'inverse, vivre à Paris ou être blanc ne fait pas automatiquement de vous un ou une privilégié·e.

Pour toutes ces raisons, nous souhaitons travailler à sortir de l'entre-soi social et à transposer autant que possible la diversité de la société dans celle de notre mouvement.

MOTION

Europe Écologie - Les Verts s'engage à créer une mission "sortir de l'entre-soi", pilotée par le bureau exécutif national et dotée de moyens humains et financiers, avec pour objectifs (liste non exhaustive) :

- un travail de recensement et d'état des lieux, éventuellement en lien avec une équipe universitaire, pour comprendre les trajectoires sociales des adhérent·es, élu·es et cadres ;
- un dispositif de formations à l'attention des adhérentes et adhérents pour lutter

contre les mécanismes de ségrégation sociale au sein de notre mouvement (lutte contre les stéréotypes sociaux, etc) ;

- un accompagnement spécifique adressé aux personnes transclasses ou issues de classes populaires, pour faciliter leur parcours militant : formations sur les codes politiques, aides financières pour faciliter le militantisme, etc.

- des ajustements dans la grille de reversement des élu·es afin de prendre en compte la diversité des situations personnelles (familles monoparentales, absence de revenus patrimoniaux) ;

- des actions concrètes "d'aller vers" à destination des populations les moins favorisées et/ou les plus isolées, en particulier celles et ceux qui vivent dans des quartiers et zones délaissées (quartiers populaires, zones rurales...)

QUELLE PLACE POUR LE NUMÉRIQUE DANS UNE SOCIÉTÉ ÉCOLOGISTE ? QUELLE PLACE EST LAISSÉE À L'HUMAIN DANS UNE SOCIÉTÉ NUMÉRIQUE ?

Le numérique est une source de pollutions objectivables bien recensées. La fabrication de ces outils est polluante: matière première, extraction des métaux, grande quantité d'eau utilisée. L'énergie nécessaire pour la production et l'utilisation de ces appareils ne cesse de croître. En France la consommation électrique annuelle est de 468TWh, la part du numérique est d'environ 56TWh.

Selon l'association négaWatt cette part augmenterait de 15TWh d'ici 2030 (+25%). La fin de vie de ces outils crée également des dégâts dramatiques pour les sols. En France, seuls 17,4% des déchets électroniques sont correctement collectés et recyclés, c'est une catastrophe pour l'environnement et la santé humaine.

L'État a commandé des rapports qui ont toujours soulevés la question de la pollution engendrée par le numérique. En 2008 « TIC et Développement durable », rapport du ministère de l'Ecologie et de l'Ecologie préconisait déjà des recommandations afin de limiter l'impact négatif de ces nouvelles technologies. Nous y retrouvons les préoccupations portant sur l'énergie des outils, sur un recyclage efficace et une maîtrise des coûts ainsi que la nécessaire surveillance de l'évolution du numérique.

Le 24 juin 2020 le rapport du Sénat « d'information sur l'em-

preinte environnementale du numérique » reconnaît que si rien n'est fait pour réduire son impact sur l'environnement, le numérique pourrait représenter près de 7% des émissions de gaz à effet de serre de la France en 2040.

L'impact environnemental est amplement documenté dans l'étude commandée par les verts/ALE au parlement européen, en 2021.

<https://europeecologie.eu/le-vrai-cout-environnemental-du-numerique>

Le 15 novembre 2021 est votée une loi (n°2021-1485) visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France. Elle prévoit de « faire prendre conscience aux utilisateurs de l'impact environnemental du numérique en les formant à la sobriété numérique ». Le principe macronien du « en même temps » continue à sévir poursuivant sa course, pour exemple la promotion obstinée de la 5G dont les effets rebonds accroîtront la production d'appareils et la consommation énergétique.

EELV a déjà dénoncé le danger antidémocratique que représentent les GAFAM. Leur poids économique et politique est devenu tel qu'il met en danger non seulement les équilibres sociaux et environnementaux, mais aussi les libertés individuelles et publiques, et le fonctionnement démocratique de

notre société. Nous assistons à une mutation inquiétante vers une société de surveillance où la souveraineté du peuple est renversée au profit non seulement d'États autoritaires mais aussi d'industries opaques, avides et toutes-puissantes. Les citoyen-nes sont désarçonnés. Elles et ils doivent faire face à de nombreuses injonctions paradoxales : effort de sobriété et incitation à utiliser plus de numérique.

Or, ces technologies doivent rester au service de l'humain et non le contraire.

En tant que parti, EELV s'interroge sur les transformations profondes de la société française qui remettent en question les fondamentaux de l'écologie politique. En effet, tous les secteurs de la société sont concernés par cet envahissement. La technologie numérique n'est pas une technique neutre au service du confort de l'individu. L'acceptation de l'assujettissement au numérique, ses servitudes virtuelles*, interrogent sur le sens donné aux mots liberté et libre-arbitre. L'emprise du numérique est telle qu'elle capte notre attention, nous oblige à des comportements addictifs chronophages. **Elle transforme l'existence de l'individu dans sa relation à l'autre et au monde, sa présence corporelle et insidieusement son langage et sa pensée.**

Nous sommes porteuses, porteurs d'une société écologiste

avec le souci du bien-être de l'individu, quelle place acceptons-nous de donner au numérique dans cette société ?

Quelle place est laissée à l'humain dans une société numérique ?

Il nous paraît important de réagir, avant de se retrouver un jour dans l'obligation de poser la question : quelle place reste-t-il à l'humain dans cette société numérique ? Nous ne pouvons pas faire d'analyse sans approche politique des phénomènes que nous étudions. Nous proposons de constituer un groupe de travail qui aura pour mission d'établir un état des lieux de la pénétration de ces technologies et de leurs impacts, de leurs buts affichés et de leurs effets réels, en particulier dans des domaines comme le travail, l'éducation, la santé et la démocratie.»

Ce groupe travaillera transversalement avec les commissions concernées, il s'engagera à fournir régulièrement des rapports, prendra en compte l'actualité (ex: plan sobriété énergétique du 06 10 22) et organisera des débats sur la place du numérique dans une société écologiste.

*Les servitudes virtuelles,
J-G Ganascia*

MODIFICATION DE LA GRILLE DES INCOMPATIBILÉS CONCERNANT LE BUREAU EXÉCUTIF

MOTIFS

Notre règlement intérieur stipule :

« Concernant les membres du Bureau Exécutif siégeant dans une assemblée parlementaire, elles ou ils ne peuvent être en même temps secrétaire nationale, porte-parole, ou délégué.e aux élections. Ces incompatibilités de fonction s'appliquent aux membres des Bureaux Exécutifs Régionaux. »

Au Congrès de 2019, la motion d'orientation adoptée à la quasi-unanimité a étendu cette règle en décidant de l'incompatibilité de tout mandat de parlementaire national avec la participation au BER

Lors des dernières consultations électorales, le nombre d'élus directement issus du Bureau Exécutif pose problème :

- D'une part, le BE ayant nécessairement un rôle dans l'organisation de ces élections, ses membres se retrouvent en risque d'être à la fois juge et partie dans les choix.

- D'autre part, la proportion anormalement élevée de membres du BE élus, fait apparaître les fonctions électives internes comme une étape pour accéder aux fonctions externes.

- Enfin, l'élection de membres du BE occasionne des séries

de démissions qui désorganisent le mouvement.

La présente motion vise à remédier à ces inconvénients, et à fixer une règle simple dans le règlement intérieur. C'est une motion de modification du règlement intérieur

MOTION

Le passage suivant du Règlement Intérieur :

« Concernant les membres du Bureau Exécutif siégeant dans une assemblée parlementaire, elles ou ils ne peuvent être en même temps secrétaire nationale, porte-parole, ou délégué.e aux élections. »

Est remplacé par :

« Les mandats de parlementaire français-e siégeant au Parlement Européen, de député-e, de sénateur ou sénatrice sont incompatibles avec la participation au Bureau Exécutif. La candidature à ces mandats n'est pas ouverte aux membres du Bureau Exécutif en exercice. »

POUR UNE GÉNÉRATION CLIMAT REPRÉSENTÉE ET INVESTIE DANS NOTRE PARTI

3 jeunes sur 4 n'ont pas voté aux dernières élections.

Pourtant, si nous ne faisons rien, 100% d'entre elles et eux subiront les effets du dérèglement climatique et des crises sociales qui en découleront.

Les organisations politiques, dont notre parti, ont une responsabilité dans ce désaveu que représente l'abstention des jeunes. Il est temps de tout faire pour que la jeunesse retrouve confiance dans la politique. Cela commence par notre fonctionnement interne, en offrant à la jeunesse la possibilité de s'investir à la hauteur de ses ambitions et de se sentir représentée et entendue.

C'est l'objectif de cette motion : donner plus de place à la génération climat dans les instances de notre parti et lui faire confiance pour porter le projet écologiste dans le cadre des élections externes.

Les jeunes de moins de 30 ans représentent plus de 35% de la population, pourtant à l'Assemblée nationale, ils sont moins de 4%. Notre mouvement n'a pas fait beaucoup mieux en présentant dans ses listes seulement 15% de moins de 35 ans, dont une grande partie de candidat.e.s entre 30 et 35 ans.

Pour que la jeunesse s'implique dans les processus électoraux, il faut bien sûr la former et l'accompagner, mais il faut aussi lui laisser la place nécessaire: c'est pour cela que nous proposons que des quotas soient mis en place dans les

désignations électorales. Les profils des candidat.es doivent également s'élargir à des personnes d'horizons socio-économiques plus variés et à des personnes non-motivées, adhérentes au parti ou non.

Sans cet effort, nos institutions ne seront jamais à l'image de notre société et seront délaissées par notre jeunesse. Nous devons être à l'avant-garde sur ces questions et devenir le premier parti des jeunes !

MOTION

- Pour encourager le renouvellement et la prise de responsabilités internes à EELV par de nouveaux adhérent.e.s ou de jeunes adhérent.e.s, nous limitons le nombre de mandats consécutifs en interne.

Modification de l'article suivant du Règlement Intérieur, en gras souligné :

IV-1-2-2 NON-CUMUL DANS LE TEMPS: *Limitation à trois mandats successifs pour les élu.e.s des conseils régionaux, conseils départementaux, du conseil de Paris et président.e.s d'exécutifs de plus de 10.000 habitant.es. Pour les parlementaires, à chaque mandat supplémentaire au-delà du deuxième mandat successif, un point supplémentaire. Limitation à quatre années de mandats consécutifs pour les responsables de commission thématiques **et à trois mandats consécutifs pour les responsabilités internes listées à l'article IV-1-1.***

- EELV défend des candidat.e.s aux élections externes représentatifs de la population.

- Des quotas de places pour les jeunes dans les élections (européennes et législatives): 20% pour les moins de 30 ans dont 10% pour les moins de 25 ans et cela dans tous les cercles d'éligibilité.

- Les listes de candidat.e.s aux élections externes devront comporter 20% de profils non signataires d'une motion de congrès, avec une prise en compte de la diversité socio-économiques des profils.

- EELV se fixe pour objectif d'inclure davantage de jeunes au sein du Conseil Fédéral, afin qu'ils influencent les orientations politiques et stratégiques du parti. **Cet objectif est de 25% des sièges du Conseil Fédéral pour les moins de 30 ans.**

Modification de l'article suivant du Règlement Intérieur, en gras souligné :

II-3-1 Élection: *Selon la répartition régional / national inscrite dans les statuts : 20% des élu.e.s du Conseil fédéral au niveau national sont désigné.e.s par le Congrès fédéral à bulletins secrets au scrutin proportionnel de liste paritaire, au plus fort reste. **25% de ces conseiller.e.s fédéraux ainsi désigné.e.s par le Congrès fédéral devront avoir moins de 30 ans.*** [...]

- Les Commissions Permanentes Électorales (CPE) et des Commissions Régionales Électorales (CRE) seront partiellement composées de personnes de moins de 30 ans

Modification de l'article suivant du Règlement Intérieur, en gras souligné :

II-3-15 Commission permanente électorale (CPE) : *Le Conseil fédéral peut élire pour le représenter une Commission permanente électorale. Celle-ci est paritaire et élue à la proportionnelle. Le Conseil fédéral décide de l'élire soit sur la base des motions issues du dernier Congrès, soit sur celle de listes de candidat.es. Dans les deux cas, à minima 20% de personnes âgées de moins de 30 ans feront partie de la Commission Permanente Électorale. [...]*

Modification de l'article suivant du Règlement Intérieur, en gras souligné :

III-2-5-3 PARITÉ ET DIVERSITÉ : [...]. *Les CPR créent des Commissions régionales électorales (CRE) reflétant le pluralisme interne. Elles sont constituées à la proportionnelle des motions d'Assemblées générales régionales. **A minima 10% de personnes âgées de moins de 30 ans feront partie de la Commission régionale Électorale.*** [...]

DONNEZ

donner.eelv.fr



SUIVEZ EELV SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX



**REJOIGNEZ LA CHAÎNE
TELEGRAM EELV**

t.me/infoeelv



Le Bureau du Congrès est constitué de :

**Léa BALAGE EL MARIKY,
Jérémy CRÉPEL,
Henri AREVALO,
Nadine HERRATI,
Sylvain CORNUT,
Chloé HERZHAFT,
Pierre HÉMON,
Alain DUBOIS,
Jean DESESSARD,
Florentin LETISSIER,
Rodéric AARSSE,
Rahiba DUBOIS,
Nicolas JOUVE,
Christian LAMMENS**

Les salarié·e·s associé·e·s au Bureau du Congrès :

**Sébastien JULIEN, Caroline MARZUCCHETTI,
Jérôme POIRIÉ et Julien SAGE**

Ont également participé à cette tribune :

François FOUQUELLE et Mathias GOUSET

Mise en page :

Pierrick RENAULT DELASAUVAGÈRE

Photographie couverture :

Benjamin BOCCAS

Imprimé sur papier recyclé et encres dégradables par :

PRESSE PLURIEL

OÙ SE DÉROULENT LES CONGRÈS DÉCENTRALISÉS ?

Lors du Congrès décentralisé du 26 novembre 2022 à 13h, tou-te-s les adhérent-es se réunissent simultanément dans chaque région en respectant exactement le même ordre du jour.

Alsace	Salle l'évasion - 1 rue du Tabac - 67600 SÉLESTAT
Aquitaine	Athénée Municipal Joseph Wresinski - Place Saint-Christoly - 33000 BORDEAUX Accès : TRAM A et B, arrêt Hôtel de Ville
Auvergne	Salle Poly - Place Poly - 63100 CLERMONT-FERRAND
Bourgogne	Salle Polyvalente de Dracy-Saint-Loup - rue de Lionge - 71400 DRACY-SAINT-LOUP
Bretagne	Parc Expo - Hall 4 - 286, rue Rouget de Lisle - 56600 LANESTER
Centre-Val de Loire	Ethic Etapes Jean Monnet - 5 rue Monnet - 41200 ROMORANTIN-LANTHENAY
Champagne-Ardennes	Salle du Pré-Waghet - 08430 POIX-TERRON
Corse	Faculté de droit - Université de Corte - 20200 CORTE
Franche-Comté	Locodole - 1 Avenue Aristide Briand - 39100 DOLE
Guadeloupe	En visioconférence
Guyane	26B3 Lotissement Pachéco - 97300 Cayenne
Hors de France	En visioconférence
Île-de-France	Bourse du travail de St Denis - 9-11 Rue Génin - 93200 SAINT-DENIS Métro et Tram : Saint-Denis Porte de Paris
La Réunion	Hôtel Résidence Ness - 26 route de Trou d'Eau - 97434 SAINT GILLES LES BAINS
Languedoc-Roussillon	Lieu à définir
Limousin	Local EELV Limousin - 11 rue delescluze - 87000 LIMOGES
Lorraine	Hôtel Mercure Nancy Centre Gare, 8e étage - 11 rue Raymond Poincaré - 54000 NANCY
Midi-Pyrénées	Salle Osète - 6 rue du Lieutenant Colonel Péliissier - 31000 TOULOUSE
Nord-Pas-de-Calais	Espace des Acacias, Salle de la Rotonde - Place Hentgès - 59260 HELLEMES-LILLE
Normandie	Maison Saint Sever - Salle 5 - 10/12 rue Saint Julien - 76100 ROUEN
Pays de la Loire	Salle Auguste Chupin - 11 esplanade Auguste Chupin - 49000 ANGERS
Pays de Savoie	Centre des Congrès - rue Jean Monard - 73100 AIX-LES-BAINS
Picardie	La Machinerie - 1 bis rue de la Vallée - 80000 AMIENS
Poitou-Charentes	Salle Abeille - 287 rue de la Gare - 79360 BEAUVOIR-SUR-NIORT
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Centre Les Martegales - 13 rue des Martegales - 13002 MARSEILLES Métro : Vieux Port
Rhône-Alpes	Salle Jean Couty - Rue de la Pépinière Royale, 69009 LYON Métro : Gorge de Loup